Réflexion d’un citoyen Lambda

Miscellanées Politiques N°1

Recueil de textes écrits, modifiés, complétés et corrigés de 2007/2008 à 2024

Robert GIL

Matière à réflexion

Page 3 Pourquoi ce livre :

D'abord, laisse-moi me présenter – Je suis un simple citoyen – Le choix des mots – Quand faut y aller – Pourquoi ce livre

Page 17 C'est pas rentable :

Tout doit être rentable – Le travail coute trop cher, il n'est pas rentable ! – Rentabilité, égalité, justice

Page 29 La fameuse dette :

Petit rappel – Dette arrêtons les entourloupes – Faut-il payer la dette ?

Page 39 Conditionnement et libre choix :

Sommes-nous libres de nos choix ? – La publicité ne servirait à rien – Consomme c'est un ordre – De quoi avons-nous réellement besoin ? – Le mythe de la croissance et autres foutaises – Qui a demandé du plastique ? – Conditionnement collectif

Page 60 Les riches faut pas les embêter !

Heureusement qu'ils sont là ! – Cout du travail, cout du capital – Un système et des idées archaïques – Des cadeaux pour quoi faire ? – L'exil des riches – Lobotomisation des esprits – La loi du Marché

Page 74 Violence et insécurité :

Posons les faits – Vidéosurveillance, démocratie et totalitarisme – Management, la violence du harcèlement – Violence terroriste contre violence structurelle

Page 85 Nazisme et communisme…

Partir sur de bonnes bases – Réécrire l'histoire – Les fameux 100 millions de morts – A propos du pacte germano-soviétique – Punir les mauvais élèves – Mais à quel prix ? – L'anticommunisme à la vie dure

Page 109 Un monde flou … :

Aider, c'est bien, expliquer, c'est mieux – Nos valeurs ne sont pas universelles – Les français sont-ils des femmes battues ? – Patriotisme et nationalisme – La fable du travail cher – La grande mascarade électorale – Nos « démocraties » mènent au fascisme - Les J.O de Paris ce sera super bien !

Page 132 Immigration et terrorisme …

Parler de la baya, pas des salaires – L'identité nationale – Quand on veut, on peut - Mais pourquoi viennent-ils chez nous ? – Terrorisme, parlons vrai – Les djihadistes et les occidentaux – Oser affronter les difficultés

Page 152 Contre le chômage, on a tout essayé …

Parler de plein emploi, c'est juste un slogan électoral – Un impôt indexé sur le nombre de chômeurs – Illusion libérale – Les français n'auraient pas le sens des responsabilités – Mais qui contrôle les responsables du chômage ? – Il est peut-être temps de dire stop – Le chômage c'est la faute aux chômeurs - L'homme qui n'a jamais travaillé nous parle du chômage !

Page 174 Humour de dérision :

Avec ce qui se passe en ce moment – Attention, Jésus revient et il n'est pas content ! – Lettre à un footballeur – Petite histoire que l'on m'a racontée et qui m'a interpelée – La sécu, je n'en ai rien à faire, j'ai un plan de carrière – Au volant, c'est mon double qui conduit – Mes chers petits – Méritez-vous notre confiance ? – C'est mon choix !

Page 193 A bientôt

Page 194 Livres à télécharger gratuitement

***« Au bout de la corde, il y aura un nœud »* … Marie Philomène PRADIER**

Pourquoi ce livre ?

D’abord, laisse-moi me présenter :

Je suis maintenant à la retraite, et mon seul diplôme est un BEP. J'ai travaillé de nombreuses années dans le privé, puis ensuite dans le public, j’ai aussi passé quelques années en tant qu’artisan ; ainsi j’ai pu voir la vie professionnelle par différents bouts de la lorgnette, et jamais je n’y ai vraiment trouvé ma place. A l’école les matières qui m’intéressaient le plus étaient histoire/géo. En français j’étais assez à l’aise en dissertation mais pas très bon en orthographe. Les maths me paraissaient tellement abstraites que je ne m’y suis pas trop intéressé. De l’avis du conseil d’orientation, je devais faire un métier manuel, que ça me plaise ou pas ! Un simple BEP peut paraitre un handicap pour s’intéresser à la chose politique, mais je te rassure, il n’en n’est rien. Aucun CV n’est demandé, ton expérience, toutes tes expériences, sont utiles. Certaines personnes accordent plus de foi à une idée ou à une réflexion lorsqu’elle émane de quelqu’un qui est bardé de diplôme, mais ceci est illusoire. Bien sûr, je ne remettrais pas en cause un problème de math avec un prof de math, un problème de physique avec un physicien, je ne donnerais pas des conseils à un pilote d’avion pour lui dire comment piloter un A320, à un maçon comment monter un mur ou à un mécanicien comment refaire un embrayage, ce n’est pas mon job, je n’en ai pas les compétences, mais pour ce qui est d’aborder les problèmes de la société nous avons tous des aptitudes pour appréhender et analyser le monde qui nous entoure.

A la maison, les discussions sur tous les sujets allaient bon train, nous parlions de justice sociale, des conflits dans le monde, de religion, des conditions de travail …, les discussions étaient parfois mouvementées. Bref, nous faisions de la

politique sans le savoir, tant nous étions persuadés que cela était réservé à « une élite ». Je me suis aussi construit autour des luttes de mon père, les grèves et les revendications des mineurs. J'ai découvert que la vie est parsemée de luttes, de négociations et de revendications, partant du bas, par des hommes et des femmes qui demandaient une vie meilleure. Pour cela ils utilisaient des porte-paroles, les syndicats, qui n'étaient que des intermédiaires. Sans une volonté forte de la population les syndicats ne sont rien et ne peuvent rien.

Je ne suis pas un révolutionnaire, un intellectuel ou un militant acharné, je suis un citoyen lambda, et je persiste à dire que tout le monde a les capacités nécessaires pour s'intéresser à la politique, pour peu qu'il le désire. Nul besoin de diplômes, souvent il faut seulement faire preuve de bon sens, et accepter de prendre du recul par rapport à ce que nous racontent les médias, les personnalités politiques et les experts qui squattent à longueur d'années les plateaux télé, les stations de radios et qui ont leur rubrique réservée dans la presse écrite pour répéter inlassablement les mêmes choses.

Je suis un simple citoyen :

La retraite, c'est aussi la fin d'un parcours et je n'ai pas envie de partir sans avoir essayé de faire avec mes petits bras le maximum pour laisser un avenir meilleur à mes enfants et à mes petits-enfants. Comme des millions de personnes je m'intéresse plus ou moins à la politique, plutôt plus que moins diront certains, et comme toute décision est politique, du prix du pain à celui de notre loyer, de notre fiche de paye à nos indemnités chômage, de l'éducation de nos enfants à nos séjours à l'hôpital, tout le monde peut, et doit, s'intéresser à la politique. Perso, je ne suis pas très bon pour débattre oralement. Je n'ai pas la finesse, la répartie ni l'impassibilité requise. Aujourd'hui, on est davantage jugé sur la forme que sur

le fond. Quand une discussion devient tendue, on devine mes révoltes et mes exaspérations. On devine ce qui me touche, on sait ce que je trouve injuste. Je bute sur les mots et mes arguments s'envolent. Plus tard je me dis « *Mince, je n'ai pas dit ceci, je n'ai pas rebondi sur telle ou telle phrase…* », oui, je suis très loin du politicien professionnel. J'ai longtemps cru que nos hommes politiques étaient cultivés, intelligents, et soupesaient avec minutie les actions qui pouvaient impacter la marche du monde ou l'économie du pays, et donc la vie des citoyens, mais plus le temps et les élections se succédaient et plus des doutes s'installaient, et avec le gouvernement Jospin, mes dernières illusions ont disparu. Sarkozy, Hollande et Macron démontrent que tout va de pire en pire…

Les médias apparaissent pour ce qu'ils sont : une vaste entreprise de manipulation et non d'information. Une information devrait être objective et présenter les faits sans prendre parti. Il existe des médias qui analysent les événements de façon orientée et défendent des points de vue partisans. Quand vous ouvrez le Figaro, le Monde, l'Humanité, le Point ou Valeurs Actuelles par exemple vous savez où vous mettez les pieds si j'ose dire, tandis que les médias télévisuels touchent tous les foyers et apparaissent comme « La Vérité », c'est en cela qu'il ne s'agit plus d'info mais plutôt de manipulation, voire de propagande. Et que penser des débats tronqués [(1)] qui font la part belle aux « experts » ? L'expertise de ces derniers est une bouillie intellectuelle, et les présentateurs leur servent la soupe avec des questions préparées et orientées. Débats où souvent tout le monde est du même avis et où parfois on invite un contradicteur inexpérimenté qui se fait mettre en pièce dans une mise en scène parfaitement huilée.

Je tiens à préciser, que je ne jalouse pas « les riches [(2)] ». Je ne fantasme pas sur leur compte en banque et encore moins sur leur mode de vie. Ma situation me satisfait amplement. Vu

mon âge, et si une maladie ne me tombe pas sur le coin de la tête, je peux espérer vivre sereinement jusqu'à la fin de ma vie. Ce que je ne supporte pas, ce sont les injustices et les inégalités. Ce que je ne comprends pas, c'est qu'une grande partie de la population accepte cet état de fait. Dans la société actuelle, on arrive à un paradoxe, où ce sont, souvent, les personnes les plus défavorisées qui s'accrochent au système, qui a parfaitement réussi à leur faire intérioriser qu'il n'y a pas d'autre alternative. Ce sont ces personnes, inquiètes quant à leur avenir, vivant dans la peur de l'insécurité et occupées à survivre qui vont dire « *Ce n'est pas possible, qu'allons-nous devenir* », en réponse au candidat d'un parti qui se battrait pour une meilleure répartition des richesses, ou pour obtenir une justice sociale et fiscale plus équitable. Elles n'ont plus confiance, car à chaque fois, ce sont elles qui ont payées les « pots cassés ».

Je pense qu'un minimum d'engagement est nécessaire pour pouvoir vivre ensemble. Il existe des personnes qui traversent leur existence sans vraiment jamais se poser de questions, et ne prennent jamais part à un mouvement social par manque d'intérêt, par peur, par croyance absolue que le système dans lequel nous vivons est le meilleur et donc indépassable ou simplement parce qu'elles ont baissé les bras. Je trouve dommage que certains individus ne s'investissent pas un minimum et ne s'intéressent pas à la chose publique. Si je pense que ces personnes sont trop perméables au discours dominant, et qu'elles passent à côté d'une partie de leur vie, elles peuvent également penser que je suis un peu « lourd » de tout ramener au caractère social, économique et donc politique des choses…, et pourtant ! Par contre d'autres déclarent souvent sérieusement qu'elles feraient tout pour leurs enfants ou leurs petits-enfants, mais elles ne lèveront pas le petit doigt pour leur assurer une bonne protection sociale, de bonnes conditions de travail ou une retraite digne de ce nom, elles pensent qu'un livret A bien rempli ou un appartement en

héritage suffiront largement à compenser le reste … terrible erreur ! Et oui, l'intérêt que l'on porte à sa progéniture ne devrait pas s'arrêter à un week-end à Eurodisney ou à des cadeaux à Noel ! Je crois que lorsque l'on n'est plus là, le plus important ce sont les souvenirs, l'amour que l'on a donné, et les repères que l'on a laissés à ses enfants et petits-enfants. Pour paraphraser une célèbre phrase de Clemenceau [3], je dirais que la politique est une chose trop importante pour la confier à des politiciens. En attendant, pour moi, participer à un mouvement social fort, c'est une grande bouffée d'oxygène comme une rando en montagne ! Même si parfois avec les lendemains qui déchantent j'ai effectivement besoin d'aller me ressourcer sur des sentiers !

« *On ne peut rien faire », « ça ne sert à rien* » … qui, lors d'une grève par exemple, n'a pas entendu ces phrases toutes faites ? Par contre, lorsque l'action a porté ses fruits, je n'ai jamais vu ces mêmes personnes refuser les primes ou les augmentations que d'autres leur ont procurées par leur lutte. Mais si ces luttes n'aboutissent pas et qu'elles sont perdantes, ces mêmes personnes ont l'air soulagé, genre « *je le savais, je l'avais bien dit que ça ne servait à rien* », ça les conforte dans leur inaction, leur neutralité. Mais la neutralité n'existe pas, la neutralité c'est de fait prendre parti pour le plus fort, et comme dans le rapport de force « le patron » part souvent avec un avantage, la classe ouvrière part avec un handicap supplémentaire lorsque certains ne participent pas. Quant aux opportunistes, ils essaient de tirer parti de la situation : « *si les grévistes gagnent je profite des avantages et s'ils perdent la direction verra que moi je n'ai pas participé !* ». La récente irruption des Gilets Jaunes sur la scène politique, et l'auto-organisation des bases syndicales indiquent peut-être, du moins je l'espère, qu'un renouvèlement des formes de contestation et d'évolution de la vie politique sont possible.

Le choix des mots :

Avant de commencer la lecture de ce livre, je veux que l'on se mette d'accord sur le sens que je donne à certains mots comme bourgeoisie ou patrons par exemple afin que l'on soit tous les deux sur la même longueur d'ondes. Je sais, certains mots ou expressions ont disparus et ont mauvaise presse, pourtant il faut appeler un chat un chat, ce n'est pas parce que l'on ne parle plus de lutte des classes, d'exploiteurs et d'exploités que ça n'existe plus. La lutte des classes c'est la confrontation permanente entre la classe dirigeante qui possède le pouvoir et le reste de la population. Des révoltes dans l'empire romain, la révolution de 1848, la commune de 1871 en passant par les jacqueries des paysans au moyen âge, toutes ont été sauvagement réprimées par la noblesse ou les différents pouvoirs en guise d'avertissement. C'est pour cela que Karl Marx a écrit : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes* ». La lutte des classes est une lutte économique, politique et idéologique.

Bourgeoisie, patronat, exploitation, riches, lutte des classes ou opprimés sont devenus des mots tabous, et le fait de les utiliser te met presque automatiquement hors-jeux. Pourtant, comment combattre ou parler de choses que l'on ne peut nommer ? On a lissé les mots, fait du politiquement correct, et l'on a empêché toute possibilité de débat de fond. Il ne faut pas que le citoyen ordinaire puisse faire le lien entre les agissements de certaines personnes et sa situation personnelle. Il faut qu'il soit convaincu qu'il vit dans un monde difficile, sous contrôle et qu'il n'y a pas de solution. On le persuade que seul le mérite et l'effort individuel peuvent faire la différence, et que donc, si sa situation ne lui convient pas, c'est forcément de sa faute. Pas étonnant dès lors que certains se réfugient dans la religion, ou sont attirés par des théories complotistes. D'autres idéalisent les anciennes traditions, ou cherchent des solutions alternatives qui ne remettent jamais en question les fondements du

système. Donc, ne soit pas choqué par mon vocabulaire, j'utilise ces mots car je ne vois pas comment nommer ces choses basiques, autrement que par leur nom. Ces mots ont une connotation communiste, alors qu'ils étaient utilisés par Victor Hugo, Emile Zola et d'autres grands penseurs bien avant la révolution Bolchévique de 1917.

La société est divisée en deux groupes : ceux qui ont le pouvoir (économique et politique) et les autres. Ce sont deux classes distinctes qui ont des intérêts antagonistes l'une par rapport à l'autre : les maîtres et les esclaves, le seigneur et ses serfs, et aujourd'hui, les salariés qui produisent la richesse et ceux qui l'accaparent et la confisquent. La lutte des classes, c'est la bataille de la majorité opprimée contre la minorité oppresseuse. Elle peut mener à un changement de régime comme la Révolution Française de 1789 ou la Révolution Russe de 1917. La classe dominante bien que minoritaire ne doit sa position que grâce à la collaboration consciente et assumée d'une partie de la classe opprimée. Contrairement à la classe dominante, unie derrière ses intérêts, la classe dominée est divisée en différentes groupes sociaux, ouvriers, employés ou classes moyennes, ce qui pose le problème d'une conscience commune et de l'action collective.

Quand je parle de « capitalisme », je fais référence au système économique dans lequel nous vivons, et que certains appellent aussi, libéralisme ou néolibéralisme, un système politique et économique reposant sur la propriété privée des moyens de production, et du système financier. Le seul but est la recherche du profit maximum, aucune règle morale ne régit ce système économique. Le capitalisme, s'il fait l'apologie de la propriété privée et du « self made men », vient pleurer dans le giron de l'Etat dès qu'il en a besoin. Le capitalisme ne tolère pas qu'un seul secteur qui pourrait être lucratif lui échappe. Tout doit être privatisé, tout monopole doit être privé. Vive la libre concurrence, et le démantèlement des services publics ! Par

contre, dès que le capitalisme a un problème de fonctionnement, il demande à l'Etat de le résoudre, et même de combler ses pertes si elles sont trop importantes [4] … C'est ce que l'on désigne habituellement par socialisation des pertes et privatisation des bénéfices.

La Grande Bourgeoisie est la classe sociale dominante qui détient les moyens de production, qui organise et dirige le travail, et qui décide de la répartition des profits. Son intérêt est que les salaires soient le plus bas possible et que le chômage apparaisse comme une punition, et lui serve de moyen de pression. Son poids économique et ses réseaux font qu'elle peut influencer les élections et les décisions politiques. C'est son contrôle sur la quasi-totalité des médias [5] qui lui permet d'orienter les pensées de l'ensemble de la population [6A-B-C]. C'est cette bourgeoisie-là, qui est pour moi la clef de voute du système capitaliste. Il existe aussi une petite et moyenne bourgeoisie, constituée de cadres supérieurs, de professions libérales ou d'artisans. Mais même si ceux-ci se rangent du côté de la Grande Bourgeoisie lors de conflits sociaux, ils se placent souvent du mauvais côté du manche ! Il est hallucinant que l'artisan boulanger se sente plus proche de François Pinault ou de la famille Dassault que du smicard qui lui achète sa baguette de pain. Il faut, ensemble, réfléchir à un autre mode de société, car plutôt tôt que tard nous allons à la catastrophe, qu'elle soit économique, sociale, sanitaire, écologique… ou guerrière !

Quand faut y aller :

A la fin des années 70, début des années 80, j'avais l'impression que l'avenir était ouvert, et ne pouvais aller que vers « le mieux », la société serait forcément plus juste et l'avenir plus serein. A la chute du mur de Berlin en 1989, l'ambiance était à l'optimisme généralisé. Le monde libre avait gagné, il n'y aurait plus d'obstacle dans la construction du

nouveau monde. On allait voir ce qu'on allait voir ! Et on a vu, on a vu le capital imposer sa loi sans aucune restriction, sans aucun contre modèle, il n'y avait plus qu'une seule voie. Nous sommes la société la plus fichée, la plus fliquée, la plus contrôlée, la plus surveillée de toute l'histoire de l'humanité. Toutes les protections sociales sont démantelées, toute contestation est réprimée. Je crois bien que nous nous sommes fait avoir, en 1945, après la guerre, alors que nous avions une économie dévastée, une production agricole en chute libre, une situation financière catastrophique, nous avons trouvé les ressources et la volonté de créer un système de Sécurité Sociale pour protéger les travailleurs et leur famille de la naissance jusqu'à leur mort. Aujourd'hui alors que la France est un des pays les plus riches au monde, on détruit méthodiquement tous les gardes fous de la protection sociale… et l'on essaie de nous fait croire que c'est parce « *qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses* » ! J'ai l'impression que l'horizon se réduit de plus en plus et que l'on se dirige vers une société issue des pires scenarios de films de science-fiction. La faute à qui ? A moi, à toi, à tous ceux qui au fil des années ont vu leur vie s'améliorer, et n'ont plus pensé qu'individuellement, en oubliant que tout ce qu'ils avaient, était le fruit de longues luttes collectives avec son lot de morts, de pleurs et de sacrifices.

Une des grandes difficultés est la montée de l'individualisme et la tentation permanente du consumérisme, en particulier chez les jeunes qui y sont confrontés depuis leur naissance. L'idée qu'il existe un bien commun tend à disparaître, favorisée par les gouvernements qui détruisent ce qui est collectif pour le remplacer par la méritocratie et les intérêts particuliers. Nous ne sommes plus une nation avec un projet commun, nous sommes une myriade d'identités selon le genre, les croyances, les sensibilités ou des groupes d'intérêt particuliers en quête d'épanouissement individuel.

Moi-même, suivant les périodes de ma vie, je me suis laissé vivre. Parfois des engagements sporadiques venaient rompre mes petites habitudes. Je ne peux pas dire que j'ai été un grand militant, mais entre des engagements syndicaux ou politiques, j'ai rencontré des gens formidables. Mon parcours n'a pas été une longue ligne droite, parfois il a fallu que je me remette en cause. Mais au fond de moi, j'ai toujours su à quel camp j'appartenais. Pour se forger une conscience sociétale et politique, il suffit de le vouloir. C'est à toi de choisir. Tu ne peux plus te cacher derrière des phrases toutes faites : « *Je n'y comprends rien, c'est trop compliqué », « De toute façon on ne peut rien faire dans un seul pays, c'est partout, sinon c'est inutile », « on ne peut rien faire, ils ne voudront jamais changer* », c'est sûr que s'il faut attendre leur permission … arrête de chercher des excuses. Ou tu acceptes de continuer à subir ces personnages et leur politique destructrice basée sur des intérêts privés et des privilèges personnels, ou tu essaies de comprendre ce qui se passe. Crois-tu que dans notre « démocratie », c'est « le peuple » qui décide des orientations économiques ou sociales de la société ? Est-ce toi qui as réclamé la possibilité de créer des sociétés « écrans », des sociétés « offshore », ou alors t'es-tu battu pour la création du « CICE [7] » ou l'instauration des « PPP » [8] ? As-tu manifesté pour imposer la « dérégulation financière », les « niches fiscales » ou pour accélérer la destruction du Code du Travail qui protégeait les salariés ? Peut-être alors as-tu milité pour la suppression de la « taxe professionnelle », pour un allègement des « cotisations sociales patronales » ou pour faciliter « les licenciements et les délocalisations » ? Non ? Moi non plus ! toutes ces lois ont été pensées, voulues et mises en place par et pour favoriser les milliardaires qui dirigent notre économie. En 2005, près de 55 % des français ont voté « Non » au traité constitutionnel européen, mais en 2008, le gouvernement français, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, l'a fait ratifier par les parlementaires. Nos voix ne valent rien quand elles ne s'accordent pas avec les intérêts de nos dirigeants. Une fois

encore l'intérêt de quelques-uns a prévalu sur la volonté du plus grand nombre. Ce vote aurait dû décrédibiliser totalement notre système parlementaire, mais nous n'avons rien dit, nous n'avons pas bougé, nous sommes docilement restés devant nos postes de télévision à regarder les programmes concoctés à notre intention.

La seule certitude, c'est que si nous ne faisons rien, nous serons à notre tour emportés par la vague. Alors essayons de construire une société plus juste, plus sereine pour la transmettre à nos enfants et nos petits-enfants. Il ne faut pas rêver, le rouleau compresseur libéral du système capitaliste marchand nous atteindra fatalement quel que soit notre situation ou notre patrimoine. Nous ne jouons pas dans la même cour ; que représente notre appartement ou notre maison pour un Bernard Arnault ? Rien ! Je me souviens en 2000, quand nous avons basculé du Franc vers l'Euro, un copain qui habite en Auvergne était venu passer quelques jours, chez nous, dans le Sud de la France. Dans la petite ville où il habite, un habitant avait fait évaluer sa maison à 350 000 euros et il parait qu'il se prenait pour le seigneur du coin. Un après midi, nous avons été faire « un tour » à Monaco. Nous sommes passés devant un garage Mercedes et il y avait un coupé qui valait justement … 350 000 euros ! Plus loin nous sommes passés devant une agence immobilière, une annonce indiquait « *appartement 4 pièces, volumes importants, étage élevé… 7 500 000 euros »* ! Certains n'ont vraiment aucune idée de ce qu'est la fortune [9] et pensent faire partie des riches [10] parce qu'ils ont deux cuillères en argent au fond d'un tiroir ! Alors, que fait-on ? La balle est dans ton camp…

Pourquoi ce livre :

Je n'ai pas écrit ce livre pour des militants aguerris, qui ont des bases solides et de fortes convictions, mais ce n'est pas

spécialement à eux que je m’adresse. Mon objectif est beaucoup plus ambitieux : c’est toi !

A toi qui penses que la politique c'est compliqué, que ce n'est pas à toi que cela s'adresse. A toi qui penses que la lutte ce n’est pas ton truc. A toi, qui as peur de participer parce que tu as peur de ne pas savoir. A toi qui rentres le soir, fatigué(e) et qui n'a qu'une idée : décompresser en regardant la télé. A toi qui penses que tu n’as pas assez de diplôme pour parler politique. A toi qui penses que la politique c'est une affaire de politicien. A toi qui … J'étais comme toi, et pourtant ...

Et pourtant, pour changer la société, pour que la vie et l’éducation de tes enfants soient meilleures, pour que tu sois bien accueilli(e) et soigné(e) à l'hôpital, pour avoir accès à un logement décent, pour que tu puisses finir ta vie dignement, pour ne pas te dire qu'il faut se tuer au travail pour avoir à peine de quoi vivre, ton implication est un devoir, on ne peut vivre dans une société sans y participer, c'est cela être citoyen, on fait partie d'une cité et on doit la prendre en charge. Ton avis est important. Ton implication est décisive. Tout le monde est indispensable quelle que soit sa place dans la collectivité, le jour où tu montes ton meuble Ikea, si tu oublies une pièce, même la plus petite vis, ton meuble sera bancal.

J’ai écrit ce livre à partir d’articles que j’ai lus sur des journaux ou sur internet, à partir de tracts, de réunions et de conférences dans lesquelles je suis allé. A partir de discussions lors de repas, de randonnées ou à la pause déjeuner lorsque je travaillais encore. A partir d’infos entendues à la télé ou à la radio, en retravaillant des articles que j’ai écrit sur des blogs ces dernières années, et bien sûr à partir de mes analyses et de mes convictions personnelles. Ce livre est sans doute le genre de livre que j’aurais aimé trouver quand j’ai commencé à m’intéresser à la politique afin d’essayer de comprendre le monde dans lequel je vivais.

J'ai essayé d'aborder différents sujets qui traversent la société, de déconstruire des idées toutes faites, et de donner des pistes de réflexions pour voir ce qu'il serait possible de faire pour commencer à rompre avec le capitalisme. Je ne prétends en aucune façon donner des leçons à qui que ce soit, car comme tout le monde j'ai aussi mes contradictions, mais je veux à travers ce pot-pourri de sujets donner simplement à certains l'envie de réfléchir, et ensuite peut-être d'aller plus loin sur tel ou tel point.

J'ai cherché à ne pas faire de ce livre un ouvrage fastidieux, mais je l'ai construit de façon à ce que tu puisses lire les sujets dans l'ordre que tu veux, sans prise de tête, suivant l'intérêt que tu leur portes. Ensuite, tu as toujours la possibilité d'approfondir les sujets qui t'intéressent. J'espère pouvoir t'offrir une base de discussion et de réflexion sur la société dans laquelle nous vivons. Tu remarqueras surement que je répète certaines choses que je juge importantes. J'ai fait cela pour que tu puisses avoir le maximum d'éléments quel que soit le chapitre que tu lis. Je vais te faire part de mes interrogations sur le système actuel, mes prises de positions résultent de mon analyse sur la destruction de notre société, que l'on est en train de sacrifier sur l'hôtel de la rentabilité. A la fin de chaque chapitre, à chaque fois que je l'ai jugé nécessaire, tu trouveras des notes de bas de page qui t'enverront aux sources de mes propos, afin que tu puisses vérifier que ce que je dis ne relève pas de mon imagination. Je te conseille de consulter ces notes qui t'apporterons des informations importantes. Tu n'es pas obligé d'être du même avis que le mien, je veux seulement te donner un autre point de vue sur la période que nous traversons. J'espère que ce que j'écris t'interpellera, et que la politique t'apparaitra sous un angle diffèrent.

Puisses-tu prendre autant de plaisir à le lire que j'en ai eu à l'écrire. A travers ce pot-pourri de sujets, je veux donner à chacun l'occasion de se poser des questions et de réfléchir à

d’autres perspectives. Je ne prétends en aucune façon donner des leçons à qui que ce soit, car comme tout le monde, j’ai moi aussi mes contradictions. Alors, tourne la page et donne-toi les moyens de préparer un avenir plus serein pour toi et tes enfants.

Bonne lecture

« Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'histoire sera racontée par les chasseurs » … Howard ZINN

(1) Frustration, le 20/10/2021 : « Voici ce qu’il se passe réellement avant et pendant une émission de “débat” ». (2) La Tribune, le 03/09/2018 « Qui sont les riches, les très riches, les hyper-riches ? ». (3) « La guerre ! C’est une chose trop importante pour la confier à des militaires ». Clemenceau prononçât cette phrase en 1887 et la mise en pratique en 1917 lorsqu’il devint le véritable patron de l’armée. A partir de 1917, il reprit les choses en main et imposa ses vues à l’état-major. Un an plus tard, le « Tigre » devenu le « Père la victoire », démontre que la guerre est sans doute une chose trop sérieuse pour être confiée à des militaires… (4) Alternatives économiques, le 20/06/2018 : « L’assistanat des riches nous coûte un pognon de dingue ». (5) Acrimed, le 20/12/2022 : « Mediaş français, qui possède quoi ? ». (6A) « *Les pensées de la classe dominante sont à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, leurs idées sont donc les idées dominantes de leur époque* » … l’idéologie et la manipulation expliqué par Karl Marx dans « L’Idéologie Allemande ». (6B) Frustration, le 18/06/2021 : « Le « bourgeois gaze » : au cinéma, le monde est perçu à travers les lunettes déformantes de la bourgeoisie ». (6C) Le Monde Diplomatique d’aout 2007, pages 1, 8 et 9 « Plus efficace encore que les dictatures : Le lavage de cerveaux en liberté ». (7) La CGT. Fr, le 11 juin 2018 : « Le CICE, effet d’aubaine à grande échelle pour les entreprises ! (8) Basta, le 24 avril 2018 : « Plus de 30 écoles offertes aux géants du BTP : le plan à un milliard d’euros de la mairie de Marseille » (9) France Bleu, le 07/07/2021 : « Le patrimoine des 500 plus grandes richesses françaises a augmenté de 30% en un an ». (10) Observatoire des inégalités, le 12/05/2020 : « Où vous situez-vous sur l’échelle des salaires ? »

C’est pas rentable !

Et toi, on ne t’a jamais dit que tu n’étais pas rentable, ou du moins que ton entreprise n’était plus rentable, alors que ton patron vient de changer sa Porche, et que si tu travailles bien il en achètera une plus belle l’année prochaine. C’est quoi la rentabilité, à ton avis ? C’est seulement de faire gagner de l’argent à ceux qui en ont déjà beaucoup ? Donc tout ce qui ne fait pas gagner de l’argent aux plus riches n’est pas rentable ? Tu ne trouves pas cela aberrant ? Ne devrait-on pas remplacer le terme rentable par utile ? Utile à toi, utile à moi, utile à l’ensemble de la population ?

Tout doit être rentable :

Depuis déjà quelques années on nous parle régulièrement de la rentabilité des services publics, comme si un service public devait être rentable, alors que comme son nom l’indique un service public est au service du public, et c’est à l’Etat et à la collectivité d’en assurer le financement. Mais l’Etat choisit de créer un déficit (voir page 27) pour ensuite privatiser les services publics qui deviendraient rentables… pour leurs actionnaires mais surement pas pour les usagers. Le service rendu par un Service Public concerne des domaines indispensables au bien-être de chacun et ne peut pas être la propriété d’intérêts particuliers ni soumis à la loi marchande. Par exemple, l’hôpital public n’est pas rentable, n’est-ce pas ? Du moins c’est ce que l’on nous répète, il faut rationaliser ! C’est pour cela que depuis Sarkozy près de 70 000 lits ont été supprimés [(1)]. Quel bénéfice cette destruction a apporté à la population ? Rien, zéro, peanuts ! Par contre, si l’on avait gardé nos capacités de soin et d’accueil, la crise du Covid-19 aurait été toute autre, probablement pas de risque de surcharge dans les services et donc les périodes de confinement, et d’arrêt de l’activité

économique auraient été moindres. On aurait pu continuer à prendre en charge les autres pathologies, les autres opérations, continuer à soigner les autres malades et poursuivre les traitements de ceux gravement atteints de cancers. Il aurait été, sans doute possible de vivre pratiquement normalement. Cette vision de rentabilité est faite au détriment de la collectivité, sans prendre en considération les besoins de la population, mais la rentabilité n'a rien à voir avec le bien-être des populations.

N'ayant pas un objectif de profit mais plutôt de qualité de service rendu il est évident qu'un service public sera forcément plus satisfaisant au point de vue coût et résultats. Ne pas faire de profits ne veut pas dire être déficitaire, à condition que son financement ne soit pas compromis par les différents gouvernements au nom de… « la rentabilité ». Ne serait-il pas plus efficace de laisser réfléchir la recherche publique sans la brider, de laisser les moyens à l'hôpital public d'accueillir les patients comme il sait le faire lorsqu'on ne ramène pas chaque acte à une ligne comptable, de garder notre école publique en lui donnant les moyens de former des citoyens critiques, de développer le ferroutage et nos infrastructures ferroviaires et d'en baisser les prix pour l'usager ? La notion de rentabilité pour l'éducation de nos enfants, ou pour la prise en charge de notre santé est totalement incorrect**,** et nos parlementaires, nos sénateurs, nos hauts fonctionnaires et plus généralement tous nos politiques qui sont selon les dires « au service de la nation et de leurs concitoyens » devraient en être de farouches défenseurs.

A ce petit jeu de la rentabilité, allons jusqu'au bout de la logique. Les gymnases et piscines municipaux, sont-ils rentables ? les jardins d'enfants et les parcs publics, sont-ils rentables ? les routes pour desservir des hameaux de 30 habitants sont-elles rentables ? Les stades, les parcours santé, le balisage de chemins de randonnée, les aires de piquenique, les salles de spectacles municipales… tout ça n'est absolument pas rentable

! La consolidation des berges pour éviter les crues ou la pose de filets sur des parois au-dessus des routes, pour prévenir des chutes de pierres est ce rentable ? Ah, mais là, vous allez me dire qu'il s'agit de sécurité. Oui, mais je ne vous parle pas de sécurité, je parle de rentabilité, ne pas confondre. Si des habitations sont menacées par d'éventuelles crues, eh bien, que les habitants déménagent, si vous avez peur de prendre des rochers sur votre voiture, n'empruntez pas cette route. En fait en langage capitaliste, rentabilité veut dire apporter des dividendes aux actionnaires. Alors oui, dans ce cas, les services publics ne sont pas rentables, les équipements municipaux ne sont pas rentables, les équipements assurant notre protection ne sont pas rentables, mais je pense, et j'espère, que la grande majorité de nos concitoyens sont d'accord pour dire qu'il s'agit de notre qualité de vie.

Par contre, que des entreprises privées soient seulement rentables pour un très petit nombre de personnes et soient une charge pour le reste de la communauté, je trouve cela proprement scandaleux. Les entreprises privées au sein d'un système capitaliste marchand tel que le nôtre, sont incapables de créer des emplois en nombre suffisant. Pas étonnant, leur but est de générer un maximum de profit pour leurs actionnaires avec le moins de salariés possible, de payer un minimum d'impôt et de profiter à plein de ce que l'Etat met à leur disposition, comme les infrastructures ou la formation de leur personnel par exemple. Dans les entreprises privées les diverses exonérations de cotisations sur les bas salaires inférieurs à 3,5 smic représentent une économie de près de 30 milliards [(2)] pour le patronat, que l'Etat compense par nos impôts, sans parler que cette mesure devait permettre soi-disant d'augmenter la compétitivité et de créer des emplois [(3)]. Entre les subventions, les aides, les avantages fiscaux et les crédits d'impôt, c'est un vrai pactole [(4)]. C'est une somme faramineuse que nous coûtent chaque année les entreprises privées, évidement les plus grosses raflent la mise et les plus

petites ont des miettes, c'est la loi du marché ! Au final on finance donc des sociétés privées avec de l'argent public. Et cette gabegie d'argent public pour quels résultats ? 6 millions de chômeurs [5], 9 millions de pauvres [6], un vrai fiasco. Voilà une chose qui n'est pas rentable, mais pas rentable du tout. Que fait-on ? On supprime les entreprises privées ?

Et que ce soit dans l'éducation, la santé, les infrastructures sportives, ou les transports, la fonction publique fait travailler de nombreuses entreprises privées. Combien d'entreprises privées travaillent pour le secteur public ? Combien de milliards les marchés publics représentent ? Ces services privés sont-ils achetés à leur juste coût ? Quelle est la part distribuée aux actionnaires ? Quelle est la qualité du service fourni ? Pourquoi les capitalistes se plaignent-ils ? Est-ce parce que cette plus-value du travail réalisé par des fonctionnaires appartenant de droit à la collectivité est un cruel manque à gagner pour eux qui ont coutume d'avoir le beurre et l'argent du beurre, et qui trouvent donc que cela n'est pas assez rentable pour eux ?

Alors, un conseil, lorsque l'on vous parle de rentabilité, soyez attentif, car l'on ne va vous dévoiler qu'un aspect du problème, en omettant soigneusement de vous en donner tous les tenants et les aboutissants. Dans notre société façonnée depuis plus de quarante ans par une pensée néo-libérale où tout doit être rentable pour le capital et les actionnaires, il devient évident que tout ce qui ne leur rapporte rien n'est pas rentable. Dans les communes, face au désengagement de l'Etat et à la baisse des dotations, on parle optimisation, coût du service, arbitrages budgétaires… Et même si le terme de rentabilité n'est pas forcement mis en avant, certaines collectivités, faute de moyens, sont parfois amenées à réduire des services publics locaux. Baisse de la fréquentation, coûts de fonctionnement trop élevés, autant de raisons invoquées pour rationaliser, voire fermer certains services. Si l'argent public était prioritairement destiné à faire fonctionner les structures publiques, on ne se

poserait pas la question de la rentabilité de ces services. Ne peut-on réfléchir à un autre mode de gestion des services publics ? Actuellement c'est l'Etat qui nomme les « bonnes » personnes, ainsi notre ancienne premier ministre Elizabeth Borne a été nommée Présidente-directrice générale de la RATP avant d'être mise à la tête de la SNCF pour y mener des réformes très controversées. Je pense, donc, que les services publics devraient être « socialisés » pour ne plus avoir une épée de Damoclès aux dessus de leur tête à chaque changement de gouvernement qui impose ses personnes et ses réformes. Faute de mieux je propose une gestion entre les représentants du personnel de ces services, des associations d'usagers et des parlementaires issus de chaque groupe... ce n'est surement pas l'idéal, mais l'idée est de remettre les services publics au service des citoyens. Bien sûr, pour appréhender de telles réformes il faut d'abord sortir de l'idéologie dominante et penser qu'un autre monde est possible. Il faut se demander pourquoi depuis 40 ans nos élites et les médias à leur botte dénigrent les services publics et les fonctionnaires !

Le travail coute trop cher, il n'est pas rentable [11] **:**

Dans aucune étude on ne trouve le coût du capital sur un produit fini. J'ai tapé sur Google « *combien rapporte un salarié à son employeur* », et je n'ai eu que des propositions sur le coût du travail ! Car en effet, il y a des milliers d'études, des centaines de rapports parlementaires et autant d'articles dans les médias sur le coût du travail … mais jamais sur ce que rapporte le travail ! Les deux sujets tabous sur le travail sont effectivement « *combien rapporte le travail salarié à l'entreprise » et « quel est le coût du capital sur ladite entreprise* ». D'autre part, le discours qui dit que fabriquer en France coûte cher est mensonger. Il est tout à fait possible de vendre à un prix compétitif, même en augmentant les salaires, il suffit pour cela

de diminuer les dividendes distribués aux actionnaires. Et dans tous les cas on ne tient pas compte de l'impact du transport sur l'environnement, les milliers de conteneurs transportés par des supercargos, le fret aérien ou les millions de camions réfrigérés ou non qui sillonnent inlassablement routes et autoroutes. Pour réduire cette circulation frénétique, le « produire local », quand cela est possible, est la bonne solution pour les hommes et la planète, qu'ils soient producteurs ou consommateurs !

Quels que soient les sacrifices que le salarié consentira, il existera toujours dans le monde un endroit qui produira moins cher et qui attirera les investisseurs. On ne ferme pas les usines en France parce qu'elles ne sont pas rentables, mais parce qu'elles ne rapportent pas assez aux actionnaires. Ce n'est pas le coût du travail qui est responsable des délocalisations mais la motivation d'un objectif de profitabilité maximum à court terme. Et pour ce qui n'est pas délocalisable comme les autoroutes par exemple, on s'aperçoit que le coût de la main d'œuvre n'est pour rien dans la hausse des péages. Il y a vingt ans il y avait des milliers de petites mains pour encaisser le prix du passage, aujourd'hui avec l'automatisation elles ne sont plus très nombreuses et demain avec le télépéage généralisé il n'y aura plus personne… et les prix continueront de grimper. Lorsqu'il n'y aura plus de caissières dans les supermarchés, votre chariot vous coutera-il moins cher ? Même si individuellement nous n'avons pas beaucoup d'impact sur la consommation globale, il nous faut quand même être conscient de certaines réalités. Comme tout le monde, nous voulons tous être payé plus, mais nous cherchons toujours à acheter moins cher, quitte à ce que l'on rémunère des salariés 1 euro par jour à l'autre bout du monde, quitte à ce que cela soit produit dans des conditions écologiques déplorables. Se poser certaines questions, c'est déjà chercher des réponses. Quel est le coût social et écologique d'un teeshirt à moins de 5 euros qui vient de l'autre bout de la planète ?

Déjà dans une étude de 2008, l'économiste Michel Husson disait : « *un salarié travaille aujourd'hui environ 6 semaines et demi pour les actionnaires, contre 2 semaines il y a 30 ans* ». Bien sûr, les experts libéraux vont dire que le fait que les salariés travaillent pour les actionnaires est une nécessité, car : « *sans les actionnaires, il n'y aurait pas de capitaux et pas d'entreprise* » ou que « *La comparaison entre le salaire des salariés et le dividende des actionnaires est souvent faite, mais souvent fausse, et sans fondement autre qu'une idéologie* », et ils sont même capables d'ajouter : « *Aujourd'hui, on verse donc plus qu'un tiers aux salaires, plus qu'un tiers à l'investissement, et moins qu'un tiers aux actionnaires, et c'est très bien ainsi !* ». Que l'on donne seulement un tiers à ceux qui produisent les richesses ne leur pose pas de problème, ils trouvent ça bien ! C'est sûr qu'avec ce système, ils peuvent dire ensuite : « *c'est normal que les actionnaires prennent leur part ; car ils apportent les capitaux* ». Bien, mais où ont-t-ils trouvé ces capitaux ? Tout simplement, en exploitant d'autres travailleurs, ici, maintenant, ou ailleurs il y a plus longtemps ! Pour créer de la valeur il faut du travail et que chacun reçoive sa juste part, une part équitable. Mais pour que l'actionnaire fasse du bénéfice, il est obligé de ne pas payer toutes les heures que le salarié effectue, c'est comme cela qu'il fait de la plus-value. En quelque sorte c'est du vol, pour que l'actionnaire s'enrichisse, il faut qu'il force le salarié à travailler gratuitement. Et pour le forcer, l'actionnaire, via un lobbying et une pression sur les politiques, fait voter des lois pour accélérer la destruction des gardes fous mis en place pour protéger les salariés suite à de longues luttes : délégués du personnel, droit du travail, contrôle des licenciements, tribunaux des prud'hommes ….Ensuite, l'Etat a toute une panoplie de moyens à sa disposition pour mater toute rébellion : huissiers, policiers, tribunaux, prison, tout est au service de l'actionnaire pour que le travailleur respecte son « contrat ». Donc, dans notre belle démocratie, l'Etat est au service d'une minorité et non de la majorité. Quel est « l'allumé » qui a appelé ce système démocratie !

Il y a trente ans, pour 100 euros de salaire les entreprises versaient 7 euros de dividendes, aujourd'hui elles versent 34 euros, soit 5 fois plus. Il y a trente ans, pour 100 euros de valeur ajoutée les entreprises versaient 5 euros de dividendes, aujourd'hui elles versent 23 euros, soit 5 fois plus [7/8], d'où les conséquences ravageuses de la financiarisation pour l'économie et les salariés. Les employeurs bénéficient de primes [9] de toutes sortes, à l'embauche, au maintien et au développement de l'emploi, de « niches fiscales » et de différentes exonérations et réductions d'impôts dont des gestionnaires de fortune [10] font profiter de grandes entreprises et leurs riches propriétaires... mais quel en est le bénéfice pour le reste de la population ? Tant que l'on ne changera pas de système économique, l'on déversera de l'argent public dans un puit, sans fond. On pourrait rappeler à tous nos experts que si les actionnaires apportent des capitaux, les salariés apportent leur force de travail et mettent souvent en péril leur santé et quelque fois leur vie. On peut aussi dire que si le partage des richesses est toujours effectué de façon si injuste, les actionnaires auront de plus en plus de capitaux à investir ... fruit du vol des bénéfices sur le dos des travailleurs, et donc le système va se perpétuer et accentuer les inégalités. Le capitalisme porte en lui le principe d'exploitation. Comme disait Marx « *le capitalisme épuise deux choses, l'homme et la nature* », et comme dit mon copain Albert : « *essayer d'aménager le capitalisme, c'est comme essayer d'apprendre à un tigre à devenir végétarien !* ».

Rentabilité, égalité, justice :

Dans la société actuelle, il y a des biens indispensables qui devraient échapper à la notion de rentabilité. L'eau, l'électricité, le gaz, et en cas de confinement les moyens de communication. Ils sont indispensables, mais pas inépuisables. Il convient donc

de ne pas les gaspiller. Dans un système capitaliste, pour réguler la demande il suffit d'augmenter les prix, cela pénalisera les plus pauvres mais n'empêchera pas les plus riches de gaspiller les ressources de la planète. Ce qui augmentera encore les inégalités. N'existerait-il pas d'autres solutions ?

Il faut en réalité déterminer les besoins de chacun par rapport aux membres de la famille vivant sous le même toit. Ensuite il faut établir un prix planché assez bas pour que chacun puisse avoir accès à l'eau et l'énergie. Dans un deuxième temps il faut taxer de manière exponentielle tout dépassement, de façon que même pour ceux qui ont les moyens, le barème soit dissuasif, afin de mettre fin au gaspillage. Si la sanction n'est pas dissuasive par rapport aux revenus, cela revient à ajouter une inégalité à une autre. Bien sûr pour mettre en place une telle réforme, il faut que l'Etat devienne indépendant des intérêts du Medef, et pour éviter que des intérêts privés ne prennent en otage les citoyens, il faut donc créer un pôle public socialisé de l'eau, de l'énergie...

La rentabilité de l'investissement public dans le développement de notre pays n'est plus à démontrer. EDF/GDF a été bâtie avec de l'argent public. L'industrie pétrolière s'est développée grâce à l'argent et au soutien de l'Etat. Ce sont les réseaux des PTT et de France Telecom qui ont permis le développement des communications. Les grands réseaux de transport comme la SNCF ou les autoroutes sont notre propriété. Les infrastructures et la recherche sont, ou ont été, financées par nos impôts, et les bénéfices disparaissent dans les poches des actionnaires ! Ce sont des biens communs qui appartiennent à tous les citoyens. Personne n'a le droit de s'approprier ce qui appartient à tous !

Le système capitaliste est plein de contradictions ; en effet, il conçoit parfaitement que certains gagnent plus, sans limitation de salaire, mais trouve logique qu'une amende soit égale pour

tous. Dans ce cas elle est dissuasive pour les plus faibles et n'a aucun effet sur les plus riches : nous ne sommes donc pas égaux devant la loi ! Les contraventions et amendes diverses devraient être indexées sur nos revenus, afin d'avoir le même effet sur tous. On cautionne et on encourage l'injustice, c'est la preuve que notre société est discriminatoire envers une très grande partie de la population. Une contravention à 90 euros n'aura pas le même effet sur un smicard que sur le conducteur d'une Ferrari, une amende de 500 euros peut rendre les fins de mois difficiles d'un ouvrier, et une pénalité de 2 ou 3000 euros compliquer sérieusement la vie de toute une famille, mais laisser indifférent un PDG du CAC40 ! Anatole France avait déjà ironisé sur cette situation : *« La majestueuse égalité des lois interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts, de mendier dans la rue et de voler du pain. »*

Pendant la pandémie du Codiv-19, une amende de 135 euros par personne était prévue en cas de non-respect des règles de confinement. C'est-à-dire que le couple qui vit avec trois enfants dans 45m2 en plein centre-ville risque la même chose qu'une personne qui vit dans une maison de 300m2, située dans un parc de 5000m2 avec tennis et piscine. C'est absurde ! Non ? Outre le fait que cinq personnes vivent dans 45m2 ! La classe dirigeante privilégiée s'arroge des droits qu'elle n'a pas, sur des prétendues valeurs méritoires, ou sur sa naissance comme la noblesse de l'ancien régime ! L'égalité des droits n'a de sens que lorsque cette égalité est réelle et l'effet dissuasif quelle que soit notre appartenance sociale.

La notion de bien commun est indissociable du vivre ensemble, c'est une condition de stabilité d'une nation, d'une communauté, d'une famille. Mais l'on nous conditionne pour nous persuader que certains valent plus que les autres, qu'ils sont indispensables, en un mot, qu'ils le méritent. Alors qu'en fait, ils ne valent pas plus que les autres, et sont loin d'être indispensables. Pendant la crise du coronavirus de 2020, ceux

qui étaient indispensables c'était les milliers de petites mains, du privé et du public. Les winners, les premiers de cordée, on a lancé un avis de recherche, mais en temps de crise ils sont introuvables.

***« Les capitalistes nous vendrons la corde avec laquelle nous les pendrons »* … LENINE**

(1) Le quotidien du médecin.fr, « Hospitalisation complète : 69 000 lits en moins en 15 ans ! ». Publié le 03/07/2019. (2) Rapport du COSAPE (Comité de suivi des aides publiques aux entreprises et des engagements), juillet 2017. (3) « En cumul, depuis 1982, la déformation du partage de la richesse a fait basculer l'équivalent de 1 100 milliards d'euros de salaire brut et 400 milliards d'euros de cotisations patronales des salaires vers les profits. Le sacrifice aurait pu trouver une justification s'il avait alimenté l'investissement, gage supposé de créations d'emplois. Mais ces 1 500 milliards d'euros ont surtout nourri les dividendes (revenus nets distribués aux actionnaires) et l'épargne des entreprises, qui se sont respectivement accrus de six et neuf points entre 1982 et 2010 » Le monde diplomatique, novembre 2012. (4) Ce montant, qui est près de 200 milliards, comprend les aides de l'Etat, les exonérations de cotisations sociales ainsi que les aides régionales et européennes, soit des milliers de dispositifs (6 000 selon certaines sources comme Déficréation) dont la plupart se cumulent et dont on peut avoir une idée sur le site officiel du ministère de l'économie : « www.economie.gouv.fr/cedef/aides-publiques-entreprises » ou de l'Urssaf : https://www.urssaf.fr/portail/home/employeur/beneficier-dune-exoneration/exonerations-generales/la-modulation-assurance-chomage.html ou sur le site de la direction de l'information légale et administrative « https ://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23922 ».Il existe même un site dédié : « http ://www.aides-entreprises.fr/ ». En cliquant sur ce lien vous aurez le choix, souvent cumulable, de 1 624 aides publiques dans 10 domaines. Il suffit de taper son lieu d'implantation et le domaine concerné par la demande d'aide, par exemple emploi-formation ou gestion financière et exonération et s'affiche la liste des aides possibles. (5) Dare indicateur, octobre 2020, indemnisation des demandeurs d'emploi en 2017. (6) 8,88900 millions de pauvres, INSEE, France portail social référence du 19/11/2019 (7) « En cumul, depuis 1982, la déformation du partage de la richesse a fait basculer l'équivalent de 1 100 milliards d'euros de salaire brut et 400 milliards d'euros de cotisations patronales des salaires vers les profits. Le sacrifice aurait pu trouver une justification s'il avait alimenté l'investissement, gage supposé de créations d'emplois. Mais ces 1 500 milliards d'euros ont surtout nourri les dividendes (revenus nets distribués aux actionnaires) et l'épargne des

entreprises, qui se sont respectivement accrus de six et neuf points entre 1982 et 2010 » Le monde diplomatique, novembre 2012. (8) « Dividendes ou salaires », CGT Finances Publiques, le 25 janvier 2017. (9) Pôle emploi, « Les aides et mesures à l'embauche. Vous souhaitez connaître les aides permettant d'alléger le coût de votre recrutement ? ». (10) France Info, le 09/01/2022 ; « Patrimoine et héritage : sept choses à savoir pour comprendre le débat sur les droits de succession ». (11) Riccardo, un économiste adepte de l'économie libérale dite classique dont s'inspirera John Maynard Keynes, soutient en 1820 que le travail est le seul facteur de la création de valeur.

La fameuse dette

Qu'est-ce que l'on te dit : « Y'a plus d'argent dans les caisses », et donc tu dois faire des sacrifices… en un mot, tu dois te serrer la ceinture ! On te culpabilise, mais tu n'es pas responsable. Pour faire des sacrifices, il faut en avoir les moyens, c'est un peu comme demander à celui qui crève de faim de moins manger. Ne penses-tu pas qu'il faudrait d'abord s'interroger : « comment se fait-il que dans un pays riche, l'Etat n'ait plus les moyens pour garantir les besoins essentiels de sa population ? »

Petit rappel :

De 1933 à 1982 : constitution et création du Bien Public avec notamment : Air France, SNCF, Renault, Crédit Lyonnais, Société Générale, AFP, Alsthom, Saint Gobain, Usinor Sacilor, Rhône-Poulenc, Crédit commercial de France, et la création d'EDF-GDF, soit un total d'une cinquantaine de groupes. Plus des groupes où les participations publiques sont majoritaires comme Matra, la Société d'étude Marcel Dassault, la Banque Rothschild ou la Banque Worms, la BNP et des groupes d'assurances …Tout cela constituait le patrimoine que nous devions léguer à nos enfants !

A partir de 1986 : dénationalisations totales ou partielles par tous les gouvernements si bien qu'en 2007, il ne reste plus rien du secteur public industriel, le secteur public social et les biens d'usage collectif sont privatisés. Comment en est-on arrivé là ? Par le lobbying et la modification de la législation. Quand cela ne suffit pas, le gouvernement s'abrite derrière les directives européennes. La sous-évaluation des biens publics livrés aux copains est systématique, en surestimant l'endettement ou en mettant en cause la gestion par exemple. Tout devient source

de profits : l'énergie, l'eau, le chômage, le savoir, la santé, les retraites et même la délinquance avec des prisons privées, tout doit être transformé en marchandises, rien de doit échapper au marché !

Les techniques utilisées : la vente totale ou partielle des entreprises publiques, l'externalisation par le recours massif à la sous-traitance (informatique, maintenance, nettoyage, restauration …), le démantèlement et la vente des filiales les plus rentables, le bradage des terrains et des logements de l'Etat … avec de gros profits en vue pour les repreneurs. L'état coupe ses sources de revenu et explique après que les caisses sont vides ! Les prédateurs sont pour l'essentiel de grandes sociétés multinationales qui ont leur siège en France ou de grands groupes financiers multinationaux, les fonds de pension, Les Hedge Funds et les Fonds Souverains. Actuellement en France les PDG des sociétés du CAC 40 gagnent de 300 à 500 fois le SMIC. Le bien-être de quelques-uns est bâti sur la misère des autres. Les impôts sur les sociétés et des plus riches ne cessent de diminuer et le chômage augmente. Le nombre de fonctionnaires et d'entreprises publiques diminue et le déficit de l'Etat augmente ! Cherchez l'erreur !!! Le transfert des fonds publics vers les fonds privés est la principale cause des difficultés de l'Etat.

L'appât du gain sans limite a autorisé au nom d'une supposée efficacité économique une remontée des inégalités de revenus et de patrimoine à des niveaux que l'on n'avait plus connus depuis le XIXe siècle. Ces formidables inégalités n'ont aucune utilité pour la société, bien au contraire : elles sont source de pauvreté, de misère, de délinquance et d'insécurité pour la majorité de la population ; le système profite à une minorité, tous les autres tôt ou tard le subiront. Notons, que lorsque l'État reste actionnaire, de sociétés dans lesquels il détient des participations, il ne cherche pas à influer sur la stratégie de l'entreprise. Pourtant, avec une participation comprise entre 30

et 40 %, son poids demeure déterminant, surtout si sa participation au capital est importante. Et même lorsque la part de l'État au capital passe en dessous de 30 %, comme par exemple, pour Air France-KLM (15,88 %), Renault (15,2 %) ou Orange (13,57 %), et qu'il perd la maîtrise des décisions du conseil d'administration, en tant qu'actionnaire de référence, il devrait néanmoins constituer un interlocuteur incontournable dans des secteurs stratégiques : énergie, transports, défense, télécoms… Or, bien souvent, les représentants de l'État qui siègent, parfois nombreux, dans les conseils d'administration restent passifs.

Dette, arrêtons les entourloupes :

En fait, la dette publique est un mécanisme permanent du capitalisme que Marx décrivait ainsi à propos de la France de 1848 : « *À la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables*. »

Fin 2019 la dette de la France s'élevait à 2 415 milliards d'euros [(1)], et à 2950 milliards fin 2022. Le coronavirus et la gestion du gouvernement Macron sont passée par là ! Ces chiffres sont impressionnants, mais si vous même êtes propriétaire, vous avez un crédit, donc vous êtes endetté … mais vous n'êtes pas en faillite, vous possédez un capital immobilier. Il en est de même pour les administrations ; elles ont aussi des avoirs sous forme de bâtiments, de terrains, et des actifs financiers en France et à l'étranger ! Et quelle est la valeur de notre patrimoine culturel et touristique ou de nos infrastructures ? Si l'on attribue à chaque citoyen une dette de 30 ou 40 000 euros,

il faut admettre qu'il possède également un avoir nettement supérieur à sa dette. La situation n'est donc pas catastrophique. La dette est à comparer, non pas au PIB, mais au patrimoine du débiteur : en 2018, le patrimoine économique national s'élevait à 15 482 milliards d'euros et fin 2022 à 20 052 milliards d'euros. En 2018 France il représentait près de huit fois le produit intérieur net de l'année, et en 2022 il était équivalent à 9,5 fois le produit intérieur net de l'année, (chiffre INSEE). C'est seulement la charge de la dette qui est à comparer au PIB : En conséquence, le rapport de la charge d'intérêts au PIB est de 1,9 % et le taux d'intérêt apparent de la dette était de 1,8 % fin 2022.

Si le démantèlement public permanent entrepris par tous les gouvernements depuis 1986 à coup de privatisations n'avait pas eu lieu, ajoutez à cela la suppression des allègements d'impôts inutiles aux grandes entreprises, la situation serait vraiment au beau fixe, personne ne parlerait de la dette ! Tout ce qui a été privatisé rapportait de l'argent à l'Etat ! Logique le privé ne veut que ce qui l'enrichit, et si jamais il fait « un mauvais placement » des gardes fous auront été prévus dans les contrats pour que l'Etat compense le manque à gagner. Dire que ces gens-là arrivent à nous faire croire qu'ils prennent des risques ! D'autre part, la dette est composée de différents types de titres dont la durée de vie n'est pas la même selon les cas. L'honnêteté pour évaluer sérieusement la situation serait de ne pas rapporter toute la dette à la valeur d'une seule année du PIB. Pourquoi le fait-on ? C'est un procédé mensonger, car le remboursement de la dette n'est pas exigible dans ce délai, il est donc absurde de comparer la totalité de la somme d'un emprunt à un revenu annuel. C'est comme si pour acheter un appartement vous faisiez un prêt de 150 000 euros remboursables en 20 ans et qu'ensuite vous comparez cette somme à votre salaire annuel de 20 000 euros et vous en déduisiez que vous êtes en faillite et vos enfants dans la M …!

Il est malhonnête de parler de dette sans examiner les avoirs. On n'est pas en faillite simplement parce qu'on est endetté, mais seulement quand on a plus de dettes que d'avoirs. Par contre si l'on brade ses biens et que l'on diminue ses recettes, comme le font les différents gouvernements, et que l'on continue à rembourser sa dette, on se met soi-même dans une situation difficile. Un gouvernement qui baisse les impôts des plus riches et qui multiplie les cadeaux sans contrôle ni contrepartie, ne peut s'étonner de la hausse du déficit de l'État. L'argumentation de la dette publique n'est qu'un prétexte pour justifier de nouvelles privatisations au profit de grands groupes bancaires et industriels. Quant au remboursement des intérêts de la dette ce sont presque 50 milliards d'euros qui transitent chaque année des finances publiques vers les caisses des banques [(2)] ou des individus qui détiennent des bons du trésor … c'est à dire les mêmes qui profitent des privatisations et des baisses d'impôts !

La dette publique ne vient pas d'une hausse des dépenses, mais d'une baisse des recettes [(3)]. L'État dispose d'un moyen dont les particuliers sont dépourvus : il fixe lui-même ses recettes par l'impôt, alors que nous ne décidons pas de nos salaires. Une gestion en « bon père de famille » serait de faire rentrer dans les caisses la somme dont nous avons besoin pour vivre. Mais quand on limite soi-même ses propres recettes, il faut bien trouver d'autres sources de financement : c'est l'emprunt. Et à qui emprunte-t-on sous forme d'obligations du Trésor ? Aux plus riches évidemment ; si le gouvernement diminue l'impôt des plus riches et qu'en même temps il leur emprunte de l'argent via les banques, cela ne peut qu'aggraver le déficit ! Alors, pour payer, il faut vendre France Télécom, la Poste, EDF, GDF, autoroutes, aéroports, ouvrages d'art, patrimoine administratif, industriel, etc… Il faut vendre nos services publics aux services privés, réduire les effectifs de la fonction publique et nos dépenses sociales, fermer nos maternités, nos universités, nos hôpitaux. Il faut ouvrir le

secteur public au secteur marchand. Il faut précariser les salariés du privé comme du public !

L'État n'est plus qu'une courroie de transmission qui sert à enrichir les riches et appauvrir les pauvres. Il n'y a donc pas transfert entre générations comme l'on veut nous faire croire, mais transfert entre couches sociales. Les uns hériteront de la dette, les autres de l'argent de la dette ! Toute la rouerie de ceux qui prétendent que la dette est insupportable consiste à mélanger ces différents concepts. Je crois que c'est Nicolas Sarkozy, un expert en amalgame qui disait naïvement à l'insu de son plein gré : « *L'amalgame est l'arme des fascistes* ».

Faut-il payer la dette ?

Pour pouvoir utiliser les ressources budgétaires disponibles afin de mettre en œuvre une politique favorable aux travailleurs et aux classes populaires, il faut arrêter de payer les intérêts de la dette et aller vers son annulation en préservant les petits porteurs et les systèmes de retraite. Le discours dominant sur la montée de la dette publique fait comme si son origine était évidente : une croissance excessive des dépenses publiques, alors que la dette vient principalement d'une baisse des recettes. L'origine principale de la dette provient des années 80. Malgré tout, les dépenses publiques étaient largement financées jusqu'en 1996, alors que depuis, les recettes publiques n'ont cessé de décroitre jusqu'à aujourd'hui. Depuis les années 1986, la fiscalité sur les ménages est passée de 65% à 41%, la fiscalité sur les entreprises est passée de 45% à 33%, et même à 8% pour les grands groupes du CAC40, mais 28% pour les petites entreprises [(4)]. Evidemment, la baisse des cotisations sociales des entreprises est à l'origine du déficit de la sécurité sociale et de la réforme des retraites. Le prétexte de la dette permet non seulement un transfert des richesses vers les plus riches, mais aussi un abaissement du niveau de vie du

reste de la population. La dette pérennise le système et les inégalités. (Voir Wikipédia : Impôts sur les sociétés en France)

En 2014, un audit de la dette publique publié par les experts du « Collectif pour un audit citoyen » [5] fut un pavé dans la mare des politiques d'austérité : sur les 1950 milliards d'euros de dette publique accumulés depuis trente ans, près de 600 milliards sont dus à des taux d'intérêts excessifs, et près de 500 milliards proviennent des cadeaux fiscaux consentis principalement aux riches et aux actionnaires. Au total, pas moins de 59% de la dette publique est illégitime. Donc la justice serait d'annuler au moins cette partie. Annuler la dette publique, l'Allemagne l'a fait ! Pour mémoire, ce fut le 27 Février 1953 ! La Conférence de Londres, réunie pour tirer d'affaire l'Allemagne vaincue et détruite, décida l'annulation de près des deux tiers de la dette allemande (62,6%) par ses créanciers étrangers ! L'accord a été signé par la RFA et 22 pays créanciers. Et parmi les 22 créanciers généreux, on trouve les États-Unis, la Grande Bretagne, la France, mais aussi la Grèce ! La Grèce qui a ensuite pu mesurer toute la reconnaissance … pardon l'hypocrisie de l'Allemagne, quand en 2010 elle aussi aurait eu besoin d'un coup de main !

La dette permet d'amplifier les attaques contre les services publics, la protection sociale, les retraites, et d'obéir aux recommandations des marchés financiers. La dette a été l'instrument d'asservissement des pays du Sud. C'est la dette qui a été responsable de nombreuses guerres et des vagues d'immigration massives pour fuir la misère. Au Sud, avec l'appui du FMI [6], la dette a été le moyen pour des multinationales et leurs riches actionnaires de contrôler et de piller les richesses et les ressources de ces pays. Maintenant c'est encore par le biais de la dette que l'on détruit tous les acquis sociaux des pays européens. La dette est présentée comme une fatalité, alors qu'en réalité c'est une opportunité de plus qu'ont les très

riches pour détrousser les plus pauvres, en mettant cela sur le dos de la fatalité !

Seul un pôle public financier socialisé permettra à la France, de se libérer de la rapacité des marchés financiers qui n'ont que trop parasité l'économie réelle. La France n'a jamais été aussi riche, mais ses richesses n'ont jamais été aussi mal partagées. La priorité absolue devrait être d'éradiquer la pauvreté, la précarité et de relancer l'économie par le partage, et de mettre fin à ce pillage éhonté au seul profit des actionnaires-rentiers des grandes banques internationales. La captation et la confiscation des richesses produites, par un petit nombre de prédateurs au détriment des peuples, sont devenues la règle. Faut-il rappeler que les services publics sont la seule alternative à la marchandisation de la santé et de l'éducation. Un secteur public fort, capable de fournir des services indispensables, ainsi que de garantir des investissements d'avenir, est la condition pour le développement du secteur privé.

On est dans une situation aberrante où jamais l'humanité n'a produit autant de richesse, mais la suppression de tous les gardes fous pour libéraliser le marché, et la destruction de toutes les protections et des avancées sociales, entrainent l'humanité vers des jours sombres que l'on croyait révolus. Et ce n'est pas en se lamentant que nous ferons bouger les choses, l'on ne peut pas constamment se réfugier dans l'ignorance pour ensuite dire l'air étonné que l'on ne savait pas ! L'on favorise seulement la fuite de capitaux vers les paradis fiscaux. Naomi Klein, dans son livre « la stratégie du choc » a très bien analysé le phénomène. A chaque catastrophe, à chaque crise, le capitalisme en profite pour durcir ses positions. Le reste de la population, trop préoccupé par les évènements qu'il subit, a une capacité de réaction moindre, et est persuadé que face aux difficultés il faut tous « ramer » dans la même direction. Problème, ceux qui dirigent la société, l'économie, la finance, le pouvoir politique, rament exactement dans la

direction opposée. L'unité nationale est un slogan creux, l'unité nationale est oubliée lorsqu'il faut partager les fruits de notre travail, lorsqu'il faut élever le niveau de vie des plus pauvres, lorsqu'il faut renforcer les protections sociales ou développer les services publics. Lorsque l'on vous parle d'unité nationale, d'effort collectif, c'est que vous allez vous faire avoir… Fuyez !

Cette dette n'est pas la nôtre, c'est nous qui travaillons, qui produisons, et qui nous serrons la ceinture. Lorsque les fortunes et les patrimoines de toutes nos élites auront été réquisitionnés pour revenir au niveau moyen du reste de la population, on en rediscutera. En attendant, il faut aller chercher l'argent là où il se trouve, car nous devons arrêter de payer pour les 1% les plus riches. Dernièrement, Bruno Le Maire a déjà justifié les économies envisagées sur les services publics et les prestations sociales : « *Cette dette répond à un impératif : éviter les faillites d'entreprises et le naufrage de notre économie. Sur le long terme, il est nécessaire de disposer de finances publiques saines et de réduire la dette* ». Donc, comme en 2008, où ce sont nos impôts qui ont sauvé les banques, aujourd'hui ce sont nos impôts qui vont sauver le secteur privé, et ensuite, c'est encore nous qui allons payer pour les déficits engendrés par leur sauvetage. Ensuite le discours récurrent sur la dette continuera son œuvre de démolition [7] : SNCF, Poste, EDF, Hôpital, Sécurité sociale, Éducation, recherche, Justice... rien ne subsistera. A un moment, il faut savoir dire stop !

« *Un libéral est une personne pensant avoir une dette envers ses semblables, dette qu'il se propose de régler avec votre argent.* » … George Gordon LIDDY

(1) La dette publique de la France, Le Monde avec AFP Publié le 20 décembre 2019. (2) « Entre le début de 1980 et la fin de 2006 nous avons payé 1142 milliards d'euros d'intérêts. La dette, quant à elle, a augmenté de 913 milliards d'euros. Pendant ces 26 ans, si nous n'avions pas eu à emprunter ces 913 milliards sur les marchés monétaires, c'est à dire si nous avions pu créer notre

monnaie, faire exactement ce qu'on le droit de faire les banques privées, si nous n'avions pas abandonné au profit des banques notre droit de seigneuriage, c'est-à-dire le bénéfice, sous formes d'intérêts, de la création monétaire, la dette qui était de 229 milliards d'euros début 1980 serait inexistante aujourd'hui. » La dette est une affaire rentable, André-Jacques Holbecq et Philippe Deruder aux éditions Yves Michel. (3) INSEE, Dépenses et recettes publiques, Données annuelles de 2010 à 2019. (4) Le Monde Diplomatique, « Impôts, fabrication du « ras-le-bol » et réalité de l'injustice », Décembre 2013, page 12 et 13. (5) Attac, « Que faire de la dette ? Un audit de la dette publique de la France », publié le mardi 27 mai 2014, par Collectif pour un audit citoyen de la dette publique. (6) Lu dans « Le grand bond en arrière » de Serge Halimi « le FMI, rappelle Joseph Stigtitz, estimait que les pays à qui il versait de l'argent avaient obligation de lui soumettre tout ce qui pouvait avoir un rapport avec le prêt ; s'il ne le faisait pas, c'était une raison suffisante pour le suspendre, que l'initiative fu raisonnable ou non […] cette volonté d'ingérence ressemblait fort a une nouvelle forme de colonialisme. Pour le FMI, ce n'était qu'une procédure administrative normale […] Une image peut valoir 1000 mots, et une photo saisie au vol en 1998 et montré dans le monde entier c'est gravé dans l'esprit de millions de personnes, en particulier dans les ex colonies. On y voit le directeur général du FMI […], debout, regard sévère et bras croisés, dominant le président indonésien assis et humilié. Celui-ci, impuissant, se voit contraint d'abandonner la souveraineté économique de son pays en échange de l'aide dont il a besoin. ». (7) Basta, « Le discours "La dette publique, c'est mal" maquille une stratégie d'appauvrissement délibéré des services publics », publié le 10 novembre 2021

Conditionnement et libre choix

Penses-tu sérieusement que tes choix de consommation sont seulement le fait de ton libre arbitre ? Qu'acheter tel produit, regarder tel film, voter pour tel candidat aux élections ne dépendent que de ton choix personnel ? Perso je pense que le « marché » en général est manipulé. Tu crois que je vais trop loin ? Je ne crois pas, essaie d'y réfléchir…

Sommes-nous libres de nos choix ?

Nos sociétés sont associées dans notre imaginaire collectif à la liberté. Mais personne ne nous a donné une définition de la liberté au sein d'une communauté. On pense que l'on est en démocratie et donc que l'on est libre parce qu'il existe des « espaces » de liberté que seraient la presse, les élections, l'assemblée parlementaire ... En fait, ces espaces de « liberté » n'existent que parce qu'ils sont dûment contrôlés par le système. Ces pseudos espaces de liberté n'existent qu'en tant que leurre, un des plus efficaces est celui de la liberté de consommation. Mais, dans notre société de consommation, le libre choix n'existe pas, les diverses possibilités de choix sont fixées et limitées par ce que le marché nous propose et par les profits qu'il peut en tirer.

Les publicités, véritables caricatures de la réalité, vantent une consommation où au final ce qui se joue, c'est le contrôle social des salariés. Il faut qu'ils pensent à acheter, à consommer et non point à revendiquer. Il faut influencer leurs désirs afin de remettre de l'argent dans la machine capitaliste en orientant leurs choix de consommation. Que les produits tant vantés ne soient d'aucune utilité, cela n'a aucune importance, le but est

de vendre n’importe quoi avec le bénéfice le plus conséquent possible. Les pauvres ne sont pas là pour réfléchir, simplement pour produire et consommer. Au bout du compte la course effrénée pour la recherche du nouveau produit présenté comme indispensable ne nous rend pas plus heureux et accentue un mal être généralisé. Enfin, profitant de la dépolitisation de nombreux citoyens, dépolitisation orchestrée par les médias et les dirigeants au service de la finance et de l’oligarchie bourgeoise, qui nous joue le couplet du ni-droite ni-gauche, ils nous ont mis à la tête du pays un vrai homme de droite dure : Macron ! Eh oui, notre président est un pur produit du marketing de grands groupes du CAC 40. Ce sont les 0.1% des plus riches qui nous ont vendu Macron, et nous l’avons « acheté » ! A part eux personne n’en avait besoin, mais ils nous l’on imposé. Désolé pour ceux qui y ont cru.

Il faut que le consommateur pense que c’est lui qui décide. C’est une des conditions essentielles pour que la manipulation fonctionne. Il faut sans cesse renouveler les produits, les restyliser, il faut qu’il croit que c’est lui qui influe sur la demande, alors qu’il ne décide de rien, ne choisit rien, il subit. Ce n’est pas lui qui a demandé que les produits qu’il achète deviennent obsolètes un an plus tard ou tombent en panne deux ans après leur achat … tout cela pour son bien-être, sans doute. Si un lave-linge est un objet utile, parce que depuis des siècles l’on est obligé de laver ses habits, le téléphone portable, lui, ne part d’aucune utilité véritable, mais il est devenu indispensable. Demandez à une personne de se séparer de son portable, c’est tout bonnement impossible : la nomophobie [(1)] correspond à la peur panique d'être séparé de son téléphone. Comment en est-on arrivé là ? Cette frustration inconsciente générée par le système est récupérée par les industriels pour proposer de nouveaux modèles, de nouvelles applications, avec une durée de vie de plus en plus réduite, et des modifications de plus en plus inutiles.

Non seulement nous sommes obligés de consommer ce que le marché met à notre disposition, mais nous sommes également contraints de voter pour les défenseurs de ce système. Quant à longueur d'année, à longueur d'émissions, d'infos, de reportages ou de débats l'on vous fait l'apologie du système capitaliste marchand, votre cerveau l'enregistre. Mais encore plus insidieux, ce sont les films et les séries qui souvent au travers de répliques ou de scenarios bien pensés et apparemment anodins confirment ce que les médias vous martèlent tous les jours. Le hasard et les coïncidences n'ont rien à voir là-dedans. Tout est pensé et réfléchi. Non, que ce soient vos achats ou vos votes, vous ne contrôlez rien ! Même lorsque vous vous pensez à l'abri et que vous regardez un film pour « décompresser », vous pensez que l'ordinateur placé sur le bureau, la marque de la voiture du héros ou le survêtement qu'il porte sont le fruit du hasard ? Non, cette technique est le placement de produit, ou aussi « publicité cachée [(2)] ». Elle consiste à introduire visuellement ou verbalement une marque. Vous n'êtes à l'abri nulle part … comme vous êtes concentré sur le film, votre cerveau enregistre machinalement la pub sans que vous n'y preniez garde.

La publicité ne servirait à rien ?

On nous fait croire que c'est à partir de la demande du consommateur que les entreprises fabriquent les produits qu'il désire. Donc, en attendant que le consommateur dicte ses choix à l'économie, les entreprises seraient en stand-by. Puis soudain, le consommateur décide d'un produit dont il aurait envie et les entreprises se mettent à produire rapidement afin de satisfaire le consommateur. Dans ce cas, la publicité ne servirait à rien, vu qu'elle aurait une longueur de retard sur le désir réel du consommateur. Vous trouvez cela absurde, non ? Vous avez raison, le consommateur ne décide de rien. Les produits lui sont imposés par la publicité. Michael Löwy,

sociologue et philosophe franco-brésilien écrit : « *Contrairement à ce que prétend l'idéologie du marché, ce n'est pas la demande qui commande l'offre, ce sont les entreprises capitalistes qui, très souvent, créent, par les différentes méthodes du marketing, par la manipulation publicitaire et par l'obsolescence programmée des produits, le marché pour leurs produits. La publicité joue un rôle essentiel dans la production consumériste de la demande, en inventant des faux besoins et en stimulant des habitudes de consommation compulsives.* »

C'est bien la publicité qui dicte nos choix de consommation. Prenons l'exemple du téléphone portable, au début des années 1990, personne n'avait besoin d'un téléphone portable, et 30 ans plus tard c'est devenu un objet indispensable, qu'il faut renouveler régulièrement. Que s'est-il passé ? Y a-t-il eu de grands mouvements populaires pour réclamer dès le milieu des années 1980 des téléphones portables ? Et donc suite à ces manifestations, les entrepreneurs auraient dit *« bon, et bien afin de satisfaire les consommateurs, on va se pencher sur la question et inventer un téléphone portable* » ? La publicité sait créer le rêve, l'envie, le manque. L'industrie ne gaspille pas des milliards d'euro en pure perte, seulement pour le plaisir. La publicité, cible un panel de clients potentiels et ensuite cherche à créer le besoin, que le consommateur voudra assouvir. Le budget de la publicité mondiale est de plus de 500 milliards d'euros, le budget publicitaire des entreprises du CAC 40 est supérieur [(3)] à leur budget recherche, lequel notons-le est largement financé par l'Etat [(4)]. Il est plus rentable de dépenser en publicité qu'en innovation. Cela pour faire naitre des besoins qui n'existaient pas auparavant. Dans son rapport de 2018, le collectif « Éthique sur l'Etiquette [(5)] » notait : *« La stratégie des grands équipements comme Nike et Adidas repose sur deux piliers : l'explosion des coûts de sponsoring et l'optimisation des coûts de production* ». Les deux marques dépensent deux à trois fois plus en publicité et en sponsoring que pour payer les travailleurs qui fabriquent les chaussures, les maillots ou les

ballons. Et si le montant alloué à la pub est en progression, les dépenses liées aux salaires sont toujours jugées trop importantes. L'idéal ce serait de vendre des produits fabriqués gratuitement … problème, si l'on ne paye plus les salariés, qui achètera ces produits ?

Evidemment, on peut toujours décider que l'on a assez de volonté pour résister à la manipulation qu'exerce la publicité sur le reste de la population. Mais votre démarche n'aura aucun effet sur le système. La publicité ne cible pas un individu en particulier mais un groupe de consommateurs en général qui constitue la cible que l'on veut atteindre et convaincre. Ce n'est pas quelques résistances esseulées qui perturberont le conditionnement du comportement de la masse. Et ce n'est pas parce que certaines campagnes publicitaires sont des échecs que cela remet en cause son principe. Vos programmes de télé, votre envie d'un chien ou de changer de voiture, vos habits, vos préférences alimentaires, le choix des jouets de vos enfants... tout cela n'a rien à voir avec votre libre arbitre ou la liberté du choix, car tout est déterminé par avance. La publicité est un moyen de vous manipuler et de vous asservir en douceur.

Au début des années 1900, la cigarette était un marqueur typiquement masculin. La moitié de la population, les femmes, étaient exclues de ce marché. Devant la possibilité de doubler leurs gains, les cigarettiers ont décidé de faire fumer les femmes. La pub et la manipulation d'évènements populaires avec les fameux « flambeaux de la liberté [6] » pour désigner les cigarettes, ont persuadé les femmes que la liberté passait par là. Aujourd'hui le marché des produits corporels et de beauté est particulièrement destinées aux femmes, donc, les industriels du secteur perdent potentiellement 50% de la clientèle possible. La pub et des évènements soigneusement préparés vont convaincre les nouvelles générations masculines que le nec plus ultra, c'est de prendre soin de son corps à coup de crèmes, de masques, d'épilation et soins du corps. Pour eux,

la liberté aura pour prix celui de la contrainte. La liberté de consommation impose ses choix aux hommes et aux femmes, le profit n'est pas sexiste !

Deux ans avant, un an avant, six mois avant, suivant le produit, des équipes travaillent pour décider de ce qui vous fera plaisir, de ce qui vous deviendra indispensable, de ce que vous serez obligé d'acheter. Une fois que le produit est déterminé et mis en fabrication, vous serez submergé d'images, de clips, d'affichages quatre mètres par trois sur toutes les routes que vous emprunterez. Vos films seront coupés par des spots publicitaires, vos sportifs ou acteurs préférés vous venteront les mérites du produit. Du matin au soir vous serez confronté à ce que vous ne connaissiez pas 15 jours avant et qui ne vous était pas du tout utile. Puis votre voisin ou votre beau-frère l'achètera et vous convaincra de ses avantages et 15 jours plus tard l'objet vous appartiendra ! Non, désolé de vous décevoir, mais vous ne decidez de rien !

Consomme, c'est un ordre !

Il y a plus d'un demi-siècle, l'économiste libéral John Kenneth Galbraith a écrit que la théorie de la souveraineté du consommateur ignore le fait que la « fonction centrale » de la publicité et du marketing est de *« faire naître des besoins qui n'existaient pas auparavant. ».* Ce n'est pas la demande qui crée l'offre, ce sont les industriels qui, par la manipulation de la publicité, dirigent nos achats, et en facilitent leur remplacement régulier par une obsolescence programmée. L'accès à la consommation nous est présenté comme la source du bonheur, alors qu'en réalité être consommateur rend vaine toute tentative d'accéder au bonheur, le but de la société de consommation est de faire naitre des manques en nous. La publicité est là pour créer l'insatisfaction, pour créer un besoin, alors que nous n'en n'avions pas quelques temps auparavant. Les nouvelles

technologies hightech en sont la meilleure preuve. En avons-nous vraiment besoin, sommes-nous plus épanouis, nous ont-elles procuré plus de facilité ou de contrainte ? Et au point de vue humain, dans quelles mesures ont-elles changé nos habitudes ? nos rapports aux autres se sont-ils améliorés ? Comment faisions-nous avant ?

Pour distribuer en masse il fallait aussi des lieux de consommation adaptés. Ce ne sont pas des consommateurs qui s'embêtaient ferme aux pieds de leurs immeubles qui ont dit un jour : « *tient, ce serait chouette si de grands groupes construisaient d'hyper grandes surfaces pour pouvoir y déambuler lorsque l'on s'ennuie et y faire nos achats* ». Et spontanément, « de gentilles personnes » ont dit « *eh bien, nous allons accéder à votre demande et construire des grandes surfaces où vous pourrez aller consommer* ». Puis plus tard, lorsque le « peuple consommateur » a exigé des commerces en ligne, eh bien une fois encore le miracle s'est accompli, et de bonnes âmes ont mis tout en œuvre pour exaucer leurs vœux. Ah quel monde merveilleux, où ce sont les consommateurs qui imposent leurs choix à des multinationales ! Mais quelqu'un a-t-il averti les consommateurs que ces choix feraient de leurs quartiers des « no mans 'land » où il n'y aurait plus de commerce ? Disparu ce qui faisait le lien social, pour consommer il faut prendre sa voiture et aller à l'extérieur de la ville. Si ce mode de vie est vraiment sollicité par la majorité de mes concitoyens, très bien, je m'incline, mais je crains que les dés ne soient pipés par avance.

Combien de publicités, depuis sa naissance, un être humain a-t-il vues ou entendues ? De récentes études démontrent qu'en France, nous sommes soumis à plus de 1200 messages publicitaires [(7)] par jour. Il est impossible de passer une seule heure éveillée sans être confronté à un message publicitaire, sous forme de marque ou de logo. Que ce soit dans l'espace public ou même dans un espace privé, la publicité est partout.

Automobiles, vélos, taxis, autobus, façades de magasins, pompes à essence, murs d'ascenseurs, stades, musées, évènements sportifs panneaux de 4 mètres par trois, le logo de votre télé, de votre ordinateur, et attention, tout cela sans avoir allumé un seul écran … ne cherchez pas, vous ne pouvez pas y échapper. Et si vous pensez vous isoler à la montagne ou à la campagne c'est peine perdue, la moindre personne que vous croiserez sur un sentier aura un sac à dos ou des vêtements avec un logo suffisamment visible pour que vous ne puissiez l'ignorer. Quant au paysan qui passera au volant de son tracteur, pour ne pas voir le nom inscrit sur le châssis il faut avoir le soleil dans les yeux et regarder ses pieds. Inconsciemment, votre cerveau enregistrera ce que vous voyez, ou ce que vous voulez ignorer et vous le resservira au moment opportun. Vous êtes conditionné, même à l'insu de votre plein gré !

La publicité conditionne l'enfant à son rôle de futur consommateur, avant l'âge de 12 ans un enfant aura vu près de 100 000 spots publicitaires [(8)]. A travers l'enfant, c'est l'ensemble de la famille qui est ciblé, car l'enfant a de plus en plus d'influence sur ses parents et nombres de parents sont de plus en plus à l'écoute de leurs enfants. Une grande partie des publicité destinées aux enfants est essentiellement ciblée sur des produits gras et sucrés qui représentent des risques de diabète, de cholestérol et d'obésité. Un enfant a moins d'esprit critique et la publicité façonne la manière de se nourrir du futur adulte. Les 2/3 des produits consommés par un enfant le seront encore à l'âge adulte [(9)]. Plus alarmant encore, la publicité crée une frustration réelle chez l'enfant et lorsque les parents ne peuvent pas ou ne veulent pas acheter le produit désiré, l'enfant peut parfois être coléreux, voir agressif. L'impact de la publicité sur les enfants est encore plus inquiétant, car elle inculque des valeurs : posséder, acheter rend heureux, ou le paraitre est plus important que l'être. Des travaux récents de sciences sociales démontrent que la publicité amène à une plus grande tendance

aux préjugés, à moins de sensibilité et encourage l'individualisme [10].

Le marché a rarement de rapport avec le choix ou la liberté, parce que nous sommes limités par ce que le marché met à notre disposition. Peu sont ceux qui y échappent. Certains objets comme les téléphones portables créent une véritable addiction, c'est une véritable drogue. Des études montrent qu'ils modifient notre comportement et qu'ils sont un réel danger pour les plus jeunes enfants. Il existe des stages pour se désintoxiquer. D'autres objets, indispensables au moment de l'achat, finissent au fond d'un tiroir ou d'un placard, quand ce n'est pas à la poubelle. La plupart d'entre nous, pourrait se passer de la moitié des objets que nous avons à notre domicile, sans que cela ne crée un véritable manque. S'il est parfaitement humain d'avoir des désirs autres que nos besoins fondamentaux, passé un certain seuil ces désirs exacerbés deviennent déraisonnables et finissent par être une source de problèmes pour soi et les autres. De plus l'ironie veut qu'une fois l'objet de son désir obtenu, on est toujours insatisfait. Ces deux constats permettent d'établir que le bonheur ne s'achète pas, le bonheur ce sont les rapports humains, ou la contemplation d'un paysage lors d'une belle balade, l'organisation de grillades avec des amis, de bons moments passés avec des personnes que l'on apprécie. Oui, le bonheur peut être simple, c'est le marché et la publicité qui le rend difficile. La consommation n'est au final qu'une compensation pour supporter notre vie …

De quoi avons-nous réellement besoin ?

Le bonheur est désormais assimilé à la consommation. Jamais au cours de l'histoire il n'a été produit autant de richesses, mais 80% des ressources de la planète sont consommées par seulement 20% de la population. Notre économie veut que nous

fassions de la consommation notre mode de vie, il nous faut consommer, toujours plus, nous sommes la civilisation du « prêt-à-jeter ». Les spécialistes du marketing s'efforcent de nous vendre de plus en plus d'objets inutiles, pour faire croire aux consommateurs que l'accumulation matérielle est une fin en soi. Tout ce qui favorise la croissance est une bonne chose : la guerre aussi favorise la croissance, donc la guerre est une bonne chose !

Avions-nous réellement besoin de la 5G, dont on sait qu'elle demandera 4 à 5 fois plus d'énergie que ce qui existe aujourd'hui ? Plus généralement, avons-nous besoin d'avoir internet sur nos téléphones portables ? Et les milliers de photos que nous prenons et que nous ne regardons jamais, quel est leur coût écologique pour les stocker ? Quel est le coût énergétique des millions de petites vidéos qui s'échangent tous les jours sur nos téléphones ? Eh bien, si internet était un pays, ce serait un des pays le plus polluant au monde [11] ! Et nos modes de déplacement électrique : voiture, vélo, trottinette, choix conscient, choisi ou imposé ? Avec quel coût écologique, énergétique et sociétal ? Je pense que si nous continuons à vivre égoïstement sans nous poser trop de questions dérangeantes nous laisserons à nos petits-enfants un monde de poussière.

Le développement durable cherche à concilier la croissance économique et le respect de l'environnement, alors qu'en fait la croissance économique est un des principaux facteurs de la destruction de notre environnement. Le terme *« développement durable* » est une simple récupération d'industriels et d'écologistes bien-pensants pour faire du « green business ». Certains confondent « *Développement durable* » et « *Développement rentable* ». Il vaut mieux apprendre à vivre avec notre environnement plutôt que le détruire. Il faut militer pour une société où les rapports humains soient supérieurs aux

rapports marchands ! Il faut réfléchir sur la place de chacun dans la société.

La décroissance est un ensemble d'idées anti-productivistes, anticonsuméristes et écologiques. C'est aussi l'idée de ne produire que ce qui est vraiment utile, et délaisser les activités socialement inutiles. Il faut développer les activités sociales vitales (eau, énergie, santé, éducation, transport …) dans un service public universel. Il faut laisser les pays du Sud développer leurs cultures vivrières locales au détriment des cultures d'exportation. Il faut réduire le transport de marchandises, en relocalisant les industries. Il faut une agriculture de proximité, sans OGM, sans pesticide et respectueuse de la nature. La culture ou le sport doivent être source d'épanouissement et non d'enrichissement des multinationales. Les grandes messes culturelles, concerts et festivals, ou sportives tout autour de la planète à longueur d'année, sont un non-sens écologique destiné à produire du fric et à déstructurer les cerveaux.

On nous conditionne à croire que la mobilité serait une fin en soi, voyager à travers le monde serait preuve d'ouverture, trouver un nouveau boulot à 2000 km de chez soi serait le nec plus ultra. Il faut bouger, voyager, c'est le leitmotiv de la société de consommation. Il faudrait absolument découvrir de nouvelles façons de vivre, mais passer 15 jours de vacances dans un pays étranger, sans autres soucis que de « profiter », ce que l'on découvre humainement est très superficiel. Certaines personnes font des listes de pays, « à faire », comme elles feraient une liste de course. Le 29 juin 2018, un record de trafic aérien a été établi, avec 202 157 vols recensés [(12)]. Au moment le plus intense du trafic, il y avait 19 000 avions en vol simultanément. L'avion émet 1.500 fois plus de CO_2 que le train. Je peux aussi vous parler des navires de croisière, une étude a estimé que les 200 paquebots de croisière ayant croisé au large des côtes européennes en 2017 ont émis dix fois plus d'oxyde

de souffre que les 260 millions de voitures de l'ensemble du continent [13]. Alors, on fait quoi ? On ne peut pas continuer et trier ses déchets pour se donner bonne conscience.

La décroissance propose aussi de diminuer l'empreinte écologique de nos sociétés. Une société qui consomme toujours plus ne peut respecter l'environnement et épuise tôt ou tard les ressources essentielles à la vie. Il ne peut y avoir de croissance infinie sur une planète finie. Il ne s'agit pas de se priver ou de vivre dans la frustration. Vivre simplement, c'est ne pas succomber aux tentations inutiles et résister au dictat des marques. C'est vivre mieux avec moins, c'est être responsable. Mais c'est aussi comprendre que notre boulimie d'achat est le reflet d'un mal-être, d'une insatisfaction, engendrés précisément par cette société dite d'abondance ? Nous possédons de plus en plus de biens matériels, sommes-nous de plus en plus heureux ? Au seuil de la vie, la véritable richesse est le vide que l'on laisse et pas les biens que l'on lègue !

Il faut faire décroître toutes les activités inutiles que le capitalisme, emporté dans sa logique marchande, a réussi à imposer comme le seul modèle possible. Le but final n'est pas de créer des richesses ou des emplois, c'est simplement de satisfaire les besoins de la population, au détriment d'une minorité d'ultra-riches, qui pour une fois devra se plier à l'intérêt général. La croissance, dogme du système capitaliste, nous entraine vers une crise écologique majeure, et la seule solution à cette crise est la rupture avec le capitalisme. Toute autre solution alternative pour gérer le système ne sont que de bonnes paroles. Il faut sortir de la société du jetable et de l'obsolescence programmée. Parfois, j'ai vraiment l'impression que l'on se bat pour le superflu et qu'on se laisse déposséder de l'essentiel. Produire plus, consommer plus et en plus grand nombre, tout multiplier, ne peut que nous entrainer dans une folle spirale.

Le mythe de la croissance et autres foutaises :

Dans un pays comme la France, environ une personne sur dix a du mal à se nourrir, et chaque année, près de 10 millions de tonnes [14] de nourriture consommable, soit l'équivalent de 150 kg/habitant et par an sont jeté. Dans le monde, le gaspillage alimentaire est estimé à 1,3 milliard de tonnes par an, soit un tiers de la production globale de denrées alimentaires dédiée à la consommation. Cela représente plus de 41 000 kilos de nourriture jetés chaque seconde [15] pour une valeur estimée de 700 milliards d'euros. Dans son rapport annuel de 2020, l'ONU montre qu'en 2019 la faim touchait environ 690 millions de personnes dans le monde, et que près de 3 milliards de personnes ne peuvent s'offrir un régime alimentaire sain [16]. Pour éradiquer la faim dans le monde, il faudrait investir 250 milliards d'euros pendant dix ans. Stopper le gaspillage alimentaire permettrait non seulement l'éradication de la faim, mais aussi de récupérer 450 milliards d'euros. Je sais, c'est un peu simpliste, mais admettez quand même que ces chiffres posent questions et soulèvent des problèmes moraux qui remettent en cause notre système de consommation, et donc de production.

En comparaison, les dépenses militaires dans le monde s'élevaient à 1 800 milliards d'euro en 2018, dont plus de 700 milliards [17] pour les seuls Etats-Unis. Les dépenses publicitaires sont de plus de 500 milliards d'euros [18] par an. On crève de faim dans un monde d'abondance ! Le gaspillage alimentaire est aussi un gaspillage d'eau, d'énergie et de matières premières. La faim dans le monde est responsable du déplacement de population, de guerre, et de terrorisme. Cette situation a des répercussions sur l'ensemble de la population. Ici, comme sur de nombreux autres sujets, la fatalité n'existe pas, ce ne sont que des choix politiques. La main invisible du marché n'existe que parce qu'on la tolère.

Le scandale de la destruction de produits invendus est un autre aspect de l'absurdité de notre système. En 2019, suite à des enquêtes menées par « Greenpeace Allemagne » et « les amis de la terre » en France, nous apprenions qu'Amazon détruisait massivement des produits invendus. Plus de 3 millions de machines à café, d'écrans plats, de livres ou de jouets, neufs pour la plupart, ou avec de légers défauts : telle est la masse d'articles que le géant de la distribution Amazon détruit volontairement chaque année, et cela seulement pour la France. Cette « gigantesque absurdité économique, écologique et sociale » a fait l'objet d'un reportage du magazine « Capital », diffusé sur M6. Amazon ne produit rien, ce n'est qu'un intermédiaire sur des millions d'articles, donc quand des articles invendus encombrent ses plateformes, la firme impose des tarifs de stockage qui deviennent très rapidement dissuasifs. Les vendeurs sont coincés, ils préfèrent souvent la destruction au renvoi de produits qui leur coûtera plus cher. Contrairement à d'autres distributeurs classiques Amazon ne répare rien et ne recycle rien. Ce style de distribution est une aberration écologique mais aussi sociale.

Malgré ses campagnes de pub, Amazon détruit bien plus d'emplois qu'il n'en crée. Et ce n'est pas la déclaration de la secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique : « *Des entreprises, comme par exemple Amazon, ne pourront plus jeter des produits qui sont encore consommables, et ne pourront pas non plus rendre impropres à la consommation des produits qui pourraient être encore utilisables : pour cela, elles devront se débrouiller et trouver des solutions* » qui vont changer rapidement les choses. Si les intentions de Brune Poirson partent sans doute d'un bon sentiment, les firmes comme Amazon ne changeront que si les contraintes imposées sont fortes et dissuasives, sinon ça ne reste que de bonnes intentions. C'est surtout aux consommateurs de fuir ce genre de commerce … mais ça c'est encore une autre histoire.

L’obsolescence programmée est aussi une autre facette de cette gabegie. Après le krach de 1929 un agent immobilier new-yorkais, Bernard London constate que la crise a appauvri les travailleurs, la consommation est en berne et le chômage explose. La dépression a conduit à ce que les consommateurs font un usage prolongé de leurs biens. London imagine un système obligeant les consommateurs à acheter des objets neufs pour soutenir l’activité : le concept d’obsolescence programmée est né [19]. Le principe est le suivant : chaque objet se voit attribuer, à l’avance, une durée de vie, non pas technique mais légale. Cette durée est fixée par le gouvernement. Lorsqu’elle est dépassée, les objets sont détruits, et « une prime à la casse » est donnée à la personne pour acheter un nouvel objet. Si malgré tout, la personne désire garder son objet, il doit s’acquitter d’une taxe « *pour cause d’usage prolongé de biens légalement morts* » ! Dans les années 1950, le designer industriel américain Brooks Stevens invente ce que l'on peut appeler « l'obsolescence esthétique ». On incite les consommateurs à se débarrasser de produits en parfait état de marche pour un design plus « dans le vent ». Ensuite, les industriels dégradent peu à peu la qualité des produits proposés pour que le remplacement soit de plus en plus fréquent, d'autant qu’une fois tombés en panne, les produits sont pour la plupart difficilement réparables. L’incitation constante par la publicité, l'apparition de marques, de logos, conduisent à la société de consommation telle que nous la connaissons. Nous avons les moyens de faire des appareils capables de fonctionner 25 ans minimum [20] et d'être facilement réparables, mais dans le système capitaliste marchand où nous vivons, cette option n'est pas envisageable ! Une croissance infinie dans un monde fini est une vue de l’esprit, la décroissance, elle, doit être une réduction planifiée de l’utilisation de l’énergie et des ressources afin d’établir un équilibre entre l’économie et le monde du vivant, de manière à réduire les inégalités et préserver la planète.

Ces exemples montrent que le mythe de la croissance illimitée, et obligatoire, telle qu'enseignée dans les écoles de commerce et d'économie, et vanté par nos politiques et les présentateurs télé, n'est que de l'esbrouffe. Cette théorie ne sert en réalité qu'à permettre l'enrichissement d'une caste d'oligarques, animés d'une cupidité illimitée, qui ne sont, et ne seront jamais assez riches, quoi que le système leur permette. Nous produisons déjà suffisamment de tout en quantité largement suffisante. Pourquoi produire plus ? Il suffit d'utiliser ce que l'on a de manière plus intelligente. De répartir plus équitablement les richesses que nous produisons. Le souci, c'est que ce capitalisme prédateur a peu à peu, été imposé à pratiquement l'ensemble de planète. Le système marchand tel qu'il est pensé ne peut produire que tout un cortège de destructions, de misère, de pollution, et de souffrances inhérentes qui lui sont propres. Non seulement, une croissance illimitée est incompatible avec une planète aux ressources limitées, mais si la moitié de cette croissance est accaparée par un petit nombre de personnes et qu'une grande partie de ce qui reste est vouée à être gaspillée ou détruite, démontrez-moi que la croissance est la seule option pour améliorer le sort de l'humanité. La croissance sans fin de la consommation détruit la nature et colonise nos cerveaux, le sens de l'existence ne se réduit pas au fait d'acheter sans cesse de nouvelles choses.

Qui a demandé du plastique ?

Il ne faut pas laisser le pouvoir aux consommateurs ! Je ne sais pas en quelle année ces consommateurs ont demandé de tout fabriquer ou remplacer ce qui existait par du plastique, mais ça a été une sacrée connerie. Je suis sûr que les industriels les ont mis en garde devant les dangers et les éventuels problèmes que cela risquait de poser. Mais les consommateurs jamais satisfaits et demandant toujours plus ont été Intransigeants : « *nous voulons du plastique un point c'est tout* ». Et les industriels

vaincus ont fabriqué du plastique, des millions de millions de tonnes de plastique ! La partie la plus visible du plastique ce sont les bouteilles et les sacs en plastique qui ont servi à faire nos courses en grandes surfaces. C'est également la fabrication à grande échelle de tout un tas d'objets plus ou moins petits, plus ou moins utiles à usage unique ou temporaire, le pastique a développé l'ère du « jetable ». Moins drôle, le plastique se dégrade dans nos micro-ondes et nos congélateurs, donc contamine nos aliments.

Même si peu à peu les sacs de courses en plastique à usage unique disparaissent du circuit de distribution, ceux qui ont été utilisés ne vont pas disparaitre comme par enchantement. En France des milliards ont été fabriqués chaque année, en 2014 on en utilisait encore plus de 700 millions [21] à l'année, dont une partie disparaissait au gré du vent, et une grande quantité a fini à la mer. 100.000, c'est le nombre de mammifères marins qui meurent chaque année en ingérant du plastique. Dans la mer, ceux-ci confondent les sacs avec des méduses, qui font partie de leur nourriture. 1 000 000 c'est le nombre d'oiseaux qui meurent chaque année. Souvent, ils confondent les petits morceaux de plastique flottant en surface avec des œufs de poisson. Le plastique et ses déchets entraînent chaque année la mort de deux millions d'animaux [22]. Sans surprise, les pays développés contribuent le plus à la crise des plastiques jetables, et seulement vingt entreprises sont responsables de plus de la moitié [23] de la production de déchets plastiques à usage unique dans le monde.

Chaque année, près de 500 milliards [24] de bouteilles en plastique sont vendues dans le monde, et la plupart finissent dans les océans ou dans des décharges à ciel ouvert. Moins de 10% sont recyclées ! Cette utilisation excessive et hors de contrôle du plastique a formé une immense décharge qui fait trois fois la taille de la France [25] et qui flotte entre Hawaï et la Californie. Les microplastiques, c'est-à-dire des milliards de

minuscules morceaux de plastique qui se sont dégradés sous l'effet du soleil et de l'eau de mer, sont ingérés par les oiseaux, poissons et mammifères marins. De nombreux animaux ont été retrouvés morts, le ventre remplis de bouchons de bouteille, de morceaux de briquet, de ballons. Ces microplastiques finissent par atterrir dans nos assiettes et donc dans nos propres estomacs…

2018, une étude [26] a mis en évidence des microplastiques dans les selles humaines, environ une vingtaine de particules, alors que les volontaires avaient mangé des aliments emballés dans le plastique et bu de l'eau en bouteille. Certains avaient aussi consommé du poisson. Des échantillons ont été prélevés sur quatre organes « filtrants » : le foie, la rate, les reins et les poumons, susceptibles d'amasser des microplastiques. Ils pourraient être responsables de maladies neurodégénératives. Les microparticules, 10 fois plus petites que le diamètre d'un cheveu, se retrouvent également dans l'air que nous respirons. Une étude [27] publiée par l'université de Newcastle, en Australie, estime que l'on ingère jusqu'à cinq grammes de plastique par semaine dans notre alimentation, soit l'équivalent d'une carte de crédit. A quand des repas gastronomiques à base de plastique

S'il n'y avait pas de pollution au plastique due à nos bouteilles, pourrions-nous dire que tout va bien ? Eh bien, pas tout à fait, 200.000 tonnes [28] de microplastique et particules fines [29] issues de la dégradation de nos pneus, de nos systèmes de freinage ou encore des marquages au sol se promènent chaque année dans l'atmosphère. De l'arctique au sommet des glaciers, des déserts aux forets amazoniennes, des lacs d'altitude jusqu'au bord des plages, dans la bouffée d'air pure que nous respirons à la campagne ou dans l'eau que nous avalons en nous baignant dans une rivière, on retrouve des microparticules qui se déplacent dans l'atmosphère. Dans notre

monde, dans notre système économique, l'activité humaine est dangereuse pour la santé humaine.

Conditionnement collectif :

Extrait de, « L'Obsolescence de l'homme », Günther Anders, Editions Ivréa, 1956

« Pour étouffer par avance toute révolte, il ne faut pas s'y prendre de manière violente. Les méthodes du genre de celles d'Hitler sont dépassées. Il suffit de créer un conditionnement collectif si puissant que l'idée même de révolte ne viendra même plus à l'esprit des hommes.

L'idéal serait de formater les individus dès la naissance en limitant leurs aptitudes biologiques innées. Ensuite, on poursuivrait le conditionnement en réduisant de manière drastique l'éducation, pour la ramener à une forme d'insertion professionnelle. Un individu inculte n'a qu'un horizon de pensée limité et plus sa pensée est bornée à des préoccupations médiocres, moins il peut se révolter. Il faut faire en sorte que l'accès au savoir devienne de plus en plus difficile et élitiste. Que le fossé se creuse entre le peuple et la science, que l'information destinée au grand public soit anesthésiée de tout contenu à caractère subversif.

Surtout pas de philosophie. Là encore, il faut user de persuasion et non de violence directe : on diffusera massivement, via la télévision, des divertissements flattant toujours l'émotionnel ou l'instinctif. On occupera les esprits avec ce qui est futile et ludique. Il est bon, dans un bavardage et une musique incessante, d'empêcher l'esprit de penser. On mettra la sexualité au premier rang des intérêts humains. Comme tranquillisant social, il n'y a rien de mieux.

En général, on fera en sorte de bannir le sérieux de l'existence, de tourner en dérision tout ce qui a une valeur élevée, d'entretenir une constante apologie de la légèreté ; de sorte que l'euphorie de la publicité devienne le standard du bonheur humain et le modèle de la liberté. Le conditionnement produira ainsi de lui-même une telle intégration, que la seule peur – qu'il faudra entretenir – sera celle d'être exclus du système et donc de ne plus pouvoir accéder aux conditions nécessaires au bonheur.

L'homme de masse, ainsi produit, doit être traité comme ce qu'il est : un veau, et il doit être surveillé comme doit l'être un troupeau. Tout ce qui permet d'endormir sa lucidité est bon socialement, ce qui menacerait de l'éveiller doit être ridiculisé, étouffé, combattu. Toute doctrine mettant en cause le système doit d'abord être désignée comme subversive et terroriste et ceux qui la soutiennent devront ensuite être traités comme tels. »

« *La société de consommation, c'est de vendre à crédit à des gens qui n'ont pas d'argent des choses qu'ils n'ont pas besoin* » … A. NONYME

(1) Santé, journal des femmes, le 10/01/2020 : « Nomophobie : comment ne plus être dépendant à son téléphone portable ? » (2) Cette technique, parfois qualifiée « d'undercover marketing » (publicité cachée) est très utilisée depuis les années 70 pour de multiples raisons. L'attention du spectateur est maximale durant le film, il ne perçoit pas le message comme de la publicité car celui-ci s'inscrit plus ou moins habilement dans le scénario. (3) Les Echos, le 01/03/2017 : « Les entreprises françaises plus dépensières en communication qu'en R&D ». (4) Les Echos, le 17/07/2018 : « Le crédit impôt recherche, un gouffre de presque 6 milliards d'euros ». (5) Collectif Ethique sur l'Etiquette : Mondialiser les droits humains au travail. (6) Le Monde Diplomatique, février 2019 : « Et les femmes fumèrent… ». (7) France Culture, le 02/02/2018 : « Les techniques publicitaires sont beaucoup plus agressives et intrusives qu'auparavant ». (8) Psy-Enfants, le 03/02/2020 : « Effets psychologiques de la

publicité ». (9) Anti-Pubs, « Constat et risques de la publicité ciblant les enfants ». 76% des demandes d'achats faits par les enfants de 4 à 10 ans sont en lien avec une publicité. 82% des enfants demandent à leurs parents des produits qu'ils ont vus à la télévision et 87% disent obtenir ce qu'ils demandent. (10) Le Monde Diplo, janvier 2008 : « Vivre en troupeau en se pensant libres », janvier 2008. (11) Chronique de l'émission Europe Matin - 7h-9h, le mardi 24 septembre 2019 : « Internet : le grand absent de ce sommet de l'ONU sur le climat ». (12) L'Usine Nouvelle, le 06/07/2018 : « [Vidéo] Nouveau record de trafic aérien, avec plus de 200 000 avions en vol le même jour ». (13) BFM, le 05/06/2019 : « Les paquebots géants en Europe polluent l'air bien plus que les voitures, dénonce une ONG ». (14) Le Monde, le 07/06/2018 : « En France, le gaspillage alimentaire en chiffres ». (15) Planetoscope, « Le gaspillage alimentaire dans le monde ». Statistiques mondiales en temps réel. (16) Les Echos, le 13/07/2020 : « La faim dans le monde s'est aggravée en 2019 ». (17) Le Point, le 11/12/2020 : « Le Congrès défie Trump pour adopter un énorme budget militaire ». (18) Le Figaro, le 14/06/2017 : « Le marché publicitaire mondial va dépasser 500 milliards de dollars ». (19) France Culture, le 19/05/2020 : « La véritable histoire de l'obsolescence programmée ». (20) Initiative Communiste n° 147, « L'obsolescence programmée, maladie du capitalisme ». (21) Le Figaro, le 26/06/2014 : « Cinq chiffres pour se convaincre de la nuisance des sacs plastique ». (22) LCI, le 04/11/2017 : « Chaque année près de deux millions d'animaux meurent après avoir ingéré du plastique ». (23) Reporterre, le 22/05/2021 : « vingt entreprises sont responsables de 55 % de la production de déchets plastiques à usage unique dans le monde ». (24) Les Echos le 01/07/2017 : « Les chiffres démentiels de la consommation de bouteilles en plastique dans le monde ». (25) Le Monde, le 22/03/2018 : « La mer de plastique dans le Pacifique fait trois fois la taille de la France ». (26) Futura Santé, le 18/08/2020 « Homo plasticus : des microplastiques détectés dans plusieurs organes humains ». (27) France-Info, le 13/06/2019 : « Cinq grammes de plastique ingérés par semaine : WWF plaide pour un traité mondial pour lutter contre la pollution plastique ». (28) 200 000 tonnes cela correspond à un convoi de 5000 semi-remorques de 40 tonnes d'une longueur de 16,5 mètres chacun… faites le calcul. (29) Les Echos, le 15/07/2020 : « Alerte sur les microplastiques issus des pneus de voitures ».

Les riches faut pas les embêter !

C'est surement ce que l'on t'a déjà dit. Et pourtant, tu ne crois pas qu'heureusement au cours des siècles certains les ont un peu embêtés ces riches. Sinon adieu les congés payés, adieu la sécu, les retraites, les dimanches et jours fériés… et dès qu'on les laisse tranquilles ils veulent tout reprendre. Alors ne crois-tu pas qu'au contraire on devrait les embêter un peu plus ces riches ?

Heureusement qu'ils sont là !

N'avez-vous jamais entendu, dans votre entourage, cette injonction répétée comme un leitmotiv par des personnes qui ont souvent du mal à joindre les deux bouts : « *arrêtez de taper sur les riches et les patrons, ce sont eux qui nous donnent du travail* ». Et l'artisan ou le commerçant du coin, qui peine parfois à se payer un salaire, approuve. Il se sent solidaire, car il se considère comme un patron ! Et bien désolé de vous décevoir, lorsque l'on parle des riches et du patronat, vous n'en faites pas partie. Aux yeux de ceux dont on parle et qui ne représentent guère plus que le 0,1% de la population, vous n'êtes qu'une quantité négligeable comme le reste de la population.

« *Heureusement qu'il y a des riches pour nous faire travailler !* », parce que sans eux, tu ne travaillerais pas, tu n'aurais rien à faire, tu passerais, sans doute, ton temps à glander sur ton canapé. Cette valeur travail est la référence de ceux qui ne travaillent pas et encaissent les bénéfices, alors que le but de l'activité économique ne devrait pas être de créer de la richesse à tout prix, mais simplement de satisfaire les besoins de chaque membre de la communauté. Et si une entreprise a

obligatoirement besoin de salariés pour fonctionner et produire, elle n'a en revanche aucune obligation d'avoir un patron. La gestion d'une entreprise peut parfaitement se faire en autogestion.

Comme dans une société capitaliste tout le pouvoir économique est aux mains de la bourgeoisie, il est faux de dire que le patron « donne » du travail au salarié, car en quoi donne-t-il vraiment du travail lorsqu'il en tire une plus-value, en créant les conditions d'une dépendance pour l'ouvrier qui n'a de toute façon aucun autre choix que de travailler pour assurer son existence ? Le capitaliste ne « donne » pas, il accumule, et ce qu'il consent à reverser n'est qu'une façon de travestir le rapport de domination qu'il exerce à l'encontre des salariés qui lui sont directement subordonnés. Comme l'explique Frédéric Lordon [(1)], on nous a répété sur le mode de l'évidence : « *Ce sont les entreprises qui créent de l'emploi* », alors que les entreprises n'ont aucun moyen de créer par elles-mêmes des emplois, ces emplois dépendent du bon vouloir dépensier de leurs clients, ménages ou entreprises, elles ne peuvent donc que gérer l'emploi déterminé par la conjoncture. Si l'on veut de l'emploi, c'est donc à la conjoncture qu'il faut s'intéresser et non aux entreprises. La conjoncture économique ne peut être principalement déterminée que par des décisions politiques. C'est un choix de distribuer des milliards à des entreprises privées sans aucune contrepartie ou d'utiliser ces milliards pour créer de l'emploi dans la fonction publique : infirmières, instits, enseignants…, de financer, via des entreprises privées, la construction d'HEPAD, de logement sociaux, d'hôpitaux de proximité, d'écoles, d'universités ou d'entretenir nos infrastructures, de développer le ferroutage … ensuite ces millions de salariés du privé comme du public réinjecteront une partie de leur salaire dans le système économique créant ainsi de nouveaux emplois. Le choix est simple, ou continuer à gaver les plus riches avec de l'argent qui disparaitra dans la

spéculation et les paradis fiscaux, ou décider que l'argent doit servir à financer le bien commun et des emplois réels.

Coût du travail, coût du capital :

Pourquoi supprime-t-on des emplois, tant publics que privés ? Pourquoi les travailleurs subissent le blocage des salaires, et pour certains basculent dans la pauvreté ? Pourquoi nos conditions de travail ne cessent-elles de se dégrader ? Pourquoi casse-t-on nos services publics à coup de démantèlement et de privatisations ? Pourquoi tant de retraités dans la misère, tant de salariés obligés de travailler plus longtemps, quand tant de jeunes galèrent à la recherche d'un premier emploi stable qualifié ? Pourquoi des travailleurs s'épuisent, meurent du travail, quand d'autres souffrent de ne plus en avoir ? Pourquoi plonge-ton les salariés dans la précarité en votant l'austérité budgétaire ? Pourquoi les restructurations et les délocalisations sont-elles devenues monnaie courante ?

Et bien simplement dans le seul but d'alimenter les dividendes, les plus hauts revenus et faire grossir les grandes fortunes ! Ces dernières décennies près de 170 milliards d'Euros par an ont été transférés des revenus du travail vers ceux du capital [(2)]. Et chaque gouvernement veut en imposer quelques dizaines supplémentaires ! Ainsi, en 3 décennies, le nombre de jours travaillés par salarié pour rémunérer les actionnaires est passé de 11 à 45 jours par an [(3)] : ce qui représente les 170 milliards que l'on a pris dans nos poches ! Il faut stopper patrons et gouvernements dans leur élan, car davantage de dividendes versés, c'est moins de salaires, moins de cotisations sociales mais aussi moins de recettes fiscales, donc moins de services publics et de protection sociale. Nous sommes tous et toutes concernés directement ou indirectement par le « coût du capital ».

Les riches sont tellement riches qu'ils ne savent plus comment dépenser. Ils n'investissent plus dans les entreprises, qui ferment et licencient, car le profit est moins important que sur les marchés financiers. Ils arrivent même à se plaindre en disant qu'ils ne sont pas assez rénumérés en comparaison des grands patrons américains. En revanche, ils trouvent que leurs salariés sont trop payés par rapport au travailleurs estoniens, tunisiens ou philippins ! Les campagnes idéologiques lancées par ces « nantis » ciblent le coût du travail, trop important à leurs yeux … alors que c'est le coût du capital qui plombe les entreprises et engendre le chômage et la précarité !

Non seulement le travail n'est pas un coût, mais le salarié travaille gratuitement une partie de sa journée, lorsqu'il est à disposition de son employeur. Lorsque l'on fixe un salaire horaire, le SMIC par exemple, ceci n'a aucun sens en soit, vu que ce que produit le salarié n'a pas la même valeur lorsqu'il s'agit d'un boulanger, d'un maçon, d'un comptable, d'un jardinier, ou d'un chauffeur routier. Il s'agit tout simplement du prix que l'employeur est prêt à payer pour avoir un salarié à disposition toute la journée. Ce que vous percevez ne correspond absolument pas au travail que vous fournissez en une journée. Pour faire du profit, un patron vous paye un forfait, le plus bas possible, qui correspond en réalité à deux, trois ou quatre heures de votre temps de travail, le reste est du travail gratuit. C'est par ce mécanisme que se réalise une grande partie des bénéfices. Si vous perceviez exactement la somme correspondante à ce que vous produisez, il n'y aurait pas de surprofit. Chacun recevrait la juste somme de son travail. Une entreprise ne peut donc pas être « privée », car le résultat de l'entreprise est le fruit du travail de tous. C'est pour cela que je pense qu'à partir d'une certaine taille, les entreprises privées devraient être socialisées. Évidemment, il n'est pas question ici, de comparer une petite entreprise de 6 ou 7 personnes avec une entreprise du CAC 40, bien que si le mécanisme reste le même, les moyens financiers et humains sont différents.

Un système et des idées archaïques :

Depuis 30 ans nous avons baissé les cotisations patronales des entreprises, pour lutter contre le chômage et être compétitif, en ignorant le cout du capital, qui lui, a continué de croitre. Conséquence : le chômage n'a cessé de progresser, les conditions de travail se sont dégradées et les protections sociales sont réduites à leur portion congrue. Il ne faut plus écouter le discours archaïque de la droite patronale qui a toujours pleuré dans le gilet de l'État lorsqu'il a fallu qu'elle cède une partie de l'argent et du pouvoir qu'elle a escroqués aux citoyens. Comme en 36, l'on nous dit que ce n'est pas possible, que nous sommes des utopistes, que nous coulons le pays. Nous l'avons entendu avec les premiers congés payés, la semaine de 40 heures, … et déjà lorsqu'au début du XXème siècle les ouvriers réclamaient de meilleures conditions de travail et de salaire, le patronat menaçait de délocaliser dans les « colonies », où les gens y étaient plus raisonnables ! Pour eux l'argent public doit être une simple ligne de crédit dans la comptabilité des entreprises. En 2008, c'est sur cette ligne que l'on a trouvé les milliards pour renflouer les banques, sans contrepartie évidemment, simplement avec le genre de reproches que l'on fait à un enfant gâté : « *ce n'est pas bien, il ne faut pas recommencer* », et bien sûr, l'on a passé sous silence le véritable cout [(4)] de cette crise. Plutôt que les renflouer, il aurait fallu les socialiser ! Car à quoi servent ces entreprises, si lorsqu'elles font du bénéfice, on n'en voit pas la couleur, et lorsqu'elles ont des difficultés c'est nous qui renflouons leurs caisses ?

Nous avons du mal à imaginer ce que furent les conditions de vie de « nos anciens » au cours du 19eme siècle : des journées de 12 heures et plus, sans pose, sans congés, dans des ateliers rarement chauffés. Pas de vestiaire, ni de douche ou de WC, des contremaitres, véritables petits « Kapo » font respecter des cadences infernales et font valoir leur droit de cuissage envers

les ouvrières les plus jeunes. Tout cela pour un salaire de misère. Celui qui critique est immédiatement licencié, car il n'y a pas de syndicat, ni de sécurité sociale, ni de retraite, celui qui ne peut plus travailler ou qui est licencié est mort, il ne peut ni se nourrir, ni se loger. La seule distraction des ouvriers est d'aller boire dans ce que Zola nomme « l'assommoir », car dans ces bistrots on se soûle avec de l'alcool bon marché pour oublier, pendant que d'autres exploitées se prostituent à la sortie des ateliers pour pouvoir survivre. Lisez London, Hugo, Dickens, Zola et vous comprendrez dans quel enfer vivaient les ouvriers de cette époque. Vous comprendrez également les révoltes et révolutions au nom de plus de justice et de meilleures conditions de vie et de travail, qui ont emmaillé notre histoire pendant plus d'un siècle.

Notre niveau de vie s'est largement amélioré, mais c'est seulement parce d'autres se sont battus pour cela. Rien n'a été donné, les salariés n'ont eu que ce qu'ils ont été chercher parfois au péril de leur vie. Nous l'avons oublié, nous nous berçons de belles paroles et d'illusions, et nous acceptons la remise en cause de nos conditions de vie et de travail … comment nos descendants nous jugeront-ils ?

Des cadeaux pour quoi faire ?

Vous connaissez la ritournelle, « *ça coûte trop cher* », alors sachant qu'un million d'emplois publics coûtent à l'État 30 milliards, calculez combien l'on pourrait embaucher de fonctionnaires et améliorer par exemple les services publics de santé et d'éducation :

> ⇒ 200 milliards d'euros [(5)] : c'est le montant cumulé des aides publiques, et allègements fiscaux accordés chaque année aux entreprises, sans contrôle ni contrepartie.

⇒ 30 milliards d'euros : ce sont les exonérations de cotisations sociales patronales accordées chaque année au patronat. Exonérations compensées par l'Etat, donc financées par nos impôts !
⇒ 80 milliards [6] : c'est le niveau de la fraude et de l'évasion fiscale estimé en France, et atteint 11 300 milliards [7] au niveau mondial !

Que fait le patronat de cette manne financière accordée sans aucun contrôle ? Il délocalise, pour accroître ses profits dans les pays à bas salaires et recherchent toutes formes d'optimisation fiscale pour échapper à l'impôt. On est dans une situation aberrante, où les entreprises privées nous coûtent plus cher que la totalité des services et organismes publics ! Un exemple : Le CIR (crédit impôt recherche) destiné à subventionner le développement de la R&D (Recherche et développement) des entreprises privées coûte à l'Etat plus de deux fois plus que le budget total du CNRS [8], qui est un établissement public ! D'autre part, les grandes entreprises préfèrent rémunérer les actionnaires au lieu de développer l'investissement. La conséquence est une diminution des rentrées fiscales, qui oblige les gouvernements à emprunter sur les marchés financiers pour répondre aux besoins du pays. Là est la cause principale de la dette de l'État qui se monte bientôt à 3000 milliards d'euros et qui fait que chaque année, l'État verse plus de 50 milliards d'euros en intérêts de la dette. Face à cette dette, le gouvernement réduit les dépenses publiques au lieu de contraindre le capital à investir et à payer la part juste de ses profits. Réduire les dépenses publiques pour subventionner les entreprises privées, c'est rendre la vie encore plus difficile aux salariés, c'est rendre la société encore plus inhumaine. Pendant ce temps, comme dans l'ancien régime, les héritiers [9] se partagent les privilèges et perpétuent les traditions familiales, pour nombre d'entre eux, leur mérite ils le doivent à leur naissance !

La richesse cumulée des milliardaires atteint des chiffres astronomiques [10], et dans ces statistiques les milliardaires français sont très bien placés [11]. Dans le même temps, la moitié de la population de la planète, soit 3,8 milliards de personne vit avec moins de cinq euros par jour. En deux ans, les 1 % les plus riches de la population mondiale se sont deux fois plus enrichis que les 99 % restants [12]. Jusqu'où cette folie va-t-elle se poursuivre ?

L'exil des riches :

Pour justifier ces inégalités, on nous a fait croire que les dépenses des plus riches relanceraient l'économie. Ce qui est faux, pour une raison toute simple, c'est que le taux d'épargne s'élève avec le revenu. Ils investissent principalement dans leur capital financier en demandant des rendements de plus en plus élevés. Un autre secteur qui concentre une partie de leurs dépenses concerne l'industrie du luxe, dont une bonne partie n'a qu'un faible rejaillissement sur l'économie nationale et qui écologiquement n'est pas un modèle neutre pour la planète. Cela entraine les baisses de salaires, des licenciements et des délocalisations. La seule chose que l'on a favorisée c'est la fuite de capitaux vers les paradis fiscaux. Il serait temps de se reprendre et de mettre fin à une politique qui ne produit que les effets contraires à ceux espérés ! Enfin, je dirais plutôt auxquels on nous fait croire, car ceux qui prennent ces décisions ne sont pas dupes !

Chaque gouvernement, relayé par les médias et tous les larbins du capital, font tout pour démontrer que les riches sont utiles à la société, à condition de ne pas freiner leurs talents, leur esprit de sacrifice dans la création d'entreprises, et surtout de ne pas les embêter avec des impôts qui les feraient fuir sous d'autres cieux plus cléments. On peut aussi très bien faire comme le font les américains : décider que ceux qui, partis à l'étranger, payent

moins d'impôt qu'ils ne le devraient, doivent payer la différence au fisc français. Et si jamais ils décident quand même de prendre la nationalité des pays qui les accueillent, on peut toujours exiger un impôt calculé sur les bénéfices réalisés par leurs entreprises sur le territoire français. On peut aussi décider de leur présenter « la note » pour toutes les facilités et infrastructures que nous avons mises à leur disposition lors du démarrage de leur activité.

De toute l'histoire du capitalisme, jamais le coût du capital n'a autant pesé sur les entreprises, et l'avidité des actionnaires et du patronat ne s'arrête pas pour autant. Ces dernières années on a distribué à tout va des crédits de toutes sortes, voté des allégements fiscaux et diminué les cotisations sociales, on a généreusement donné à ces vautours des dizaines et des dizaines de milliards pour le résultat que l'on sait : Paupérisation, chômage, précarité ! Par conséquent, je crois que vous aurez compris, non seulement nous n'avons pas besoin des riches, mais en plus nous n'avons plus les moyens de les entretenir !

Vont-ils partir ? Mais la question est combien nous coûtent-ils et combien nous rapportent-Ils ? Ils ne payent pratiquement plus d'impôts et perçoivent des aides comme le CICE [(13)], une partie des salaires de leurs employés est payée par la collectivité grâce aux exonérations de paiement de cotisations, à la diminution constante des impôts sur les sociétés et autres niches sociales accordées. Les niches sociales sont des « exonérations, réductions et abattements d'assiette ou de taux applicables à des prélèvements finançant la sécurité sociale », elles sont estimées par la cour des comptes en 2019 à 66 milliards d'euros [(14)] ! Alors, ces riches, que nous rapportent-ils ??? … Si quelqu'un a une idée ? Peut-être un début de réponse dans le livre « Parasites », écrit par Nicolas Framont, rédacteur en chef de Frustration, aux Editions Les Liens qui Libèrent.

Lobotomisation des esprits :

« *Il faut libéraliser le marché du travail* », *« il faut imposer la fin de la protection dans tous les emplois* », « il faut en finir avec les taxes et les impôts sur les entreprises », *« il faut supprimer les charges sociales qui pèsent sur le coût du travail* », « *pour l'égalité, nous demandons immédiatement la fin des privilèges et exceptions sociales », « il est urgent d'avoir un contrat de travail identique pour tous », « il est temps d'exiger la fin des marchés de monopoles* » et bien sûr « *il faut favoriser la fameuse liberté d'entreprendre* », … bien sûr vous l'aurez compris cette « égalité pour tous » ne concerne que les salariés dont il faudrait aligner les « avantages » sur le moins disant social. Toutes ces déclarations sont faites par ceux qui rêvent d'un renard libre dans un poulailler libre, ceux qui sont devenus champions pour socialiser les pertes et privatiser les bénéfices, ceux qui croient s'être fait tout seul et être plus méritant que les autres. Il s'agit en fait de gens qui nous tondent la laine sur le dos ! Alors au lieu de bêler et de faire des discours ronflants sur la croissance et la compétitivité, il me paraitrait un rien plus intelligent de commencer à réfléchir à un autre modèle de société qui mettrait l'être humain et son épanouissement sur tous les plans au centre des préoccupations, et non l'enrichissement exponentiel d'une poignée de nantis dont l'équilibre psychologique me parait grandement affecté.

Vous pouvez entreprendre ce que vous voulez, mais, si vous n'avez pas des millions de petites mains qui font le travail concret et des milliers de cerveaux qui réfléchissent à comment faire ce travail, vous ne produirez rien. Les actionnaires peuvent mettre sur la table tout l'argent qu'ils veulent, si personne ne « fait » le travail, eh bien rien ne sera créé. Si vous recouvrez un champ de plusieurs couches de billets de 500 euros, vous pouvez revenir 6 mois après, le blé n'aura pas poussé. Ce qui crée des richesses, c'est le travail, ce n'est pas l'argent. L'argent est le résultat du travail effectué, et si certains en ont

beaucoup, de l'argent, c'est qu'ils ont beaucoup fait travailler les autres, et qu'en retour, ils ne leur ont pas donné le juste fruit de leur travail.

Il est également étonnant de constater que les balivernes sur « le coût du travail cher » et « le coût des services publics » véhiculées par les médias et les organisations patronales continuent à avoir une certaine audience parmi la population. Les citoyens de ce pays ne se rendent-ils pas compte que ce discours est construit contre eux, qu'il sert à les culpabiliser afin de leur faire accepter de nouvelles régressions sociales ? Les salariés de ce pays veulent-ils réellement travailler plus pour gagner moins et dire adieu à toute protection sociale ? Sont-ils prêts à faire des sacrifices afin de remplir un peu plus les caisses du patronat, et à ne rien laisser à leurs enfants, contrairement à nos anciens qui se sont battus pour nous ?

Alors, va-t-on les plaindre ces « pauvres-riches » ? Ils sont une poignée, possèdent le monde, mettent les peuples en esclavage ! Va-t-on plaindre Arnault, Dassault, Lagardère, ou ceux du Medef …, les voyez-vous attristés et malheureux ? Alors qu'ici et ailleurs, des pauvres gens se battent désespérément pour survivre face à ces rapaces, face à ces requins. Toute cette clique qui veut nous faire croire que notre ennemi c'est le fonctionnaire, le pauvre, l'étranger, le chômeur, le précaire ou… notre voisin de palier ! Lors d'une grave crise comme celle du Covid que l'on a vécue en 2020, il est évident que l'économie, ce sont « les premiers de corvée » qui l'ont faite tourner, ce sont eux qui produisent et qui consomment, « les premiers de cordée » encaissent les profits, spéculent, planquent leur argent dans les paradis fiscaux... Le magazine britannique Financial Times a publié en 2021 une étude démontrant que 80 % de la richesse des milliardaires français étaient dues à l'héritage. Cela classe notre pays premier en proportion de la fortune héritée. En dehors de l'héritage, nos grandes fortunes ont eu la formation qui garantit réseau et

connaissance des rouages du monde politico-économique et l'argent nécessaire pour « se lancer » dans les affaires.

La loi du Marché :

D'après un article de Bob Herbert [15] paru dans le « New-York-Times »

Ces dernières années nous avons passé notre temps à distribuer de l'argent aux riches afin qu'ils soient plus riches. Nous avons donné tout ce qu'ils voulaient aux banques et aux grosses entreprises. Nous avons appauvri les pauvres pour qu'ils deviennent plus pauvres. Nous avons étranglé économiquement les classes moyennes et endetté la nation. Cela, nous l'avons parfaitement réussi ! Alors que les familles de salariés arrivent difficilement à joindre les deux bouts, et voient sans cesse diminuer leur pouvoir d'achat, des petits malins se partagent des milliards d'euros de bonus, en contrepartie de bien peu de contraintes. Chaque jour des millions de travailleurs se battent pour garder leur emploi et conserver un toit sur la tête de leur famille. Ceci est la loi du marché !

Alors que certains sont obligés de dormir dans leur voiture, et manger de la nourriture de deuxième zone, la presse people se réjouit des commandes record de champagne et de caviar qui n'est ni plus ni moins qu'une arrogante provocation en direction de tous ceux qui souffrent, et la population reste anormalement passive face à ce scandale. Sommes-nous définitivement domestiqués ? Les escrocs du secteur financier, qui ont mis l'économie à genoux, poussent des hauts-cris lorsqu'on évoque la perspective de règlementer les marchés. Leurs extravagantes prises de risque leur rapportent des avantages extraordinaires, des chèques de paie de plusieurs millions

d’euros et des maisons grandes comme des châteaux. Mais le Public doit être là pour les aider lorsqu’ils sont en difficultés.

Il existerait des entreprises que l’on doit sauver à tout prix, même si cela fragilise les finances de l’État et met en péril le niveau de vie des gens ordinaires. L'expression « Too Big to Fail », trop grandes pour faire faillite, signifie que certaines entreprises sont jugées par l’État trop grosses pour les laisser faire faillite, et donc ces très grandes entreprises pensent qu’elles peuvent faire « n’importe quoi », car l’Etat sera toujours là pour les sauver. C’est sans doute ce que les libéraux appellent « prendre des risques » ! Quel sens tout cela a-t-il ? Si une société doit être sauvée avec de l’argent public alors qu’elle revienne au public : nationalisons-la, ou mieux, socialisons-la ! Plutôt que de continuer à donner de l’argent à des entreprises qui licencient et délocalisent, aidons les salariés qui le désirent à les reprendre en autogestion. Instaurons une échelle de salaire décente. Ne laissons pas des sociétés devenir plus riches que les Etats, car c’est la porte ouverte à la corruption, et les gouvernements deviennent leur vassal. Notre président est, en fait, le fondé de pouvoir des multinationales, il est loin d’être le président de tous les français.

Nous ne pouvons pas continuer à transférer la richesse de la nation à ceux qui sont au sommet de la pyramide économique – ce que nous avons fait depuis environ trente ans – tout en espérant qu’un jour, peut-être, les avantages de ce transfert se manifesteront sous la forme d’emplois stables et d’une amélioration des conditions de vie de millions de familles qui luttent pour y arriver chaque jour. Cet argent n’atteindra jamais le bas de la pyramide. Nous sommes fous de continuer à y croire. Il faut instaurer des règles, le capitalisme prospère sur l’absence de règles. En 30 ans ce sont 10% du PIB qui sont passés de la poche des salariés à celle des actionnaires : près de 200 milliards d’euros par an qui sont détournés dans les

caisses de ceux qui ne travaillent pas au détriment de ceux qui se lèvent tôt.

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches » … Victor HUGO

(1) Le Monde Diplomatique, le 26/02/2014 « Les entreprises ne créent pas l'emploi ». (2) Le Monde Diplomatique, janvier 2008 : « Partage des richesses, la question taboue ». (3) Regard.fr,04/12/2013 : « Le temps des rentiers ». (4) CADTM, le 08/10/2018 : « Crise de 2008 : la vraie facture laissée par les banques à la France ». (5) Alternatives Economiques. « Les aides publiques aux entreprises : probablement plus de 200 milliards par an ». Le 08/10/2019. (6) Actu-Juridique.fr, « Le délicat chiffrage de la fraude fiscale ». Publié le 24/01/2020. (7) Ouest-France, « 11 300 milliards de dollars : que représente le montant de l'évasion fiscale des Pandora Papers ? », publié le 5 octobre 2021. (8) Le Monde, « Bilan Hollande : le scandale du Crédit Impôt Recherche » le 13/12/ 2016. (9) Le Monde, « Le clan Arnault ou la fabrique des héritiers ». Publié le 26 juillet 2021. (10) Forbes, le 10/08/1922 : « Classement exclusif milliardaires 2022 : Elon Musk est l'homme le plus riche du monde devant Jeff Bezos, le Français Bernard Arnault en troisième position ». (11) Ouest France, le 05/07/1923 : « Le montant du patrimoine des 500 plus grandes fortunes atteint des sommets en France ». (12) Alternatives Economiques, le 16/01/2023 : « Inégalités, Rapport Oxfam : tout roule pour les milliardaires ». (13) France-info. Le mot de l'éco, le 13/10/2018 : « Le CICE : un coût pour les finances publiques mais peu d'effets sur l'emploi ». (14) Rapports de Force, le08/01/2020 : « Niches sociales : le patronat doit 10 milliards d'euros à la caisse des retraites ». (15) Mediapart, le 06/11/2009« Cessons de nous ruiner pour sauver les riches, par Bob Herbert ».

Violence et insécurité

Plus on te parle de sécurité, et plus tu te sens en insécurité.
Normal, c'est la preuve que les médias font bien leur job !

Posons les faits :

Dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le droit à la sécurité est la protection des individus contre les arrestations et les emprisonnements arbitraires de l'État, dans le but d'assurer leur liberté. Aujourd'hui, ce qu'on appelle le droit à la sécurité, c'est plutôt l'instauration d'un État arbitraire et policier, qui va précisément restreindre nos libertés ! C'est le monde à l'envers ! Les médias adorent nous parler de la radicalité des « black block » ou de « l'ultra gauche », alors que ceux qui se sont les plus radicalisés ces dernières années, ce sont les gouvernements, les actionnaires, les détenteurs du capital !

Nos éditorialistes et nos journalistes approuvent et soutiennent les excès des manifestants quand cela se passe dans des pays qui n'adoptent ni nos façons de penser, ni nos critères économiques. Là-bas, loin de nos frontières, ils comprennent et encouragent les violences commises contre les policiers, alors qu'ici ils s'en offusquent et les condamnent, pour plaire à leurs patrons milliardaires. En vérité, ces gens-là sont déconnectés des réalités, bien à l'abri dans les beaux quartiers, la violence leur fait peur, le peuple leur fait peur, et quand on a peur du peuple c'est que l'on n'est pas à l'aise dans ses baskets. Le parler, l'aspect, les gestes du peuple font peur à ces personnes qui ne reculent pas devant un procès en diffamation pour quelques mots, mais qui trouvent normal qu'un président de la république (Hollande) traite les pauvres de « *sans-dent* » ou qu'un autre (Macron) les qualifie de « *gens qui ne sont rien* ».

Elle se trouve où selon eux, la frontière entre l'insulte, le mépris et la normalité ?

Le discours sécuritaire permet aux classes dominantes de mener une politique d'agression inouïe contre les classes populaires, en se présentant sous un visage protecteur et universaliste. Parler de lutte contre l'insécurité, c'est essayer de construire une représentation rassurante du pouvoir en place pour justifier toutes les régressions sociales et démocratiques par la nécessité de vaincre les ennemis de la liberté et de la sécurité. Ce discours bien-pensant permet de passer sous silence la violence actionnariale qui, pour gonfler les dividendes, n'hésite pas à jeter des milliers de familles à la rue.

Voici une citation d'un archevêque catholique brésilien, Hélder Pessoa Câmara [1], connu pour sa lutte contre la pauvreté dans son diocèse et dans le monde : « *Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés. La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première. La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres. Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue*. »

Quant à savoir s'il faut rallier la police par des appels « *la police avec nous* », je pense que c'est peine perdue, car la majorité de ces personnes a un mode de pensée façonné par l'institution et facilité par le recrutement qui se dégrade [2]. Dans les manifs, certains scandent « *police nationale, milice du capital* », c'est, sans doute, plus conforme à la réalité. Mais je ne peux quand même pas imaginer que la seule ambition des personnes qui

s'engagent dans les forces de répression soit de servir les plus riches, de « casser » du manifestant ou de dégager manu militari les salariés qui occupent leur usine pour essayer de sauver leurs emplois. Comprennent-ils qu'ils ne sont pas au service exclusif des milliardaires qui nous gouvernent ? Savent-ils que s'ils continuent de la sorte, le sentiment anti-flic va créer une cassure définitive entre eux et le reste de la population ? Tous les citoyens ont besoin d'une police qui les protège, qui les écoute, pas qui leur fasse peur. Enfin, la meilleure des sécurités c'est d'avoir l'assurance de vivre dignement tout au long de sa vie, de pouvoir se soigner et éduquer ses enfants gratuitement. La pauvreté, la précarité, la destruction de notre modèle social sont les principales causes de l'insécurité.

Au-delà d'une rhétorique qui peut paraitre théorique il y a un aspect de l'insécurité qu'il ne faut pas négliger, c'est le sentiment d'insécurité lié aux conditions d'existence d'une grande partie de la population. Ce sont principalement les classes populaires qui sont confrontées à l'insécurité quotidienne et aux actes d'incivilités qui conduisent à un ras le bol. Pour beaucoup coincés dans leur vie qui n'a rien d'un feuilleton à l'eau de rose de TF1, ces questions sont importantes et augmentent leur sentiment de mal être et de délaissement. Pour pouvoir parler luttes des classes il faut commencer par régler les problèmes basiques afin d'être entendu sur le reste. C'est exactement la même chose pour beaucoup de sujet, comme l'écologie par exemple, celui qui a un salaire de misère, qui vit dans un logement insalubre, qui n'arrive pas à se soigner, à se chauffer ou à se nourrir correctement, n'en a rien à faire de l'écologie.

Vidéosurveillance, démocratie et totalitarisme :

Ceux qui sont favorables à la vidéo surveillance se justifient souvent en disant : « *ça ne me gêne pas, je n'ai rien à cacher !*

», j'ai envie d'ajouter : « *pour le moment* ». C'est aussi ce que j'aurais pu dire il y a 30 ans quand je pensais que l'on allait vers une société plus ouverte, plus juste, mais, vu la dérive des gouvernements successifs : casse sociale, baisse des salaires, inégalités croissantes, justice à 2 vitesses, augmentation continuelle du chômage, diminution des allocations chômage, casse des retraites, précarisation accélérée, la grogne va monter, légitimement, inexorablement, pour finir par une insurrection ou une révolte, puisqu'apparemment faire grève et descendre dans la rue sont de moins en moins efficaces. Et à ce moment-là, comme toutes les mesures de surveillance « pour notre sécurité » auront été mises en place, tous ceux qui grogneront un peu trop fort : hop ! arrêtés, emprisonnés ! Même écrire un article de ce genre sera dangereux. Il n'y a qu'à regarder ! loi HADOPI, fichier STIC, fichier EDVIGE, fichage ADN, les conversations dans le métro qui peuvent être écoutées, caméras partout, pouvoir renforcé pour la police, passeport biométrique, le suivi par téléphone portable et carte bancaire … l'étau se resserre doucement mais surement. Parce qu'une fois que le piège se sera refermé, vous n'aurez plus que vos yeux pour pleurer ... On a créé en France et en Europe une société contrôlée, surveillée, comme jamais dans l'histoire, sur des faux prétextes de sécurité. Et si en Allemagne de l'Est la Stasi empilait les dossiers sans avoir le temps et les moyens de tous les consulter, maintenant avec l'informatique, on peut. Jamais les libertés individuelles n'ont été aussi menacées ... C'est la tendance globale : surveillance, contrôles tout azimut ... pour notre sécurité. C'est un marché de dupe, car lorsque l'on est prêt à vendre sa liberté pour plus de sécurité, au final on n'obtient ni l'un, ni l'autre !

A quoi servira d'être en sécurité quand nous n'aurons plus aucune liberté. Nous devenons une société de moutons, peureux et tremblotants. Il me semble intolérable l'idée qu'une telle pratique se généralise. Le monde est malade, et s'enlise lentement dans une paranoïa collective. Tout maitriser,

contrôler, quantifier, est-ce le seul objectif que peut nous apporter la société ? Les caméras ne sont pas là pour notre sécurité, elles sont là pour nous surveiller. Aucune caméra n'empêchera un Kamikaze de se faire sauter dans la foule, aucune caméra n'empêchera un malade de sortir un couteau de sa poche et de vous en frapper. Par contre, elles peuvent facilement relever votre plaque d'immatriculation et vous mettre un PV si vous ne respectez pas « les règles » ! Les caméras sont efficaces quand il s'agit de vidéo-contravention. Les caméras sont là pour vous surveiller et vous sanctionner. D'ailleurs, Nice, la ville la plus « super vidéo surveillée » de France n'a pas pu empêcher l'attentat du 14 juillet 2016 sur la promenade des anglais.

Pour ma sécurité je préfère avoir affaire à des hommes plutôt qu'à des machines qui contrôlent bêtement notre vitesse ou nos défauts de stationnement, arbitrairement sans aucune nuance, sans aucune humanité. Je souhaite pouvoir m'adresser à des policiers formés, auxquels je n'ai pas peur de parler, des « gardiens de la paix », et non point les « forces de l'ordre » qui répriment les salariés, les pompiers ou les infirmières, tous ceux qui viennent pacifiquement manifester pour défendre leur travail, leurs conditions de vie et l'avenir de leurs enfants. Ces hommes-là sont effectivement plus dangereux que des machines avec l'intelligence en moins. Alors avant de dire : « *ça ne me gêne pas, je n'ai rien à cacher* », réfléchissez ; demain avec l'avènement d'un régime encore plus totalitaire, vos enfants ne seront-ils pas en insécurité totale à cause de ces moyens de surveillance, où toute rébellion pacifique ou violente sera immédiatement matée. Car dans tous les régimes, totalitaires ou non, personne n'a rien à cacher, tant que l'on est dans les clous et que l'on ne conteste pas les décisions qui sont prises. Mais peut-être que dans un avenir plus ou moins proche, la situation peut encore se dégrader davantage, et vos enfants ou vos petits-enfants ne supporteront pas ce que vous, vous

supportez avec docilité de votre plein gré ou par habitude …1984 [3], c'est pour demain !

Management, la violence du harcèlement :

Dans « libre d'obéir » publié aux éditions Gallimard, Johann Chapoutot démontre que le management, n'est pas neutre. C'est Bad Harzburg, un ancien fonctionnaire de la SS qui termina la guerre avec le grade d'Oberführer (général), qui forma après-guerre un institut de formation au management, qui accueillit au fil des décennies l'élite économique et patronale de la République fédérale d'Allemagne : plus de 600 000 cadres issus des principales sociétés allemandes y ont appris, grâce à ses séminaires et à ses nombreux manuels à succès, l'organisation hiérarchique du travail par définition d'objectifs en demeurant libre de choisir les moyens à appliquer pour y parvenir. Passé les années 1980, d'autres modèles prendront la relève dans la façon de « gérer » les hommes et les femmes afin d'obtenir le maximum de rentabilité.

Du paternalisme au management cool qui flatte les égos, il en existe plusieurs sortes. Ici, je vais te parler d'une forme particulièrement pernicieuse. Pour rappel, les techniques de management mises en place à France Telecom ont conduit 58 personnes [4] au suicide. Le harcèlement est devenu une méthode de management, isoler les individus, supprimer leurs repères, enlever leurs habitudes pour pouvoir ensuite les reformater aux nouvelles méthodes de l'entreprise. Un système qui dévoie les mots et manipule l'inconscient des travailleurs. Les salariés, ces variables d'ajustement deviennent des collaborateurs, et les plans de licenciement prennent le joli nom de plan de sauvegarde de l'emploi. C'est l'ère de la communication instantanée, avec bien sûr des mails froids, impersonnels et d'où toute politesse a disparu. Ce système de communication dans l'urgence oblige le personnel à être plus

réactif, à poser moins de questions, court-circuite souvent les cadres intermédiaires.

La restructuration des services par la mise en compétition et la concurrence des salariés permet sous couvert d'une pseudo convivialité, de supprimer les pauses à la machine à café, ou les bavardages à la photocopieuse. Notre taux de productivité est l'un des meilleurs au monde [(5)], mais cela ne suffit pas aux actionnaires. Il faut que l'on produise à 100% ; finies les petites coupures qui permettaient de décompresser. Lorsque le salarié arrive à saturation, la dépression le guette, allant parfois jusqu'au suicide ! Si avant de se suicider, le salarié « suicidait » d'abord deux ou trois personnes de sa direction responsables de cette situation, le problème serait pris beaucoup plus au sérieux. Mais tant que ce ne sont que les sans grades qui meurent, cadre ou ouvrier, nous sommes tous des sous-fifres du système ! Chaque salarié a besoin de reconnaissance, de sécurité et de communication, ainsi que de comprendre ce qu'il fait. A la place de cela, tout est mis en place pour lui faire perdre sa dignité et le placer dans l'insécurité de l'avenir par un chantage permanent. Il faut être le meilleur à son poste sinon … Dans un tel contexte, des petits chefs sans envergure peuvent faire ressortir leurs plus mauvais instincts avant d'être eux-mêmes broyés par le système.

Lors de restructurations les cabinets conseil ou d'audit préviennent qu'il ne faut pas surestimer la phase de révolte du salarié, qu'après une période de dépression le salarié acceptera le changement. Ces spécialistes préconisent aussi la technique dite de « La Consultation » au sein des entreprises. Pour donner l'impression d'une écoute, les dirigeants peuvent demander aux cadres, ou parfois, à l'ensemble des salariés de s'exprimer. Mais cette démarche est destinée à donner l'illusion d'une concertation en donnant de l'espoir, puis de faire perdre de l'énergie à la majorité des participants, car à la fin le plan prévu par les dirigeants se mettra en œuvre. Ces réunions

servent aussi à débusquer « les brebis galeuses » ; ceux qui ne rentrent pas dans le moule et qui risquent de contaminer leurs collègues feront l'objet de traitement particulier, les techniques d'isolement, de persécution, et punitives seront largement utilisées.

Certaines entreprises, sont de véritables zones de non droit, la destruction du code du travail et la dégradation des conditions de travail précarisent les salariés et les soumettent à une pression continuelle [(6)]. Ce que nous n'accepterions pas dans la vie de tous les jours nous le supportons au travail. Nous nous vendons jour après jour pour un salaire qui nous permet parfois juste de survivre, dans des conditions humaines et sociales souvent déplorables. Sans salarié, aucune entreprise ne peut fonctionner, alors que des entreprises fonctionnent sans patron, les coopératives ouvrières, les scoops et les différentes expériences d'autogestion le prouvent. Malheureusement le système capitalisme n'aime pas les contre-modèles, et si l'expérience prend de l'ampleur, il cherchera à les mettre en difficulté d'une manière ou d'une autre. Il ne peut pas laisser prospérer de « mauvais élèves », ça risquerait de donner des idées à d'autres. Ce qu'il nous manque c'est de la volonté et de l'audace, ils pensent nous avoir définitivement domestiqués ! Pour cela ils nous endettent, nous abrutissent avec leur télé et leurs émissions débilitantes et nous parlent sans cesse d'insécurité… il est vraiment temps d'agir !

Violence terroriste contre violence structurelle :

En 1940, les terroristes pour le régime de Vichy, c'étaient ceux qui se battaient contre l'occupant allemand, lequel pouvait s'appuyer sur une police française zélée au service de la France et du Reich. A la libération, le général De Gaulle a salué la bravoure de cette police, qui s'était découverte une âme de résistant dans les derniers jours de la guerre. Le reste du

temps, cette police a docilement servi un régime fasciste en pourchassant « les terroristes communistes », et en arrêtant des juifs. Pas de quoi émouvoir notre bon général !

Dans les années 1970-80, la bande à Baader en Allemagne, les Brigades Rouges en Italie et Action Directe en France étaient des organisations que le pouvoir taxait de terroristes parce qu'elles s'en prenaient aux symboles de ce pouvoir et ciblaient des personnalités représentant ce pouvoir, dans le but de détruire la société capitaliste. Leurs revendications et leurs actes faisaient peur à nos dirigeants qui ne se sentaient pas en sécurité. Ces groupes ne visaient jamais des civils innocents contrairement aux terroristes islamiques d'aujourd'hui. Aujourd'hui, nos dirigeants n'ont rien a craindre des attentats, leur vie n'est pas directement menacée et cela fait une grosse différence. Le résultat des attentats aveugles fait régner la peur dans la population et la méfiance entre communautés, ce qui permet au gouvernement de voter des lois liberticides, de faire vibrer la fibre patriotique et d'appeler à l'union nationale. Cela permet de focaliser l'attention des citoyens sur la sécurité et passer sous silence la violence du système qui s'attaque à chaque aspect de notre vie quotidienne.

La violence structurelle du système dans lequel nous vivons permet à des gens qui ont déjà de quoi vivre dix mille ans de licencier des personnes qui n'ont que leur salaire pour palier à leurs besoins quotidiens. Licenciement qui sera cause de divorces, de suicides, de divers drames familiaux, et qui détruira psychologiquement des enfants qui lâcheront l'école, et qui pour certains tomberont dans la drogue et la délinquance. Cette violence structurelle qui dépossède les plus vulnérables des biens communs et indispensables comme la santé ou l'éducation, et qui n'hésitera pas à chasser des individus de leur logement pour finir dans la rue.

Cette violence structurelle qui protège les exactions des forces de l'ordre et transforme les victimes en coupables. Cette police, dont une partie fait office de force répressive pour protéger les intérêts du capital. La violence structurelle des politiques et des médias qui, à force de propagande, persuadent qu'il n'y a pas d'autres modèles économiques que celui dans lequel nous vivons, et tournent en ridicule quiconque ose remettre en cause cet état de fait. Ce système qui culpabilise les plus pauvres en les accusant d'être les seuls responsables de leur situation.

La violence terroriste de type djihadiste religieux et la violence structurelle de la société n'ont qu'une seule cible, les populations, le peuple, les sans grades. Ces deux types de violence épargnent soigneusement les classes dirigeantes, les plus riches, c'est-à-dire tous ceux qui au final sont les véritables responsables de ces violences. D'ailleurs, j'ai l'impression, que l'Etat met beaucoup moins de vigueur à combattre le terrorisme de groupes djihadistes qu'il n'avait mis de moyens pour mettre fin aux agissements d'Action Directe [(7)]. Le point commun entre ces différents types de violence, c'est qu'elles permettent aux classes dirigeantes de voter des lois pour limiter la liberté au nom de la sécurité. Mais rappelez-vous *« celui qui préfère la sécurité a la liberté aura tôt fait de perdre les deux ! »*

Notons, que nous entretenons de très bonnes relations avec des pays du Moyen Orient qui sont soupçonnés de financer des groupes extrémistes, d'exporter et de diffuser les doctrines [(8)] salafistes et wahhabites. Par contre, notre diplomatie est beaucoup plus agressive envers des pays qui mettent en jeu nos intérêts stratégiques ou remettent en cause notre modèle économique. Et peu importe que dans ces pays le terrorisme islamique n'existe pas, s'il le faut, on le leur importera !

Mais au final, ce n'est pas le terrorisme, si sanglant qu'il soit, qui menace la planète, qui force les populations à se déplacer pour échapper aux sécheresses ou à la montée des eaux. Ce

n’est pas le terrorisme qui est la cause d’un continent de plastique au milieu de l’océan, qui fait disparaitre des espèces animales et végétales, qui plonge des millions d’habitants dans la précarité la plus absolue, qui est responsable de la famine dans le monde. Non, nous connaissons les coupables, nous avons leurs noms et leurs adresses…

« *La question n’est pas de savoir pourquoi il y a des gens qui jettent des pierres sur la police, mais de savoir pourquoi il y en a si peu* » … Wilhelm REICH (1897-1957)

(1) Dom Helder, est une des grandes figures fondatrices de « la théologie de la libération » des années 1960/70 : « l’Eglise des pauvres au service des pauvres », à laquelle adhéraient de nombreux prêtres et évêques du continent. Ils participèrent aux luttes populaires, et au rejet des dictatures militaires mises en place par les Etats-Unis. Le vilain archevêque « rouge » se heurta au très anti-communiste pape Jean-Paul II qui nomma pour lui succéder José Cardoso Sobrinho. Ensemble, ils s’acharnèrent à détruire tout ce qu’avait mis en place dom Helder. L’Eglise progressiste latino-américaine fut reprise en main, cassée, affaiblie, réprimée, par le Vatican. On se souvient de la scène à Managua, de Jean Paul II menaçant dès sa descente d’avion le prêtre et poète, et ministre sandiniste, Ernesto Cardenal. (2) La Croix, le 07/03/2021 : « Les recrues de la police ont un plus faible niveau qu’avant ». (3) Livre dans lequel George Orwell décrit une société totalitaire à l'extrême basée sur l'ignorance, une société où la violence et le mensonge prévalent, où ce que l'on croit est plus important que la vérité. (4) Editions Législatives, le 23/04/2019, « Suicides de France Télécom : les syndicats attendent la reconnaissance d'un harcèlement moral généralisé ». (5) Le Monde, Blog de Thomas Piketty,le 05/01/2017 « De la productivité en France et en Allemagne ». (6) Novethic.fr, le 16/03/2023, « Santé mentale : un salarié sur deux en situation de détresse psychologique ». (7) France Info 3 centre val de Loire. Le 10/12/2018 : « Action Directe, raconté par Jean-Marc Rouillan, libre de parole. ». (8) L’express, le 22/05/2003 : « Wahhabisme et salafisme ».

Nazisme et communisme, attention aux amalgames

Tu as surement entendu dire, Hitler et Staline c'est pareil. Les soviétiques auraient passé un pacte avec les allemands, et c'est à cause d'eux qu'il y a eu la guerre. Tu as surement dû voir à la télé des documentaires sur la seconde guerre mondiale où l'on omet de dire certaines choses et où l'on s'appesantit lourdement sur d'autres. Tu ne trouves pas qu'il serait intéressant de voir la guerre du point de vue soviétique, par exemple, afin de faire des comparaisons ?

Partir sur de bonnes bases :

Porté par une vague d'anticommunisme primaire, il est de bon ton, maintenant, dans certains milieux, d'amalgamer le nazisme au communisme. Certains nombres de pays européens ont interdit l'utilisation de symboles nazis et communistes. Mais ne nous y trompons pas, ceux qui entretiennent ces amalgames sur ces idéologies sont souvent plus tolérants avec la première qu'envers la seconde, et eux ne les confondent pas. Le communisme est un mode d'organisation sociale basée sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échanges, au profit de la propriété collective, avec pour objectif l'épanouissement de l'individu sans distinction de race ou de classe sociale. Je pense que ce système n'a encore jamais été réellement mis en place, pour diverses raisons, malgré quelques tentatives après la révolution bolchevique de 1917. Le parti nazi, lui, est un parti à idéologie raciste avec un classement des races dominées par la race aryenne, qui considère les slaves comme des sous hommes, et un antisémitisme fort. C'est un parti clairement anti-communiste. Les militants et sympathisants communistes ont été déportés,

leurs livres brûlés et interdits. Le parti nazi s'appuie sur le grand capital pour mener à bien ses objectifs.

Les seules similitudes que l'on peut trouver entre le régime nazi et le régime soviétique, c'est un état fort et un système de surveillance policière très présent. Cela pour des raisons totalement différentes, le nazisme par peur d'une révolution communiste, le communisme pour se protéger des puissances étrangères qui veulent déstabiliser le pays et renverser le régime. Mais les similitudes s'arrêtent là : car malgré un discours presque révolutionnaire et surtout anti-bourgeois, une fois le parti nazi au pouvoir, le rapport à la propriété bourgeoise n'est pas modifié. Au contraire, la politique économique nazi favorise le patronat allemand, ce qui se traduit par un renforcement des grands groupes privés qui prennent une part active dans le pillage et l'exploitation des territoires occupés. Le communisme est clairement anticapitaliste avec notamment la socialisation des moyens de production, et anti colonialiste, car en rejetant l'exploitation de l'homme par l'homme il refuse de fait l'exploitation d'une nation par une autre nation. Le nazisme et le communisme sont donc diamétralement opposés !

Après la première guerre mondiale, la crise économique amène Mussolini au pouvoir en 1919, et ce malgré une présence communiste non négligeable, puis la crise de 1929 amène Hitler au pouvoir en 1933. Comme en Italie, cette crise économique débouche sur une crise politique avec la montée des communistes d'un côté et celle de l'extrême droite nazie de l'autre. C'est cette poussée communiste qui explique, dans le cas de l'Italie et de l'Allemagne, l'appui des grands patrons industriels et des grands propriétaires terriens envers les partis de Mussolini et d'Hitler, qui les financent pour briser les grèves et les émeutes paysannes. La bourgeoisie allemande n'oublie pas sa peur engendrée par le mouvement Spartakiste [1]. Celle d'Italie craint les mouvements communistes et syndicaux. En France, les organisations d'extrême droite et les ligues

fascistes sont très nombreuses : les Croix de Feu, la Cagoule, la Solidarité française, Le Faisceau… Elles sont financées par de riches industriels, partisans d'un régime autoritaire visant à interdire toute contestation du pouvoir patronal.

Dans les deux cas, pour l'Allemagne et l'Italie, la révolution de 17 en Russie a été un détonateur, elle a effrayé la bourgeoisie qui sait que dans la population il y a beaucoup de mécontentement et d'aspiration à un monde meilleur. C'est cette peur qui fera que le grand capital favorisera la prise de pouvoir des régimes fascistes [42], en leur demandant de lâcher un peu de lest dans leur programme social afin de calmer un peu les ardeurs du monde ouvrier, tout en menant une répression contre les communistes et les syndicalistes. En Italie et en Allemagne cela se passe de la même manière : à la fois dans la légalité car ce sont des partis reconnus qui participent aux élections, et également dans la violence et la terreur contre notamment les communistes et les syndicalistes. Et ces violences ne rencontrent que peu ou pas d'opposition de la part des gouvernements en place. La bourgeoisie a choisi son camp.

En Russie, le pouvoir est pris par la force lors de la révolution d'octobre. L'objectif de base du parti bolchevik puis du PC en 1918 est de réaliser une société sans classe d'après les théories de Karl Marx. En 1921, l'Internationale communiste fédère des mouvements anticolonialistes et antiracistes [2] pour la libération des peuples opprimés et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Après des débuts encourageants et prometteurs, lorsque Staline arrive au pouvoir en 1928, le modèle socialiste est encore incomplet. Pour rattraper les pays capitalistes et faire face aux pressions et à l'ingérence occidentales, l'économie passe sous le contrôle de l'État et de grands travaux sont entrepris. De 1928 à 1941, les trois plans quinquennaux font de l'URSS une grande puissance industrielle, avec 12% de la production mondiale. Mais les

purges et le retour des goulags, héritage de la société tsariste, ternissent l'idéal communiste et donnent du grain à moudre à ses détracteurs, souvent au mépris de la vérité.

A une époque Karl Marx pensait qu'une révolution en Russie était vouée à l'échec. Plus tard, à l'analyse de l'évolution de la société russe, il la jugeât possible et probable. Toutefois, si lors d'un séjour en 1925 le pédagogue Célestin Freinet exprime son émerveillement devant les immenses progrès de la révolution, en 1935 Emma Goldman, écrivaine anarchiste déclarait après un voyage en URSS que le communisme n'existait pas en union soviétique. Malgré les diverses opinions, ce qui est sûr c'est que le rapport de force s'était inversé. En France, lors de la révolution bolchevique de 1917, les journaux parisiens titraient « *La racaille du ruisseau a pris le pouvoir à Moscou* », nos démocrates aiment beaucoup les peuples … quand ils savent rester à leur place !

Enfin, il faut rappeler que la jeune révolution a dû, dès les premiers jours, faire face à l'hostilité des puissances capitalistes ; de 1918 à 1922, craignant que le communisme ne se propage en Europe, les « Alliés » décident d'intervenir pour soutenir les Russes blancs contre-révolutionnaires. Les opérations impliquèrent les forces de 14 nations (France, USA, Angleterre, Japon, Canada, Italie, Estonie, Pologne...), les Allemands fournirent des armes et les Britanniques employèrent des armes chimiques développées pendant la guerre. Lorsque les « Alliés » se retirent, le combat continue sous d'autres formes, dorénavant, les puissances capitalistes aideront les « opposants » à commettre des sabotages, fomenter des troubles ou commettre des attentats. Ils financeront les partis d'opposition et des radios qui émettront depuis l'étranger. Les pays capitalistes ne laisseront jamais un pays suivre une voie différente que la leur, tout ce qui mettrait en danger la doctrine capitaliste doit être combattu. Aucun pays ne peut vivre comme il le désire sans l'autorisation des

puissances occidentales, mais l'occident doit cesser de penser qu'il est le centre du monde, les zones d'influence sont en train de se déplacer.

Réécrire l'histoire :

L'une des toutes premières études de l'IFOP, plus vieux institut de sondage français, a posé cette question à la fin de la Seconde Guerre mondiale et 70 ans plus tard : « *Quelle est, selon vous, la nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne en 1945 ?* » La Grande-Bretagne, les Etats-Unis ou l'URSS ? A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Français répondent [(3)] à plus de 60% que les Russes sont ceux qui ont le plus contribué à la défaite des Nazis. Les Etats-Unis et l'Angleterre ne recueillent respectivement que 20% et 12%. Soixante-dix ans plus tard, la réponse au même sondage donne des résultats totalement différents, l'opinion publique est complétement renversée, et c'est aux Etats-Unis avec 58 % que les français attribuent le rôle principal dans la défaite de l'Allemagne [(4)]. C'est vrai que le cinéma américain a revisité la seconde guerre mondiale avec contrevérité, inexactitude et même un certain charlatanisme qui a permis de refaçonner cette partie de notre histoire à la sauce hollywoodienne !

En 2020, lors de la commémoration du 8 mai marquant la victoire sur l'Allemagne Nazie, la Russie n'a pas été invitée, et l'URSS n'a simplement pas été citée, comme si elle n'avait pas participé au conflit ! Pourtant, sur les 60 millions de morts de cette guerre, c'est l'Union Soviétique qui a payé le plus lourd tribut avec 25 millions de victimes [(4)] ! Le total de morts pour les Etats-Unis s'élève à 418 500 et pour la France à 567 600. Mais quelle aurait été la position des USA, si Hitler, ne leur avait pas déclaré la guerre après le bombardement de Pearl Harbour par les japonais en 1941 [(5)] ? Les américains, à ce moment, n'avaient aucun intérêt à une guerre avec l'Allemagne [(6-7)].

Récemment un média américain a annoncé que c'était les troupes américaines qui avaient libéré Auschwitz, avant de s'excuser de son erreur. Mais que restera-t-il de la vérité historique dans 30 ans ? Il n'y a qu'à voir comment est présenté « le pacte germano-soviétique », et comment nous avons passé aux oubliettes les accords de Munich, signés entre Hitler et les britanniques, mais aussi entre Hitler et le gouvernement français. L'on a oublié que la Pologne s'était entendue avec Hitler pour récupérer une partie de la Tchécoslovaquie. Il est également mensonger, et manipulateur, de faire croire que les communistes français ne se seraient engagés dans la résistance qu'après l'entrée en guerre de l'Union soviétique (34). Bientôt l'on va nous faire croire que c'est Staline qui a déclenché la guerre. L'Union Européenne qui veut assimiler nazisme et communisme (8) est en train de réécrire l'histoire. Réécrire l'histoire (9) c'est l'un des préceptes fondamentaux des régimes totalitaires …

Les fameux 100 millions de morts :

Qui n'a pas entendu cette phrase : « *le communisme, c'est cent millions de morts !* ». Vous êtes-vous demandé d'où était issu ce chiffre, qui sonne plus comme un slogan publicitaire que comme l'aboutissement du travail d'historiens plongés dans les archives nécrologiques de l'humanité ? A la fin de la seconde guerre mondiale, le monde fut rapidement plongé dans ce que l'on appela « la guerre froide ». L'Est et l'Ouest s'opposaient diplomatiquement en Europe, et beaucoup plus violemment en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud où chacun essayait d'agrandir sa zone d'influence. Deux systèmes de pensée face à face, l'un ouvertement capitaliste et libéral, l'autre en recherche d'une société basée sur un système marxiste-léniniste. La puissance militaire russe empêchait l'Ouest de l'affronter directement, et les capitalistes occidentaux étaient contraints à de nombreuses concessions sociales pour éviter la

propagation des idées communistes. La possibilité d'un « autre monde » donnait de l'espoir à de nombreux travailleurs et refrénait la voracité du libéralisme… la chute de l'URSS a depuis libéré tout leur appétit qui se révèle aujourd'hui sans limite.

Apparemment, c'est lors d'un de ces nombreux sommets Est-Ouest en pleine guerre froide, qu'un émissaire américain, pour répondre aux soviétiques qui accusaient « les impérialistes de tous les maux », lâcha cette phrase : « *Vous n'avez aucune leçon à nous donner, le communisme c'est cent millions de morts* [10] *!* ». Il aurait pu se contenter de cinquante millions, comme il aurait pu également dire cinq cent millions, mais dans la joute verbale qui l'opposait à son homologue russe, il a dit cent millions. Ce chiffre a jailli comme ça, sans réfléchir, spontanément, et finalement cent millions ça ne sonne pas trop mal ! Ce chiffre a rapidement été repris pour devenir une vérité historique, et un puissant symbole d'anticommunisme primaire.

Ce chiffre, que l'on n'a pas à justifier, simple, que l'on retient facilement et qui fait froid dans le dos, ouvre la porte à des visions de tortures et d'exécutions, bref de massacres ! D'ailleurs tout le monde sait bien que les bolcheviques étaient des gens sans pitié qui égorgeaient les enfants comme le représentaient si bien les affiches de la propagande nazie ou du régime de Vichy. Les méchants ce sont eux, les gentils qui veulent le bien de l'humanité, c'est nous ! Et pour amener la liberté et la démocratie aux peuples opprimés, nous ne reculons devant rien : bombardements massifs, coups d'Etat, colonisation, occupation, arrestations, disparitions, tortures, tous les moyens sont bons pour garantir la loi du marché et de la concurrence libre et non faussée !

Cette fameuse phrase, « *le communisme c'est 100 millions de morts* », a été lâchée dans les années cinquante ou au début des années soixante, et depuis, les plus « obtus » essaient de

faire correspondre ce chiffre farfelu avec la réalité historique, en se référant également à des événements postérieurs aux années soixante ! Inlassablement ils tiennent les comptes, ajoutant, additionnant les morts qu'ils attribuent aux différents régimes communistes ou à ceux qu'ils considèrent comme tel. Je ne doute pas que ces rois du calcul arithmétique arrivent un jour ou l'autre à leurs fins, à moins qu'eux même ne meurent avant, victimes de leur acharnement et donc en quelque sorte victime du communisme !

Je ne sais pas combien de morts sont à mettre au crédit de « l'idéologie communiste [11] », qui est à dissocier du « régime soviétique » qui dès les années Khrouchtchev s'éloigne peu à peu du « Marxisme-Léninisme » et prépare les années noires de l'ère Gorbatchev-Eltsine [41], mais je suis certain qu'aucune pensée alternative ne fera autant de victimes que les religions ou le système capitaliste. La famine tue 16.000 enfants par jour – attention, je ne parle que de la famine et que des enfants ! – faites le calcul sur 1 an : plus de 500.000 morts… sur 20 ans : plus de 100 millions … pourtant, le communisme a disparu il y a plus de 30 ans, à qui donc attribuer ces morts, si ce n'est au seul système restant sur la planète : le capitalisme … Cortez et deux cents conquistadors ont conquis d'immenses territoires et asservi tout un peuple. Actuellement, quelques milliers de personnes exploitent et dictent leur loi à plus de sept milliards d'individus.

A propos du pacte Germano-Soviétique :

Le 30 septembre 1938, par les accords de Munich, Français et Anglais livrent à Hitler la Tchécoslovaquie. La Pologne, signataire d'un pacte de non-agression avec l'Allemagne en 1934, participe au démembrement de la Tchécoslovaquie et s'empare de la Silésie. Le 6 décembre 1938, le ministre des Affaires Etrangères du Reich, Ribbentrop vient à Paris pour

signer avec son homologue français, Georges Bonnet, un traité franco-allemand de bonne entente. Le 17 avril 1939, l'URSS propose un pacte d'assistance mutuelle Anglo-Franco-Soviétique. Moscou, conscient du danger, souhaite la reconstitution de l'alliance défensive automatique et réciproque de 1914. L'accord militaire doit également associer la Pologne et la Roumanie. Après bien des tergiversations la France et la Grande-Bretagne se décident enfin à envoyer des diplomates à Moscou. Ceux-ci mettent cinq jours pour arriver à Moscou et se présentent « les mains vides ». Français et anglais n'ont aucune intention d'établir une alliance avec l'URSS, le « cordon sanitaire » [38] antibolchevique de 1919 est toujours présent dans les esprits de Londres et Paris. Au final, les gouvernements français et anglais n'ont pas renoncé à détourner les appétits d'Hitler à l'Est : *« pour botter le cul aux bolcheviques* ». Cette parodie de négociation portera le nom de « La farce de Moscou ».

Au moment où s'ouvrent les négociations de Moscou, Londres engage des discussions avec Berlin. Bien que secrètes, leur existence n'en est pas moins connue des grandes chancelleries. Les Soviétiques sont naturellement au courant de ce double jeu, leur confiance en Londres et Paris ayant déjà bien été entamée à cause de la non-intervention en Espagne puis des accords de Munich. Les pourparlers Franco-Anglo-Soviétiques sont dans l'impasse alors que se profile une attaque imminente de l'Allemagne contre la Pologne. Le gouvernement polonais refuse l'aide soviétique, et le chef d'état-major général de l'armée polonaise déclare : *« Il ne saurait être question de permettre aux troupes soviétiques de franchir la frontière polonaise ».* Staline comprend alors qu'il n'y aura pas d'accord militaire avec les Français et les Britanniques et il sait que chaque jour qui passe peut déclencher une crise entre l'Allemagne et la Pologne dans laquelle l'Union Soviétique serait entraînée si elle ne consent pas à signer avec l'Allemagne un traité de non-agression. Staline est au pied du

mur : d'un côté la dérobade des occidentaux ; de l'autre l'imminence d'une guerre dans laquelle l'URSS peut être entrainée, sans soutien, alors que les Japonais, viennent d'attaquer la Mongolie avec laquelle Moscou a des accords militaires. Staline (12) sait que l'URSS n'est pas prête. La guerre civile et les interventions étrangères (13) suite à la révolution, les purges (14), les mauvaises récoltes (15) après les météos exécrables (16) des années 30 ont affaibli le pays et l'armée.

Définitivement persuadés que la Grande-Bretagne et la France ne veulent pas d'une alliance militaire, les dirigeants soviétiques signent à Moscou le 23 août 1939, un pacte de non-agression avec l'Allemagne, qui épargne l'URSS provisoirement. Staline a besoin de gagner du temps pour mieux préparer son pays à résister à l'invasion qu'il sait inévitable. Il a conscience des visées hitlériennes, et du besoin de l'armée allemande d'aller chercher à l'est les matières premières et les denrées qui lui manquent. Adolf Hitler veut également offrir au peuple allemand l'espace vital indispensable à son développement. Le 22 juin 1941, sous le nom de code « Opération Barbarossa », l'Allemagne nazie envahit l'Union Soviétique dans ce qui sera la plus grande opération militaire allemande de la Seconde Guerre mondiale. L'attaque de l'Allemagne et de ses alliés (43) regroupera plus de 3,5 millions de soldats.

L'annonce de l'accord Ribbentrop-Molotov bouleverse les opinions publiques et jette la confusion dans de nombreux partis communistes. Ce pacte a fait couler beaucoup d'encre. S'il y avait d'un côté deux personnages que tout opposait, politiquement et idéologiquement, n'oublions pas qu'en Angleterre, le parti fasciste fascinait jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir (35), et qu'en France une grande partie des élites avaient déclaré : « *Plutôt Hitler que le front populaire* (17) » ! Aux Etats-Unis, beaucoup parmi les dirigeants économiques et politiques trouvaient très sympathique ce « type » qui arrêtait

les communistes, mettait les syndicalistes en prison et faisait du bizness avec les entreprises américaines [39]. Pour le capital le fascisme n'a jamais été un ennemi.

Punir les mauvais élèves :

En 1945 la guerre a exténué l'URSS, causant plus de 25 millions de morts, détruisant 30% de son potentiel économique et laissant en ruine villes et infrastructures. Dans le même temps, la guerre a enrichi les USA, qui assurent 50% de la production industrielle mondiale en 1945. Ce rapport de force à fait que pendant que l'URSS essayait de se reconstruire, les USA en profitait pour lui mener une guerre économique et idéologique. Jusqu'à la fin, l'URSS a subi des attaques de la part de l'occident. Aucun pays ne peut prétendre à son indépendance politique et économique sans le consentement du monde occidental, et particulièrement américain. Tout système qui sera contraire au dogme du capitalisme sera combattu de toutes les manières possibles. Il ne faut pas que l'on puisse croire qu'un autre monde est possible, qu'il existe d'autres solutions que le modèle capitaliste. Car si un tel pays est capable d'améliorer le sort de sa population en suivant une autre voie, c'est de fait un très mauvais exemple.

On a diabolisé tous les pays, et particulièrement leurs dirigeants, qui voulaient vivre de manière différente. Blocus, sanctions, embargos, pressions, gel de leurs avoirs dans les banques internationales, et propagande médiatique à grande échelle, où tous les coups sont autorisés, les mensonges et les caricatures les plus honteuses permises. Dans la moindre émission anodine, film, série, programme de divertissement ou culturel, des petites phrases assassines sont prononcées, des allusions sont savamment distillées comme s'il s'agissait d'une vérité incontestable. Il est préférable de tuer toute initiative dans l'œuf en discréditant tout régime progressiste des pays du Sud,

en menant une campagne de désinformation. De telle sorte que lorsque l'on en viendra à des moyens plus violents, la population de nos pays aura été préparée [40] et trouvera l'intervention ou le coup d'Etat légitime. Les pays riches soutiennent sans problème des dictatures si ces dernières garantissent la sécurité de leurs investissements. Nos dirigeants champions de la liberté acceptent facilement l'asservissement des peuples à l'autre bout de la planète si l'intérêt de nos multinationales est menacé. A l'époque de la guerre froide et de l'URSS, lorsqu'un pays voulait s'émanciper et mener à bien des réformes sociales même modérées on l'accusait de servir de base au communisme et de mettre en danger le monde libre. Pour prouver sa bonne foi, ou il remettait en cause les avancées sociales accordées à sa population et se conformait à l'ordre établi, ou il subissait un renversement du régime en place par un coup d'Etat violent qui permettait de se débarrasser des « opposants ». Sa seule solution, s'il en avait le temps, était de se tourner vers les soviétiques pour demander de l'aide, et ainsi, malgré lui, il cautionnait de la sorte le discours occidental : il devenait un dangereux pays communiste !

Depuis 1945, les Etats-Unis ont utilisé tous les moyens [36], coups d'Etat et manipulation de la société civile, bombardements massifs et pressions diplomatiques, suppression d'élections et achat d'élus, tortures et assassinats, désinformation, trafic de drogue, terrorisme, pour empêcher toute transformation sociale dans des dizaines de pays du tiers-monde qui cherchaient à se libérer de l'oppression coloniale ou à mettre en œuvre des formes plus humaines de développement. En Asie, on a bombardé le Laos, le Cambodge, fait la guerre au Vietnam et fomenté un coup d'Etat en Indonésie pour exterminer les communistes [37]. On a fait disparaitre Sankara [18], Lumumba [19], Olympio [20] pour garder le contrôle sur l'Afrique. Et même en Europe où l'Italie risquait de devenir un mauvais exemple, des attentats furent commis

par des mouvements d'extrême droite, aidés par les services secrets et la CIA [21], et l'on a accusé l'extrême gauche [22]. De nombreuses personnes innocentes y ont perdu la vie au nom d'intérêts privés … pardon, au nom de la liberté et de la lutte contre le communisme !

Maintenant que la menace communiste a officiellement disparu, une nouvelle menace a surgi, mondiale, impalpable, invérifiable : le terrorisme. C'est au nom de la lutte contre ce fléau que l'on est intervenu en Afghanistan et que l'on a détruit l'Irak et la Libye, que l'on a malmené la Syrie. Pour défendre des intérêts stratégiques ou économiques il suffit de montrer du doigt tel ou tel pays en prétextant qu'il finance le terrorisme. Mais, est ce que l'Etat Islamique ou Al-Qaïda aurait vu le jour si l'on n'était pas venu déstabiliser certains pays ? Pour vivre en paix, les pays doivent montrer « patte blanche » envers le système capitaliste, sinon les médias s'acharnent sur leur gouvernement par des informations partisanes et en déformant la vérité. Les tentatives de déstabilisation de ces pays sont inévitables, dès qu'un gouvernement s'éloigne du dogme capitaliste ou qu'il représente une menace du point de vue géostratégique.

On diabolise l'Iran, le Venezuela ou la Coré du Nord, mais dans quel but ? Parce que l'on voudrait le bonheur de leur population ? Ok, alors toutes les guerres et coups d'Etat dont je vous parle, les dirigeants que l'on assassine, c'est pour le bien de qui ? Des populations ? Vous en êtes sûr ? Et que pensez du blocus de Cuba depuis 1962 ? Cuba qui n'a aucune matière première, une population de 11 millions d'habitants, dont les enfants sont scolarisés et soignés gratuitement. Cuba, contre qui à la moindre occasion les médias mainstreams déversent leur fiel. Ce pays, privé de tout échange par un embargo permanent, est critiqué pour son manque de liberté ! Ce pays en guerre permanente, soumis à des actes terroristes réguliers et étranglé économiquement, devrait être un modèle de démocratie ! Il aurait été beaucoup plus facile pour ses dirigeants de collaborer

avec les USA, de profiter des retombées, et d'accumuler des milliards dans des paradis fiscaux au détriment de la population. On ne peut laisser se développer des régimes plus justes dans des pays dits pauvres, car si ces pays peuvent améliorer le sort de leur population, comment des pays dits riches ne le pourraient-ils pas ? Quand pourrons nous avoir une information objective sur un pays dont on n'approuve pas les choix économiques et politiques ?

Mais à quel prix ?

Les révolutions russes et chinoises ont permis, en 70 ans, de faire passer ces pays directement d'un système quasi féodal au statut de puissances mondiales. Ils ont permis à leur population d'apprendre à lire et à écrire. Grace à Lénine et ses collaborateurs, la journée de travail de 8 heures a été instaurée, les femmes ont été mises sur un pied d'égalité avec les hommes, tous les travailleurs ont obtenu des congés payés et les mères ont bénéficié d'un congé de maternité, ce qui est encore impensable aujourd'hui dans de nombreux pays. Les gens ont également obtenu le droit au travail, à l'éducation gratuite et aux soins médicaux. Quel autre système en est-il capable dans un laps de temps aussi court ? Pour cela il a fallu une volonté politique et mobiliser des moyens immenses. Les puissances occidentales, elles, n'ont jamais accepté un mouvement politique qui rejette le capitaliste et qui lutte contre le colonialisme [(23)]. Et comme il est difficile de nier que ces révolutions ont amélioré le sort des populations concernées, alors on a minimisé leur importance en posant cette question : « *oui, mais à quel prix ?* » Tout est dans l'art de la communication [(24)] ! Le sort des populations importe peu à nos démocrates quand est en jeu l'accumulation du profit capitaliste, mais il devient soudain prioritaire si ces populations choisissent de mauvaises orientations politiques qui empêchent les actionnaires, les capitaines d'industrie, les banquiers et les

grands propriétaires de se remplir les poches. Se sont-elles inquiétées du sort des populations lorsque les grandes révolutions industrielles d'Angleterre, puis d'Europe ont permis à ces pays de dominer le monde ?

Il suffit de lire Charles Dickens ou Jack London pour découvrir le sort pitoyable, misérable, dégradant, de ces population livrées pieds et poings liés à leurs exploiteurs et privées de tout recours face à une justice au service exclusif de la classe dominante ? Se sont-elles inquiétées des crimes, des tortures, des viols, des assassinats de masse commis dans les colonies d'Afrique et d'Asie pour piller ces pays au profit de l'aristocratie et de la bourgeoisie européenne ? Mais par contre, ces vils profiteurs ont tôt fait d'ignorer et de dénigrer les bienfaits et les avancées des révolutions bolchevique et chinoise en distillant cette petite phrase : « *mais à quel prix ?* ». Quand les populations meurent sous le joug colonial ou à cause, du système capitaliste, le prix importe peu, mais dans un pays aux relents communistes, alors là, le moindre mort, la moindre exaction devient aussitôt un crime contre l'humanité et une atteinte aux droits de l'homme ! Et nos médias distillent la bonne parole *« ils ont peut-être fait des avancés, mais à quel prix ?* » Mème des gens prétendument de gauche crient aux loups au côté de nos « bons » capitalistes et occultent l'histoire au profit de reportages télé et des commentaires de pseudos-journalistes ... sommes-nous devenus complétement idiots ?

On a tellement caricaturé le communisme, on nous a tellement appris à répéter que le communisme c'est mal, que souvent l'on s'interdit même à chercher ou à penser à un autre système économique que le libéralisme, dont les médias font la propagande depuis 50 ans. Nous protégeons notre confort mental sans nous poser trop de questions ni chercher à savoir s'il n'y aurait pas mieux que ce que l'on nous vend. Peu à peu nous avons intériorisé qu'en dehors du système capitaliste il n'existe rien, un peu comme s'il était de facture divine, qu'il était

né avec l'homme et qu'il avait toujours existé. Avez-vous lu Marx, Gramsci, Babeuf, Proudhon, Bakounine, Jaurès, Rosa Luxembourg, … ? Avez-vous essayé de lire et d'écouter des économistes, des intellectuels différents, dont les analyses tendent à dépasser le modèle capitalisme ? Avez-vous réfléchi à un monde plus juste, qui ne serait pas fondé sur l'argent et des intérêts particuliers ? Est-ce que l'analyse du monde et de la société qu'en font BFM, CNews et les experts qui y sévissent vous suffisent ? Prenez conscience de l'horreur et de l'absurdité de ce système. Mesurez également le nombre de travailleurs pauvres qui dorment dans leur voiture, le nombre de ceux qui vivent dans la rue et qui y meurent, le nombre de personne qui ont du mal à se nourrir, à se loger, à se soigner, le nombre d'usines fermées et de salariés licenciés juste pour permettre à certains de grossir leurs dividendes. Pensez aux nombres de guerres et de pays maintenus dans le sous-développement qu'il faut pour que les marchands d'armes fassent tourner leur bizness, et que les trafiquants de drogue et de chair humaine alimentent la prostitution et l'esclavage. LCI, Arte et consœurs vivent dans, par et pour le système capitaliste. Ils ne sont pas là pour vous informer, mais pour vous persuader que leur présentation des faits est objective et reflète la réalité. Il faut que vous soyez convaincu qu'Il n'y a pas d'autre solution, il n'y a pas d'autre alternative !

L'évidence de ce genre de commentaires, c'est surtout l'affirmation que le capitalisme n'a aucun intérêt à développer l'esprit critique des populations. Les différentes réformes de l'éducation depuis 30 ans s'en sont chargées d'ailleurs à merveille. Une des critiques les plus courantes est liée à la privation de liberté pour la population des « régimes » dits communistes. Mais qu'est-ce que la liberté quand on n'a pas les moyens de choisir son lieu de vie, de choisir son travail, ses périodes de loisir, et même ses loisirs ? Suis-je libre de m'installer où je veux si je ne trouve pas de travail pour me nourrir ? Suis-je libre de choisir un métier qui me plait si le travail

devient une nécessité ? Suis-je libre de partir en vacances où bon me semble ou dois-je faire en fonction de mon pécule ? Suis-je même libre de choisir mes activités et le temps que je leur consacre ? La liberté s'arrête à notre moyen de paiement. Que veut dire la liberté d'expression et d'information quand celles-ci sont captées par ceux qui avec leur argent se sont offerts les différents canaux d'expression, pour y défendre leur seul intérêt ? Que veut dire la liberté du citoyen, lorsque les choix économiques sont faits par une infime minorité qui détient les banques, les organismes de crédit et les moyens de productions

L'anticommunisme à la vie dure :

Je trouve dommage que l'on n'ait pas su apporter une critique constructive du système mis en place en URSS, afin d'en tirer un bilan objectif. Ne pas répéter les mêmes erreurs, mais avoir conscience des avancées importantes qu'a apporté la révolution de 1917, sans doute l'évènement le plus important du XX -ème siècle. La dissolution de l'URSS le 25 décembre 1991 a libéré les appétits du capitalisme, qui a pu étendre pillage et exploitation à l'ensemble de la planète. Chaque jour nous pouvons en mesurer les conséquences et en ressentir les effets.

Rapidement la propagande a déversé sur le stalinisme, le maoïsme, l'URSS et la Chine, des flots de clichés et d'informations souvent invérifiables. L'intelligence a vite laissé place à l'hystérie, ne laissant aucune place à la raison dans l'analyse d'une idéologie dont les détenteurs du capital du monde occidental redoutaient l'expansion. Le but était de terroriser les travailleurs de la planète, pour les décourager de suivre les idées d'éventuels révolutionnaires. Par tous les moyens il fallait convaincre les gens qu'ils n'avaient aucun intérêt à renverser le capitalisme, qui était source de progrès et

de liberté. La propagande anti communiste a atteint son apogée, en France, avec la publication en 1997 du Livre noir du communisme [25], les fameux 100 millions de morts [26]. L'objectif avoué de l'ouvrage était de prétendre, sur la base de chiffres fantaisistes, que le communisme avait été plus meurtrier encore que le nazisme. Une telle analogie entre les deux régimes n'a cessé d'être martelée depuis. Au point d'avoir déjà fait l'objet de plusieurs résolutions du Parlement Européen [27], mélangeant allègrement des références historiques farfelues, qu'entérinèrent des majorités écrasantes de députés. Récemment nos députés, emporté par l'émotion (et une vague de russophobie), ont condamné « L'Holodomor [28] », sans aucun débat historique, simplement basé sur leurs convictions personnelles. L'Holodomor est devenue un marqueur idéologique fort de la droite et de l'extrême-droite en Occident et un symptôme, de plus, de la fascisation de l'Europe.

Il aurait fallu discuter publiquement de ce qui se passait réellement de l'autre côté du rideau de fer, et de parler d'autres choses que des goulags et des purges. Sans concession il aurait fallu, bien évidemment, critiquer ce qui n'allait pas, mais aussi regarder en face les progrès accomplis dans l'amélioration des conditions de vie des populations. L'on aurait dû faire une vraie analyse historique de la Russie et de la Chine, et saluer la réussite de systèmes qui en 70 ans ont fait passer des pays médiévaux à des puissances mondiales, des pays où les propriétaires avaient pratiquement le droit de vie et de mort sur leurs « sujets » pour la plupart illettrés, à des pays où les universités et les laboratoires de recherche sont classés parmi les meilleurs du monde. Du moyen âge au premier homme dans l'espace, Youri Gagarine, il a fallu moins de 50 ans !

Ce sont les pays européens qui sont à l'origine des deux guerres mondiales et des atrocités qui en résultèrent. Alors si aujourd'hui l'on nous dit que le communisme est chargé de crimes et d'horreurs, c'est quand même se débarrasser un peu

rapidement de tous les crimes et les horreurs de nos systèmes capitalo-colonialismes. Ironie du sort, la révolution russe a lieu durant la 1ère guerre mondiale, et la révolution chinoise triomphe à la fin de la seconde guerre mondiale. Ce sont des évènements déclenchés par les puissances impérialistes de l'époque qui ont permis les révolutions bolcheviques et maoïstes. Mao Tsé-Toung a dit « *La révolution n'est pas un dîner de gala ; elle ne se fait pas comme une œuvre littéraire, un dessin ou une broderie ; elle ne peut s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité et de délicatesse, ou avec autant de douceur, d'amabilité, de courtoisie, de retenue et de générosité d'âme. La révolution, c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre*. ». Mais toute révolution déclenche une contre révolution, tout autant meurtrière, ceux qui sont chassés du pouvoir ne le quittent pas de leur plein gré, et sont aidés par l'ensemble des puissances occidentales qui redoutent une contagion jusque dans leur propre pays. La lutte des classes n'est plus cantonnée aux frontières nationales, mais elle s'internationalise. La révolution ne peut pas se permettre de se limiter à ses frontières car elle sait qu'elle sera constamment attaquée et remise en cause par la bourgeoisie des puissances impérialistes. Personne n'a dit, « *et bien s'ils veulent vivre différemment c'est leur problème* », non ça ne se passe pas comme cela, les capitalistes ont peur d'un contre modèle qui donnerait des idées à leur propre population. Il faut donc détruire tous ceux qui sont considérés comme de mauvais exemples. De là, le déclenchement d'une propagande anticommuniste hystérique de la part des USA et de la CIA en particulier. Il n'y a plus eu de place pour la nuance, ni pour la vérité.

On a tellement caricaturé le communisme, on nous a tellement appris à répéter que le communisme c'est mal, que souvent l'on s'interdit même à chercher ou à penser à un autre système économique que le libéralisme, dont les médias font la propagande depuis 50 ans. Nous protégeons notre confort

mental sans nous poser trop de questions ni chercher à savoir s'il n'y aurait pas mieux que ce que l'on nous vend. Peu à peu nous avons intériorisé qu'en dehors du système capitaliste il n'existe rien, un peu comme s'il était de facture divine, qu'il était né avec l'homme et qu'il avait toujours existé. Avez-vous lu Marx, Gramsci, Babeuf, Proudhon, Bakounine, Jaurès, Rosa Luxembourg, … ? Avez-vous essayé de lire et d'écouter des économistes, des intellectuels différents, dont les analyses tendent à dépasser le modèle capitalisme ? Avez-vous réfléchi à un monde plus juste, qui ne serait pas fondé sur l'argent et des intérêts particuliers ? Est-ce que l'analyse du monde et de la société qu'en font BFM, CNews et les experts qui y sévissent vous suffisent ? Prenez conscience de l'horreur et de l'absurdité de ce système. Mesurez également le nombre de travailleurs pauvres qui dorment dans leur voiture, le nombre de ceux qui vivent dans la rue et qui y meurent, le nombre de personne qui ont du mal à se nourrir, à se loger, à se soigner, le nombre d'usines fermées et de salariés licenciés juste pour permettre à certains de grossir leurs dividendes. Pensez aux nombres de guerres et de pays maintenus dans le sous-développement qu'il faut pour que les marchands d'armes fassent tourner leur bizness, et que les trafiquants de drogue et de chair humaine alimentent la prostitution et l'esclavage. LCI, Arte et consœurs vivent dans, par et pour le système capitaliste. Ils ne sont pas là pour vous informer, mais pour vous persuader que leur présentation des faits est objective et reflète la réalité. Il faut que vous soyez convaincu qu'Il n'y a pas d'autre solution, il n'y a pas d'autre alternative !

Le cas de l'historiographie occidentale sur l'URSS est lourd de partialité et de mensonges [29] : truffée de « chercheurs » qui ont fait leurs classes dans les services secrets, elle émane principalement de fondations et d'universités privées richement dotées par le grand capital américain et européen dans le but d'instruire un procès à charge, et qui ont petit à petit investi les lieux de pouvoir intellectuels, à commencer, en particulier, par

de grandes universités américaines. Ce type d'historiographie partisane est magnifiquement résumée par Hannah Arendt, pour qui « *l'absence de preuves des crimes staliniens est un crime de plus : elle prouve qu'elles ont été supprimées ».*

Dans son « rapport secret » de février 1956, Nikita Khrouchtchev a accusé Joseph Staline de crimes immenses. Le rapport a porté un coup terrible au mouvement communiste international. En fondant leurs « recherche » sur les mensonges de Khrouchtchev [30], les historiens soviétiques et occidentaux, notamment les trotskistes et les anticommunistes, ont véritablement falsifié l'histoire soviétique. Presque tout ce que nous croyions savoir sur les années Staline est à revoir. La diabolisation de Staline est alors destinée à justifier un repli de la théorie soviétique vers un humanisme vague, qui légitimera à son tour la transition régressive au capitalisme, sous le camouflage de l'idéologie des droits de l'homme. Ils n'ont pas déstalinisé parce que Staline aurait été inhumain, mais ils l'ont fait passer pour inhumain pour pouvoir « déstaliniser », c'est à dire interrompre définitivement un processus révolutionnaire déjà largement enrayé par les effets effroyables de la guerre de 1941-45 sur la société soviétique.

Dans la nuit du 9 novembre 1989, la chute du mur de Berlin, le capitalisme triomphe, mais 30 ans plus tard la lutte des classes n'a jamais été autant d'actualité. Cependant, les campagnes anticommunistes ont été relativement efficaces et aujourd'hui encore nombre de gens ont réellement peur du communisme, même s'ils n'en connaissent pas grand-chose. C'est un peu comme la peur du loup basée sur de vieilles légendes médiévales ; c'est pourquoi ils évitent les vraies solutions et se réfugient dans des échappatoires sociétales ou, carrément vers des solutions démagogiques ou fascisantes. La frayeur que l'on a réussie à inculquer aux peuples sur les horreurs staliniennes ou maoïstes est profondément ancrée dans le subconscient de nombreuses générations, qui récitent ces incantations comme

des mantras, sans prendre la peine d'y réfléchir. Le drapeau rouge avec la faucille et le marteau a peu à peu disparu de la circulation, par contre cela ne gêne personne que les nationalistes lettons rendent hommage aux vétérans qui ont combattu avec les SS [29] contre l'Armée rouge, que le bataillon Azov [30], partisan de la « pureté raciale de la nation ukrainienne » soit un emblème, calqué sur celui des SS Das Reich, ou que le drapeau de la Croatie rappelle le symbole des Oustachis [31], véritable milice nazie qui a massacrée des serbes … L'on nous avait annoncé, qu'après l'effondrement de l'URSS le monde allait aller de mieux en mieux, puisque le capitalisme pourrait répandre ses bienfaits sans entrave sur toute la planète, mais force est de constater qu'en réalité le monde va de plus en plus mal … cherchez l'erreur !

***« C'est l'organisation socialiste de l'Etat qui a échoué, pas l'analyse marxiste de l'économie et de la société* » … Willi VAN OOYEN, homme politique allemand à propos des régimes communistes des pays de l'est, notamment de la RDA.**

(1) Histoire pour tous, le 16/01/2020 : « La révolte spartakiste ». (2) Initiative communiste, le 13/01/2022 : « Communisme et anticolonialisme ». (3) Les crises.fr., le 08/05/2019 « L'enseignement de l'ignorance : Quelle est la nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne en 1945 ? ». (4) Wikipédia, « Pertes humaines pendant la Seconde Guerre mondiale ». (5) Par ce geste Hitler espérait que les japonais, « reconnaissants », aideraient l'Allemagne de se sortir du bourbier russe en ouvrant un nouveau front à l'est de la Russie, mais le Japon ne le fit pas, poursuivant plutôt sa politique expansionniste en Chine et en Asie du Sud-est. (6) Regarder « Le Mythe de la bonne guerre » de Jacques Pauwels sur You Tube (7). De 1933 à la fin de la guerre, l'ère hitlérienne fut un « paradis » pour les industriels allemands et américains. Les filiales allemandes des banques Morgan et Chase, de même que Standard Oil, Ford, GM Opel, ITT, IBM, etc., réalisèrent des profits colossaux, résultant de commandes d'Etat inépuisables et d'une surexploitation inouïe des travailleurs, déportés inclus. Le Monde Diplomatique d'Aout 2013, page 26. Lire également « Big business avec Hitler », de Jacques Pauwels aux éditions Aden. (8) Ptb.be,

le27/09/2019 : « Quand le Parlement européen vote une résolution dangereuse qui réécrit l'histoire ». (9) Je vous conseille les livres et les conférences que vous trouverez sur YouTube d'Annie Lacroix-Riz, historienne, agrégée d'histoire, docteur-ès-Lettres. (10) RT France, le 09/07/2020 : « La foutaise anticommuniste des «100 millions de morts ». (11) Le Monde Diplomatique, décembre 1997, page 22 et 23 : « Communisme, les falsifications d'un « livre noir ». (12) Aux éditions Delga, « 1917-2017. Staline tyran sanguinaire ou héros national ? ». (13) Wikirouge.net, « Intervention alliée pendant la guerre civile russe ». (14) Purges ne veut pas automatiquement dire « exécution », il s'agissait aussi d'écarter les éléments « opportunistes » ou « incompétents » qui se sont glissés dans l'armée ou dans le parti. (15 Initiative Communiste, le 28/06/2020 : « Sur la famine de 1932/33 en Ukraine et en URSS : vérité historique contre propagande ». (16) Météo Paris.com, « Les chroniques météo par années ». (17) Aux éditions Delga, « Qui aidait Hitler ? » par Ivan Maïski ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne de 1932 à 1943. (18) TV5 Monde, le 14/02/2020 : « Burkina Faso : première reconstitution de l'assassinat de Thomas Sankara, père de la Révolution ». (19) RTBF, le 17/01/2020 : « Il y a cinquante-neuf ans, l'assassinat de Patrice Lumumba, figure historique de l'indépendance congolaise ». (20) Jeune Afrique, le 15/01/2013 : « Togo : qui a tué l'ancien président Sylvanus Olympio ? ». (21) Blog Médiapart, le 11/12/2019 : « Il y a 50 ans, le premier massacre d'Etat en Italie ». (22) Challenges, le 02/08/2020 : « Attentat de Bologne 1980 : l'Italie attend encore la vérité ». (23) Le Grand Soir, le 05/01/2022 : « Communisme et anticolonialisme ». (24) L'on nous parle régulièrement des famines dans la Chine de Mao et dans l'URSS de Staline, et même si des erreurs ont parfois été commises, on occulte souvent les principales causes et l'on manipule la vérité pour trouver le coupable idéal : le communisme ! Par contre on passe sous silence les famines, particulièrement meurtrières, survenues dans ces mêmes pays au cours du siècle précèdent et qui sont une des raisons des révolutions bolchevique et communiste. A l'heure actuelle, 25 000 personnes meurent de faim chaque jour dans le monde, et des centaines de millions de personnes sont sous alimentées, mais jamais l'on n'accuse le capitalisme, l'on accuse plutôt les mauvaises conditions climatiques, la qualité des semences ou les mauvaises conditions de stockage et de distribution. (25) Le Monde Diplomatique, 16/04/2020 : Préface de la nouvelle édition de « L'ère des extrêmes » d'Eric Hobsbawm, par Serge Halimi. (26) Initiative communiste, le 08/07/2020 : « La foutaise anticommuniste des « 100 millions de morts » – par Bruno Guigue. (27) Le soir.be, le 03/10/2019 : « « Nazisme et communisme : quand le Parlement européen revisite l'Histoire et joue avec le feu ». (28) Réveil Communiste, le 30/09/2023 : « Contrairement à la légende noire anticommuniste, il n'y a pas eu de génocide en Ukraine en 1932-33 ». (29) Reveil communiste, le 18/12/2023 par Gilles Questiaux : « Refuser la falsification historique, refuser absolument l'amalgame entre Hitler et Staline ! ». (30) Lire « Khrouchtchev a menti », publié aux Editions Delga, ce livre est un formidable travail de recherche et de raisonnement, clair et précis dans son

écriture et palpitant dans ses découvertes et conclusions, qui exige de repenser complètement l'histoire soviétique, l'histoire du socialisme et même l'histoire mondiale du XXe siècle. (31) L'Humanité, le 17/03/2014 : « En Lettonie, les collabos des nazis se pavanent ». (32) Slate, le 25/06/2020 : « Comment le conflit ukrainien est devenu le laboratoire du terrorisme d'extrême droite ». (33) Libération, le 18/06/1998 : « La Croatie face à ses fantômes oustachis. L'extradition d'un commandant de camp nazi réveille le passé. ». (34) Café Marxiste sur Youtube, le 07/01/02024 : « Léon Landinil, résistant communiste répond à Michel Onfray (ainsi qu'à Macron et Ruffin). (35) rtbf.be, le 18/04/2023 : « L'Angleterre et le Troisième Reich : une sombre et secrète liaison aux ramifications économiques et politiques ». (36) Le Monde Diplomatique, avril 2004 page 30 : « Les Guerres scélérates. Les interventions de l'armée américaine et de la CIA depuis 1945 », et lire « L'État voyou » de William Blum aux éditions Investigaction.net. (37) Le Monde Diplomatique, novembre 2023 page 24 : « L'extermination programmée des communistes indonésiens (1965-1966). Archives inédites », et le journal Libération du 02/08/2001 : « Du sang indonésien rejaillit sur les Etats-Unis. ». (38) Le Cordon sanitaire est le nom donné aux pays de l'Ouest de la Russie soviétique (ancêtre de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques) après la Première Guerre mondiale pour éviter de propager la révolution, dans le reste de l'Europe. Depuis la révolution bolchevique, Paris mit sur pied le projet de cordon sanitaire, véritable mur édifié contre l'expansion du communisme à l'aide des pays d'Europe orientale. (39) Lire « Le Mythe de la bonne guerre » de Jacques Pauwels aux éditions Aden. (40) Bruxelles2.eu, le 04/09/2008 : « Les dix principes de la propagande de guerre », et sur Youtube : « Résister à la propagande de guerre, avec Anne Morelli ». (41) Lire « Le socialisme trahi » aux éditions Delga. (42) Hitler n'est pas parvenu au pouvoir par les élections, Hitler est désigné par le vieux maréchal Hildenburg comme chancelier. L'idée qu'Hitler est venu au pouvoir avec la majorité absolue est un mythe entretenu et qui ne fait état que des élections de mars et occulte celles de décembre, la crainte de la montée du parti communiste est largement à l'origine de son appel au pouvoir par ceux que la social-démocratie a placé au pouvoir avec toutes les lois de répression contre le mouvement ouvrier qu'Hitler a pu simplement utiliser. (43) En Europe, les pays de « l'axe » était l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la Croatie. Ensuite il y avait aussi, par exemple, les partisans de l'Allemagne Nazi comme les Banderistes ukrainiens ou les miliciens français.

Un monde flou ….

C'est une époque formidable, où ce sont les représentants des classes hyper favorisées qui occupent tous les postes de responsabilité politiques et économique. Des milliardaires donnent des conseils pour mieux gérer leur budget à des personnes qui gagnent en un mois ce qu'eux même perçoivent en quelques heures. Des millionnaires votent des lois pour diminuer les aides sociales afin de booster l'énergie des plus pauvres. Des énarques expliquent à une mère seule avec trois enfants et un salaire à temps partiel comment élever ses enfants en redéfinissant ses priorités. C'est une époque formidable, où n'importe quel « tocard » représentant la Grande Bourgeoisie peut être élu Président ou Présidente de la République.

Aider c'est bien, expliquer est indispensable :

Lorsque l'on se rend compte de l'absurdité du système, des inégalités et des injustices qu'il perpétue, on ne peut être que révolté. Mais en même temps, on se sent impuissant, la tâche pour espérer changer les choses parait vite colossale, et les difficultés et les désillusions sont nombreuses. Nos « Bourgeoiristos [(1)] » ont fait main basse sur les institutions du pays, les médias, les instituts de sondage sont entre leurs mains, l'économie et la finance sont sous contrôle. Ils ont tout verrouillé pour ne plus être délogés, du moins pas par des élections. Ceux qui veulent faire de l'abstention un mouvement de résistance politique actif couplé à des actions réelles pour une éventuelle convergence des luttes ne sont pas les plus nombreux. La « masse molle » qui constitue une grande partie de la population ne bouge pas, ne prend part à aucun combat. Peut-être simplement par paresse intellectuelle, ou alors a-t-elle intériorisé le message des classes dirigeantes : « *On ne*

peut rien changer, il n'y a pas d'autre alternative » ? Et pour ceux qui s'obstinent, les forces répressives qui protègent le pouvoir et les intérêts des plus riches sont là pour décourager toute contestation. Alors certains se rabattent sur des combats de deuxième zone, où malgré les difficultés, les satisfactions et les résultats sont plus faciles à obtenir. Autre avantage, on n'a pas besoin d'avoir une vision politique large, mais de connaitre le plus profondément possible l'objet de son engagement. Racisme, écologie, féminisme, migrants, LGBT, Palestine, Education sans frontières, restos du cœur, chiens, chats et autres causes animales … il y a tellement de possibilités. Bien sûr, certaines de ces personnes militent également dans des « orgas » plus politiques : c'est vrai, mais ce n'est pas la majorité du genre. Beaucoup qui se mettent « à aider » pour occuper leur retraite, n'ont jamais bougé leur petit doigt devant les injustices lorsqu'ils étaient salariés, vomissaient les syndicats, haïssaient ce qui était trop rouge, et pestaient contre les fonctionnaires et les assistés … pas ceux du CAC40 évidemment ! Il y a des marqueurs passe partout où tout le monde peut être mobilisé et où il n'est pas nécessaire d'avoir une conscience sociale ou politique.

Pour la journée de la femme toutes les chaines infos qui appartiennent à des milliardaires se mobilisent [(2)]. Contre le racisme, des footballeurs millionnaires posent un genou à terre [(3)] avant les matchs. Je pense que lorsqu'une cause est récupérée par le monde médiatique et le pouvoir, elle est vidée de sa substance. Les luttes légitimes comme le féminisme ou le racisme sont ainsi dépouillées de leurs fondements et deviennent inefficaces, car elles ne remettent pas en cause le modèle d'exploitation capitaliste et ne remontent donc pas à la source du problème. La constitution d'un mouvement féministe de masse doit être en lien avec les mouvements ouvrier et antiraciste [(45)], permettant, ensuite, la formation d'une force populaire à même de tourner la page du capitalisme, c'est-à-

dire de prendre le pouvoir, parce que le féminisme sans lutte de classe, c'est du développement personnel !

Nombreux sont ceux qui s'engagent pour une cause sans la relier à une situation politique. Comme par exemple, de nombreux bénévoles des « restos du cœur », ou les personnes qui participent à l'entrée des grandes surfaces à la collecte alimentaire pour aider les plus démunis, sans faire le lien entre la situation des plus pauvres et les décisions politiques de nos gouvernants. Ces personnes font simplement une « BA », sans se soucier du « comment » et du « pourquoi » de cette situation. Pire, parmi tous ces bénévoles, certains votent pour ceux qui sont responsables de cette situation. Un peu comme les « dames patronnesses », qui le dimanche après la messe distribuaient de la nourriture aux enfants les plus pauvres, pendant que le reste de la semaine, leurs époux exploitaient et pressurisaient les parents dans les ateliers de leur usine. Alors, avoir son petit fonds de commerce, c'est bien, mais 90% de ces combats résultent des conséquences du système capitaliste marchand dans lequel nous vivons. Faire sa « BA », c'est rassurant, mais ce n'est pas suffisant. Ce n'est pas petit bout par petit bout que l'on combat la machine capitaliste. Le système aura tôt fait de récupérer [4] ce que vous pensez lui avoir arraché. Si l'on en reste à une agitation de surface, nous améliorerons peut-être les choses à la périphérie mais nous ne changerons rien.

Les restos du cœur en sont le meilleur exemple, la petite assos de Coluche est devenue au fil du temps une gigantesque machine. Chaque année des chanteurs millionnaires viennent faire leur show. Le concert « des enfoirés » est retransmis sur TF1. L'organigramme est digne d'une multinationale avec de nombreuses succursales : jardin du cœur, toit du cœur, bébé du cœur, atelier du cœur… mais tout cela n'empêche aucunement la progression de la pauvreté, il y a de plus en plus de pauvres. Donc les restos du cœur sont un échec total. Il se

contentent d'accompagner la pauvreté, mais en aucune façon de l'éradiquer ! Alors, on continue à déconnecter nos petits combats de la situation économique globale ? Il est bien sûr important pour ceux qui ont faim, qui sont victimes de violence ou qui sont discriminés de trouver asile et réconfort auprès de structures et de personnes dévouées à ces causes. Mais je trouve scandaleux qu'elles soient récupérées par ceux-là même qui sont responsables de ces maux comme lorsque Emmanuel Macron a inauguré la 33e campagne hivernale de distribution des Restos du cœur, et a remercié les bénévoles du centre et les partenaires économiques de l'association. Les bénévoles auraient dû le jeter dehors, après lui avoir demandé des explications sur sa politique sociale. Le comble de l'hypocrisie a été lorsque la famille de Bernard Arnault, propriétaire du numéro un mondial du luxe LVMH, a annoncé lundi 4 septembre 2023 verser une aide de 10 millions aux restos du cœur [(4)], il paraitrait que 8 français sur 10 aient approuvé son geste, alors que c'est lui, Bernard Arnault, défenseur de ce système qui enrichit vertigineusement le sommet en appauvrissant la base, qui fait partie du problème !

Attention à ne pas servir de faire valoir. Si certains engagements sont indispensables à l'heure où la pauvreté et les inégalités gagnent du terrain, il faut être conscient des enjeux et reconnaitre qui sont les vrais responsables de la situation, sinon son engagement devient une occupation, comme d'aller jouer au foot, faire un tennis ou aller à la pèche. Aider, c'est bien, c'est très bien, mais expliquer est indispensable. J'aime citer cet évêque brésilien qui a dit « « *Quand je donne à manger aux pauvres, on dit que je suis un saint, et quand j'explique pourquoi ils ont faim, on dit que je suis communiste.* »

Ne rêvons pas, ceux qui dirigent la société ont le pouvoir absolu de nous soumettre, de nous exploiter et de nous contraindre. Toutes les lois ont été façonnées à leur intention. Ces

personnes ont scindé la société en strates professionnelles et en couches sociales, en nous divisant soigneusement afin de nous désunir pour que nous n'ayons plus de projet commun. Arrêtons de nous laisser obséder par le « sociétal », le genre, et autres questions, reprenons une dimension de classe et voyons le péril pour ce qu'il est, la manière dont on sacrifie les intérêts de la souveraineté française, diluée dans une UE américanisée, et ceux des couches populaires complètement abandonnées, cela n'a que trop duré.

Nos valeurs ne sont pas universelles :

Cancel Culture, Wokisme [50], LGBT+, Transgenre, tous ces sujets sont débattus librement dans notre société, mais ils n'ont rien d'universels. Ce sont nos perceptions, nos mœurs, nos valeurs, notre façon de vivre, mais vouloir les imposer aux autres n'a rien de normal. L'occident se pense détendeur de la vérité, comme s'il avait une mission « civilisatrice » … on a vu ce que cela a donné en Afrique, en Asie, en Amérique du sud ou dans les Caraïbes. Nous n'accepterions pas que d'autres nous imposent une façon de vivre ou de penser qui serait différente de la nôtre, alors de quel droit vouloir imposer la nôtre à ceux qui n'en ont pas envie ? Quant à nos pseudos défenseurs des droits de l'homme, ils ignorent Guantanamo [46], Assange [47], oublient que les USA occupent illégalement près d'un tiers du territoire syrien [48], ont fermé les yeux pendant huit longues années, lorsque l'armée ukrainienne bombardaient les civils du Donbass [49], mais tout ce petit monde pousse des petits cris de vierges effarouchées au seul nom de Poutine.

En 2021, l'Union Européenne a lancé une procédure pour condamner une loi hongroise [5] qui interdit la « promotion » de l'homosexualité. En aout 2023 la Banque mondiale a décidé de ne plus financer l'Ouganda [6] à cause de ses lois anti-LGBT. En 2020, l'homosexualité pouvait être puni de mort [7] en Arabie

Saoudite, au Quatar ou aux Emirats Arabes Unis, et je ne me souviens pas que ces pays aient été soumis à des sanctions ou des menaces par l'UE ou par n'importe quelle instance internationale. En 2011 lorsque le Quatar a racheté le Paris Saint Germain, ça n'a semble-t-il choquer personne. La bonne conscience de l'occident est à géométrie variable, et a un double discours à chaque fois que ses intérêts sont en jeux. L'Europe et l'occident ont des priorités, mais ce n'est ni la lutte contre les paradis fiscaux ou contre les pays qui font travailler les enfants, et encore moins pour un accès gratuit à l'éducation et à la santé. Non, il faut des actions « bien-pensantes » mais qui ne remettent pas en cause la société marchande et l'exploitation capitaliste.

J'ai la désagréable impression que ces nouvelles tendances sont devenues à la mode au sein d'une pseudo-gauche intello-bobo occidentale et ne sont finalement, comme les droits de l'homme, que de l'enfumage médiatique, qui servent à justifier notre droit d'ingérence et de donneurs de leçons au nom de prétendues valeurs dont nous serions dépositaires. Jamais, lorsque je discute avec des collègues issues du monde ouvrier ou qui travaillent encore sur des chantiers, dans des usines ou des grandes surfaces nous n'abordons les problèmes woke, LGBT ou transgenre, chacun a des problèmes bien plus urgents et importants à résoudre pour assurer le quotidien. Parmi ces collègues, certains, seraient sans doute prêtes à rejoindre, ou au moins à participer à des réunions pour pouvoir parler de « leurs problèmes ». Mais malheureusement, et je l'ai vécu, dans ces réunions il y a souvent une personne qui est venue pour parler du sociétal et essaye fièrement d'accaparer l'attention. Et même si j'enfonce une porte ouverte, il ne faut pas oublier qu'aucun groupe n'est homogène. Oui, on peut être une femme, un juif, un arménien, un kurde, un arabe, un homosexuel et être totalement réactionnaire et un fervent soutient des forces les plus conservatrices.

Les droits de l'homme ne sont, en général, montrés du doigt que contre les pays qui n'adoptent pas l'idéologie libérale, qui ne veulent pas du contrôle de nos multinationales sur leurs ressources, ou qui occupent une position stratégique que l'on voudrait bien s'approprier Et même s'il existe effectivement des problèmes dans ces pays, (dans quels pays n'y en a-t-il pas ?) les droits de l'homme ne sont qu'un prétexte, car nous soutenons des régimes bien pires mais qui ne remettent pas en cause nos intérêts ! User de la défense des droits de l'homme ailleurs, pour se dédouaner de ce qui se passe dans nos sociétés est une manière de vouloir échapper à la réalité.

Les défenseurs des droits de l'homme devraient manifester contre l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI, qui par des « réformes structurelles » ont anéanti l'autosuffisance alimentaire de nombreux pays du Sud en les livrant à des multinationales qui se sont appropriées les semences et ont détruit les services publics au profit d'entreprises occidentales. Les défenseurs des droits de l'homme devraient demander l'annulation de toutes les dettes de ces différents pays, dettes qui ont déjà été remboursées plusieurs fois. Les défenseurs des droits de l'homme devraient soutenir l'accès aux médicaments pour toutes les populations, et remettre en cause ces firmes pharmaceutiques multimilliardaires qui bénéficient de la recherche publique et de nombreuses subventions versées gracieusement sans aucune contrepartie. Les défenseurs des droits de l'homme devraient se battre pour interdire l'accaparement des terres des pays du Sud par des multinationales pour produire des biocarburants au détriment des cultures alimentaires. Les défenseurs des droits de l'homme doivent réaliser qu'une situation qui voit des pans entiers de l'humanité vivre dans la misère porte nécessairement en elle les germes de la guerre et du terrorisme.

En règle générale, les théories libérales du système capitaliste ne sont pas compatibles avec les droits de l'homme. Et ce n'est

pas en soumettant des pays à des sanctions ou des embargos que nous améliorerons le sort de leur population, qu'elle soit hétérosexuelle ou homosexuelle. En règle générale le sort des populations importe peu face aux l'intérêts supérieurs des états [8]. La mondialisation « heureuse » a produit à travers la planète plus de pauvreté et de guerres ou de zones de tension que l'on n'en a jamais connues. On ne peut défendre les droits de l'homme ou tout autre mouvement sans s'interroger sur les conséquences économiques du système capitaliste. Système capitaliste, qui avec les dernières crises, financières, sanitaires et les guerres qu'il prépare a fait la preuve irréfutable de sa complète incompétence ! Il est grand temps de refouler ce système archaïque dans les catacombes de l'histoire.

Les français sont-ils des femmes battues ?

Un peu de provoc…

Dans la tragique situation des femmes battues, ce sont toujours les mêmes questions qui reviennent : pourquoi restent-elles malgré la violence ? Pourquoi prennent-elles le risque de rester avec des hommes qui ne les aiment plus et qui les détruisent ? Pourquoi leur trouvent-elles toujours des excuses ? Pourquoi se voilent-elles la face ? Pourquoi exposent-elles leurs enfants, qui eux aussi, risquent d'être maltraités. Pourquoi se sentent-elles inférieures, seules abandonnées ? Et les réponses que l'on peut donner sont : souvent par peur, car elles savent qu'ils pourront les retrouver et que ce sera alors encore pire. De plus le bourreau est généralement un manipulateur, qui sait se montrer extrêmement gentil hors de « ses crises », il sait parfaitement comment se faire pardonner et se mettre dans la position de victime (je suis malheureux d'être comme ça, je ne vaux rien…). Ces hommes qui frappent, humilient, insultent leur moitié et prétendent les aimer sont des menteurs.

Et dans la situation que vivent les français, les mêmes questions se posent : pourquoi malgré les violences faites à leurs conditions de vie, revotent-ils pour ceux-là même qui les précarisent ? Pourquoi prennent-ils le risque de redonner le pouvoir à des hommes qui détruisent leur protection sociale ? Pourquoi ne protègent-ils pas leurs enfants de la cupidité d'actionnaires, de rentiers et de banquiers rapaces, tous amis des hommes qu'ils élisent ? Pourquoi pensent-ils que la politique est une affaire de spécialistes et qu'ils n'y ont pas leur place ?

Et ce sont les mêmes réponses que l'on peut donner : souvent par peur, car la propagande médiatique leur prédit le pire s'ils osent changer de système. Parfois aussi par bêtise : ils croient que c'est le chômeur ou le Rmiste qui est responsable de la situation, et que c'est l'immigré ou le fonctionnaire qui est responsable de la dette. De plus l'homme politique sait se monter « gentil » lorsqu'il vient « serrer des mains », ou lorsqu'il sait « s'apitoyer à la télé » sur le sort d'une victime d'agression. Mais ces hommes qui vous méprisent, qui vous exploitent et prétendent s'intéresser à votre sort sont des manipulateurs et des menteurs.

Alors, pourquoi ne pas oser ! Vous n'avez rien à perdre, juste la peur à surpasser ! Il faut savoir dire stop contre la violence, quelle qu'elle soit, l'idéal est de réagir à la première attaque, car forcément il y en aura d'autres. Ensuite il ne faut pas rester seul, ensemble on est toujours plus fort. Si on laisse notre destin entre les mains de ceux qui nous agressent, alors on est foutu ! Ils nous isolent pour pouvoir facilement nous violenter. Ils savent faire bonne figure devant le public, mais vous savez que tout est faux ! Dès le lendemain ça recommencera, ils ne s'arrêteront pas, vous le savez et ils le savent, c'est un jeu pervers. Vous seul avez le pouvoir de dire NON ! Renseignez-vous, des organisations sont à votre disposition pour vous aider, la politique est l'affaire de tous, car comme dit le dicton : « *Si tu*

ne t'occupes pas de politique, la politique s'occupe de toi ! ». Vous ne pouvez continuer à vivre ainsi et attendre l'échéance fatale ! Allez, courage, réveillez-vous ! Et que ceux et celles qui préfèrent dormir… dorment !

Patriotisme et nationalisme :

« *Ce que j'ai fait, je l'ai fait pour mon pays* », de nombreux dictateurs, de nombreux généraux envoyant des milliers de soldats à une mort certaine, de nombreux tortionnaires violant, torturant de simples civils, ou des présidents bombardant des populations innocentes, se sont réfugiés derrière cette phrase. Par quel miracle le pays où vous êtes né serait supérieur à tous les autres ? Pourquoi être fier d'être né ici et pas ailleurs ? Il est totalement irrationnel de croire que nos actes sont contrôlés par la géographie, que l'on est meilleur que ceux qui naissent à quelques kilomètres…

Voltaire a écrit : « *Ceux qui peuvent vous faire croire en des absurdités pourront vous faire commettre des atrocités* », et souvent l'histoire l'a prouvé. Il existe deux phénomènes qui poussent l'être humain vers l'irrationnel : la religion et le nationalisme. Le nationalisme et le patriotisme ne sont que des armes qui permettent à certains d'entretenir des antagonismes et de rechercher des boucs émissaires pour défendre leurs intérêts ! Il ne faut pas oublier que la bourgeoisie n'a jamais hésité à envoyer la classe ouvrière au « casse-pipe » au nom d'une prétendue « patrie commune » dont on l'exclut ensuite lorsqu'il s'agit par exemple de partager la richesse produite.

Le discours nationaliste est aux mains de la droite et de l'extrême droite qui à chaque occasion nous rappelle notre identité. Sur le plan intérieur, on ordonne aux gens issus de l'immigration d'aimer la France, pourtant, sur le plan international la France fait allégeance à une puissance

étrangère que l'on nomme les Etats-Unis. Ceux qui nous parlent le mieux de la nation, ce sont ceux qui savent faire vibrer la fibre patriotique pour défendre des politiques ultralibérales et les intérêts privés. Un PDG du CAC40, ou messieurs Bouygues et Lagardère n'ont pas les mêmes intérêts qu'un chômeur ou un Rmiste. Les intérêts de chacun se définissent d'abord par des intérêts de classe et non par des symboles ou des frontières. Au nom de la nation, les riches demandent aux pauvres de faire des sacrifices, mais eux-mêmes menacent de délocalisation si l'on touche à leurs portefeuilles. Pour eux, l'amour de la nation s'arrête à leur compte en banque !

Au cours des dernières décennies, nous avons pu constater que lors des conflits les actes commis sont seulement jugés selon leurs auteurs et non selon leurs atrocités, car le nationalisme ne désapprouve jamais les atrocités commises par son camp. Je note qu'avec le sport, le nationalisme devient chauvinisme, mais là, c'est un autre débat.

La fable du travail cher :

Depuis des décennies l'on nous persuade que le travail coûte cher, que cela est un handicap, qu'il freine l'économie, favorise les délocalisations et crée du chômage. Bref, le travail est une tare qui est la cause de tous nos problèmes, ou plutôt c'est sa rémunération qui pose problème. Si les gens acceptaient de travailler gratuitement cela irait beaucoup mieux. D'ailleurs, à une époque c'était possible, on appelait cela l'esclavage et effectivement c'était très rentable pour ceux qui se plaignent aujourd'hui de la cherté du travail … Le travail ne coûte pas cher, au contraire le travail crée de la richesse, il ne peut coûter, puisqu'au contraire il rapporte. Toutes les fortunes ont été créés par l'exploitation du travail et des travailleurs. Ce qui coûte cher, c'est ce que le capital prend au travail, c'est la rémunération des actionnaires, les dividendes distribués, les stock-options et

les parachutes dorés. Sur un produit fini, la partie consacrée aux salaires des travailleurs est en constante diminution, ceux qui fabriquent le produit ont souvent un salaire dérisoire qui ne leur permet même pas, dans beaucoup de cas, de s'offrir ce qu'ils ont produit !

Et que l'on ne nous dise pas que pour produire il faut investir, le commencement n'a jamais été l'argent mais toujours le travail [(9)]. Si avant de créer quoi que ce soit l'homme préhistorique avait attendu des investisseurs, et bien je crois que l'humanité serait morte ! Si pour produire industriellement il faut des machines, très bien, mais ces machines ont-elles-même été fabriquées par… du travail ! Et s'il a fallu des matières premières pour les fabriquer, et bien le bois, le fer, l'eau, le gaz ou le pétrole, tout cela est gratuit dans la nature. Et de l'exploitation à la transformation de ces matières premières, c'est du travail, du travail et seulement du travail. L'argent ne crée pas du travail, c'est le contraire !

Dire que le travail créateur de richesse coûte cher est une aberration, écoutez Adam Smith, le père de la doctrine économique libérale : « *Ce n'est point avec de l'or ou de l'argent, c'est avec du travail que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement ; et leur valeur pour ceux qui les possèdent et qui cherchent à les échanger contre de nouvelles productions, est précisément égale à la quantité de travail qu'elles les mettent en état d'acheter ou de commander.* ». La recherche constante du profit maximum, voilà ce qui coûte cher ! C'est cela qui dégrade les conditions de travail, qui tire les salaires à la baisse, qui met en concurrence les travailleurs entre eux et qui pèse non seulement sur le travail, mais sur l'ensemble de la société. Et en cas de crise grave comme celle du Codiv-19, en 2020, et bien l'on s'aperçoit que ce sont ceux qui soi-disant coûtent cher qui sont indispensables à la société, les personnels de santé et d'éducation, et les milliers de petites mains du secteur privé ou public, ce sont eux qui sont la clef de

notre survie. Non, leur travail ne coûte pas cher, il n'a pas de prix ! Par contre, dans ces moments difficiles, où sont passés les winners, les premiers de cordée ? Il faudrait lancer un avis de recherche.

Ce ne sont ni les rentiers, ni les banquiers qui créent de la richesse ; C'est votre travail, votre sueur, votre savoir-faire qui produit « la marchandise », qui sera la propriété de votre patron, et dont la mise en vente sur le marché l'enrichira. C'est donc votre travail qui permet la création de richesses, et pas de faire travailler de l'argent, sans se poser la question : « *d'où vient l'argent que l'on fait travailler* » ! C'est facile de faire travailler les autres, d'encaisser les bénéfices, de se plaindre et dire que ça coûte cher ! Le travail tel qu'il est conçu dans notre société ne sert qu'à enrichir quelques oisifs qui vivent sans travailler, ces oisifs qui disent que le travail coûte cher, mais cher pour qui ? Pour ces parasites qui nous exploitent et ne génèrent que de la misère, du chômage et de la précarité. Ce sont ces gens-là qui dans le même temps encensent la valeur travail, car toutes ces fortunes privées ont été générées par l'exploitation des travailleurs, qu'ils soient jeunes, vieux, hommes, femmes, du nord ou du sud, ils ne représentent aux yeux des exploiteurs qu'un moyen de créer de la richesse, à leur seul profit.

Pour en finir avec l'exploitation et le travail salarié, il faut inventer un système où le seul but de l'activité économique ne serait ni de faire du profit ou de créer des emplois, mais seulement de satisfaire les besoins de chaque membre de la communauté. La valeur travail, ce culte de l'effort bon marché qui fait les choux gras des nantis, est la référence de ceux qui ne bossent pas et encaissent les bénéfices. Car malgré la propagande du système, le travail ne libère que celui qui n'est pas soumis à la nécessité de travailler pour gagner sa vie. Alors, si le travail coûte cher, vivons dans l'opulence, arrêtons de travailler.

La grande mascarade électorale :

Perso je ne suis plus déçu par les élections, car je n'en attends plus rien…

En mars 1943, au Danemark [10], les Allemands autorisèrent la tenue d'élections. Donc la démocratie n'est pas une condition sinéquanone pour que soient organisées des élections. D'ailleurs, je ne connais aucun pays dit démocratique dont le mode de scrutin électoral puisse remettre en cause le modèle capitaliste. Dans de nombreux pays dits libres et démocratiques le choix n'est qu'illusion tellement les programmes proposés sont proches et compatibles les uns avec les autres. Démocrates et Républicains aux Etats-Unis, Conservateurs et Travaillistes en Grande Bretagne. Ce sont même des personnes qui se gargarisaient de valeurs de « gauche » comme Mitterrand, Blair, Schröder ou Clinton aux Etats-Unis, qui ont définitivement fait basculer la « gauche de gouvernement » vers la droite capitaliste, plus préoccupés par la bonne santé des marchés que par le bien être des salariés. En France, aucun des partis susceptibles de remporter les élections présidentielles ne remet en cause le système. Les différences se font sur des aspects sociétaux, pour ou contre la PMA ou le mariage pour tous, une grosse dose d'immigration …, mais jamais sur des problèmes de fond qui remettraient en cause la domination capitaliste sur l'ensemble de la société. Les choix proposés ne doivent en aucun cas nuire aux choix économiques déterminés par avance. A cette occasion, les médias font preuve d'un populisme de bas étage, dénonçant, moquant, censurant tous ceux qui exposent des idées « déviantes ». Tout débat intelligent et objectif est interdit !

Il ressort souvent de ces pseudos débats que tout ce qui ne cadre pas avec notre modèle économique est qualifié d'irréaliste, d'absurde, capable de nous entrainer vers la misère et la pauvreté : comme si le capitalisme nous assurait prospérité

et bien être ! Le fameux Tina « *There is not alternative* » de Margaret Thatcher est inscrit dans le marbre du système libéral économique marchand. Il n'y a pas d'alternative possible, seuls ceux qui défendent cela sont des candidats sérieux pour devenir président de la république. Les autres n'atteindront jamais le second tour. Donc, sachant que le fameux Tina est indépassable, les élections ne servent à rien. Elles ne servent qu'à entériner une situation qui existe déjà. D'ailleurs chaque gouvernement qui succède au précèdent s'active à prendre des mesures qui sont en concordance avec le gouvernement précèdent, dans le cadre prédéfini du modèle existant. Ne rien changer pour que rien ne change. Ensuite il faut faire comprendre au peuple qu'il est autant heureux qu'il lui soit possible de l'être. Ce peuple doit croire que c'est lui qui choisit, il ne doit surtout pas réaliser que quel que soit le candidat qui sera élu, ce seront toujours les mêmes personnes qui détiendront tous les leviers économiques, financiers et médiatiques. Le système capitaliste marchand continuera à fonctionner de la même façon avant et après les élections. Dans nos démocraties nous avons la liberté de croire que les élections vont changer notre quotidien …

Nos « démocraties » mènent au fascisme :

Tout au long de son histoire le capitalisme a été secoué par des crises qu'il a résolues par des guerres, des répressions, des colonisations ou des coups d'états, mais aujourd'hui il traverse sans doute une des crises la plus grave à laquelle il a été confronté. Nous sommes peut-être à la croisée des chemins. Soit la prise du pouvoir par la classe ouvrière pour une politique sociale qui élimine le capitalisme, soit l'option réactionnaire, qui donnera les rênes du pouvoir aux organisations fascistes. Contrairement à ce qu'ils veulent faire croire, les partis d'extrême droite protègent le système capitaliste. Ces mouvements sont favorables à une société hiérarchisée divisée

en classes sociales, et promeut la supériorité d'une race sur les autres, d'une classe sur les autres. Politiquement et socialement ce sont les ennemis de la classe ouvrière. Sous le vernis, leurs belles paroles pour attirer les couches populaires ne résistent pas à l'analyse de leurs votes [11] dans les antichambres du pouvoir.

Le fascisme a toujours été la roue de secours du capitalisme, il est né après la révolution bolchevique de 1917 ; c'est à ce moment que la grande bourgeoisie a eu réellement peur d'une contagion révolutionnaire à travers l'Europe et elle a donné les clefs de son salut à Mussolini, puis à Hitler. Elle fut, certes, obligée de concéder des avancées sociales pour refaire retomber la pression, mais en même temps, elle a pris soin de diriger le mécontentement grandissant vers des organisations syndicales, des partis politiques et des minorités. Le fascisme ne peut instaurer son pouvoir qu'une fois les organisations ouvrières détruites, ce que la social-démocratie et la droite se sont appliquées à faire durant ces dernières décennies. C'est pourquoi les libertés sont aujourd'hui attaquées, que le droit de manifester, de s'exprimer, de contester est réprimé, souvent avec une brutalité inouïe par une police largement gangrenée par les idées de l'extrême droite [44]. La bourgeoisie qui contrôle de fait la démocratie glisse fatalement dans le fascisme lorsque les difficultés d'exploitation et le mécontentement des classes populaires et des classes moyennes menacent. La bourgeoisie dénonce alors des « ennemis de l'intérieur », de l'étranger au syndicaliste, et encourage le désir d'ordre, de police, de sécurité et d'état. Nos démocraties incitent alors, sans le dire, le passage au fascisme. Parallèlement au désir de sécurité, il leur faut inventer une perte de nos valeurs, de nos traditions liées à la perte du sentiment d'identité nationale. Le désir d'ordre et de police passe par le soutien quasi obligatoire de cette police pour la prise du pouvoir. Jean-Michel Fauvergue [12], sur Cnews, le 22 juillet 2023 déclare : *« Dans une carrière de policier vous allez commettre une illégalité, forcément.*

Aujourd'hui on doit traiter les policiers différemment, il doit y avoir une inégalité dans le traitement des policiers en faveur de ces policiers. Il doit y avoir une excuse de violence, je pèse mes mots. Ça doit passer par une Cour particulière, ou une commission, ou un organisme particulier. », cette déclaration est dans le prolongement du communiqué policier de juin 2023 (13) suite aux violences, après la mort de Nahel (14) lors d'un contrôle routier, abattu par un policier, alors que sa vie n'était aucunement en danger.

Lorsque les moyens « normaux », militaires, policiers ou parlementaires, de l'autorité bourgeoise, ne suffisent plus pour maintenir la société en équilibre, le fascisme prend la relève. La bourgeoisie encouragera le fascisme jusqu'à la guerre civile s'il le faut. A travers les agents du fascisme, le capital met en mouvement les masses de la petite bourgeoisie déclassée et les bandes de salariés démoralisés, c'est-à-dire tous ceux que le capital financier a lui-même plongés dans la rage et le désespoir. Ajoutons, les divers groupuscules d'extrême droite que l'on a laissé se développer pour les avoir sous la main, destinés aux actions violentes, organisés en milice pour détruire les obstacles et favoriser le chaos. La bourgeoisie exige du fascisme des résultats, et les agents du fascisme mettront du cœur à l'ouvrage pour la satisfaire. La victoire du fascisme aboutit à ce que le capital financier s'accapare directement de tous les organes et institutions de pouvoir, de domination, d'organisation et d'éducation. L'appareil d'Etat, l'armée, la police, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les organisations syndicales, les coopératives… tout doit être sous contrôle. La fascisation de l'Etat implique avant tout et surtout d'anéantir toutes les organisations ouvrières : il faut réduire les ouvriers, les employés à un état d'apathie complète et réguler, superviser toutes leurs organisations pour empêcher toute velléité d'indépendance des salariés. C'est précisément en cela que réside l'essence du régime fasciste. Ne nous y trompons pas, nos « démocraties libérales » ont

toujours eu une bonne opinion des régimes « totalitaires fascistes » [15], de Franco à Pinochet de Zelenski à Netanyahu, et n'ont que mépris pour Castro, Chavez, Guevara ou Sankara. A l'heure actuelle, les pays où le fascisme progresse sous les yeux des populations décervelées ce sont les Etats-Unis, ainsi que la France, l'Allemagne ou la Grande Bretagne, mais se sont la Russie, la Chine, et tous ceux qui résistent à un monde fondé sur les règles américaines qui sont traités de fascistes. Notre antifascisme n'est que poudre aux yeux [43].

Le capital et son bras médiatique, a depuis quelques années tout fait pour que l'opinion publique intègre le fait que la société française se « droitise », la dernière étape est qu'elle se fascise. Le fascisme a été défini, dans les années trente du XX° siècle, avec la plus grande clarté par Dimitrov [16]. C'est, a-t-il dit : *« la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier* ». Pour finir, j'ai choisi une citation de Bertolt Brecht, qui est mort en 1956, l'année de ma naissance : *« La fiction démocratique a du mal partout de ne pas apparaître pour ce qu'elle est, le chemin direct au fascisme ».*

Les J.O de Paris ce sera super bien !

L'événement sportif de l'été sera les jeux olympiques de Paris. Paris va vibrer au rythme des exploits sportifs des athlètes du monde entier et de toutes les personnalités venues se faire voir dans la capitale française qui pour l'occasion mobilisera 30 000 policiers et gendarmes en moyenne chaque jour, et 45 000 pour la cérémonie d'ouverture. Pour cette cérémonie, environ 160 chefs d'État et de gouvernement seront présents et près de 500 000 personnes au total. Mais Paris 2024 se déroulera aussi en proche banlieue parisienne et en Île-de-France. Les villes de Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Nice et Saint-Étienne, accueilleront des compétions dans leurs stades ainsi que

Marseille qui accueillera également des épreuves de voile. Les épreuves de surf auront lieu en Polynésie, à Tahiti. Concernant les sociétés de sécurité privées, l'évaluation des besoins par le Comité d'organisation est de 17 000 agents de sécurité par jour en moyenne durant les Jeux, avec des pics pouvant atteindre 22 000 par jour. Le Comité des JO a demandé à ses prestataires de prévoir un surcroît de ressources compris entre 10% et 30% afin de faire face aux défections de dernière minute. Des caméras dites « intelligentes » couplées à des logiciels de traitement d'images permettront d'analyser de manière automatisée certaines caractéristiques de personnes ou de leur comportement.

Les dépenses publiques totales pour l'organisation des Jeux s'élèveraient à 5,2 milliards d'euros, pour un budget total de 11,8 milliards d'euros, mais la Cour des comptes dans un rapport publié en janvier déclare : « cette présentation, qui mélange des dépenses publiques et des dépenses privées de diverses natures, repose sur des périmètres conventionnels qui ont évolué et ne sont en tout état de cause pas représentatifs de l'ensemble des dépenses réellement engagées. La Cour n'est pas en mesure, à ce stade, d'établir le coût réel des Jeux et son impact total sur les finances publiques. Une partie ne sera d'ailleurs connue qu'après l'événement ». En clair, on est dans le flou total, et à la sortie on retrouvera un principe essentiel du capitalisme : socialisation des pertes et privatisation des bénéfices. Les JO sont avant tout une affaire de gros sous !

Paris va offrir une image clean, comme virtuelle et pour cela, comme pour tous les grands événements, on a nettoyé la ville de ses pauvres, de ses SDF, de ses mendiants, rien ne doit venir ternir la fête ! Mais il y a une catégorie dont ce genre d'événement ne peut pas se passer : les bénévoles ! On redécouvre à l'occasion un autre grand principe du capitalisme, faire travailler les gens en les payant le moins possible … et

dans ce cas gratuitement ! Les forces de l'ordre elles toucheront des primes allant de 500 à 1500 euros pour la durée des jeux, mais c'est une catégorie à choyer, car elle sert de béquille au régime de Macron en cas de remise en cause de son autorité. Oui, 45 000 bénévoles seront mobilisés pour aider à l'organisation, 45 000 bénévoles qui ne seront ni payés, mais aussi ni logés, ils devront se débrouiller. Aucun domicile ne sera attribué par la mairie de Paris aux volontaires venus prêter main-forte aux JO de 2024. La cérémonie d'ouverture coutera la bagatelle de 166 millions d'euros ! De l'argent il y en a, mais comme d'habitude il n'est pas pour tout le monde…

Le spectacle aura lieu, des milliers d'athlètes se côtoieront, certains proches du statut amateur qui retomberont dans l'oubli, et d'autres multimillionnaires qui profiteront de l'occasion pour mieux vendre leur image en vue de futurs contrats plus juteux. Les multinationales feront leur pub, négocieront des contrats, on discutera « cachets » et « commissions » dans les salons feutrés des espaces VIP. Pendant que cette petite classe fera des affaires, des dizaines de milliers de bénévoles s'activeront dans l'ombre. Pouvoir faire tourner le système, avec des petites mains que l'on n'a pas à payer, faire travailler les gens gratuitement, c'est le stade final du capitalisme. Peut-être que dans un proche avenir il faudra même payer pour être bénévole, on n'arrête pas le progrès, le capitalisme peut toujours s'améliorer… l'organisation des JO avec ses bénévoles peut servir de réflexion aux PDG du CAC40 !

Dans le monde sportif, artistique ou industriel il faut des petites mains pour faire tourner « la machine », ces petites mains sont indispensables, sans elles rien ne serait possible, et pourtant on les cache, on les minimalise, on les dévalorise et souvent on les méprise. Il ne faut surtout pas qu'elles se rendent compte qu'elles sont la base du système. L'on a bien vue pendant le Covid qui était indispensable, et ce n'était pas les actionnaires du CAC40 ! Alors, rien ne justifie les écarts de revenus auquel

on assiste, des variations de 1 à 3 ou 1 à 5 ne seraient-elles pas amplement suffisantes ?

Enfin quant à la « propreté des jeux », Jacques Soppelsa, professeur de géopolitique [51] à la Sorbonne, lors de jeux de Londres en 2012, avait écrit dans un article publié dans « Le Monde » que : *« les jeux de Londres sont ceux du crime organisé autour des paris truqués, de la vente de billets, de produits dopants et de tractations frauduleuses entre partenaires de l'olympisme. Les Jeux sont un eldorado pour le capitalisme prédateur, mais aussi pour les mafias. Le CIO est parfaitement au courant de ces pratiques, et en ce sens, il y participe ».* Il n'y a aucune raison pour que les J.O de Paris soient « plus propre » que ceux de Londres.

Et au-delà des hymnes nationaux entonnés et des drapeaux brandis, les véritables gagnants ne sont-ils pas les sponsors, fer de lance du capitalisme mondialisé ? A ce sujet, ne pas sous-estimer le message délivré par un représentant du gouvernement anglais en 2012 : *« les jeunes aiment le bénévolat, les JO sont une réussite et démontrent que pour y arriver, il faut travailler dur* ». Amen, la messe est dite !

Ah oui, j'oubliais, l'impact écologique vous en pensez quoi ?

« *Trop souvent nous nous contentons du confort de l'opinion sans faire l'effort de penser* » … J.F. KENNEDY

(1) Frustration, « Candidatures pour 2022 : 50 nuances de bourgeoisie », le 09/09/2021. (2) Le Figaro. « Journée de la femme : les chaînes se mobilisent ». Publié le 07/03/2018. Également : « droits des femmes : le groupe tf1 se mobilise pour la journée du 8 mars ». (3) France 24, « Lutte contre le racisme : mettre ou pas le genou à terre, le débat qui agite l'Euro-2021 », publié le 15/06/2021. (4) Vue du droit, le 08/09/2023 : « Don de Bernard Arnault : merci not' maît', vous êtes trop bon » et également, Respublica, le 01/10/2023 :

« Charity-Business contre solidarité. Quand les grandes entreprises viennent en aide aux déshérités ». (5) France Info, le 26/06/2021 : « Loi homophobe : la Hongrie marginalisée par l'Union européenne ». (6) Komitid.fr, le 09/08/2023 : « Ouganda : la Banque mondiale suspend tout nouveau financement après la loi anti-LGBT+ ». (7) Observatoire des inégalités, le 22/11/2020 : « Dans 69 pays sur 193, l'homosexualité est interdite ». (8) « Le prix en valait la peine », c'est ainsi que Madeleine Albright, alors représentante permanente des USA auprès de l'Onu, a répondu en 1996 à la question de savoir si la mort de plus de 500.000 enfants en Irak suite à l'intervention US était défendable. (9) « Un des grands mystères des temps modernes est le prodige de l'argent censé faire de l'argent ! Alors qu'au commencement, la richesse n'est que l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire du vol du temps de travail forcé non payé au travailleur ! L'entassement de marchandises et l'accumulation de capital seraient déterminés par le marché : mais si l'échange était équitable, le marché serait un jeu à somme nulle. Chacun recevrait l'exacte contrepartie de ce qu'il apporte. Il n'y aurait pas de plus-value, cette particularité qui permet l'accumulation des richesses. Dans le mode de production capitaliste, le temps de travail du prolétaire se divise en temps de travail nécessaire et temps de sur-travail. Le travail nécessaire est le travail que le travailleur effectue pour avoir un salaire qui lui permet d'assurer sa survie, c'est-à-dire le travail qu'il lui faut fournir pour pourvoir à ses besoins essentiels afin de reconstituer ses forces, c'est ce que l'on nomme la reproduction de sa force de travail. Le sur-travail est le travail accompli au-delà du temps de travail nécessaire, donc effectué gratuitement pour le compte du détenteur du capital qui achète la force de travail. C'est l'enjeu premier de la lutte des classes ! », d'après le livre de Daniel Bensaid « Marx mode d'emploi ». (10) Cette élection, et un sentiment d'optimisme croissant que l'Allemagne serait vaincue, suite à la défaite de Stalingrad, conduisirent à des grèves générales et à un mouvement de désobéissance civile pendant l'été 1943. (11) A l'assemblée nationale, les députés RN ont votés contre l'augmentation du SMIC, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre la revalorisation des pensions de retraites, contre la gratuité des cantines, contre le gel des loyers, contre le fait de taxer davantage les plus riches, mais ils ont votés pour la réduction des droits liés au chômage. A l'assemblée européenne, ils se sont abstenus sur la lutte contre le harcèlement moral ou sexuel, ils se sont abstenus sur la révision de la directive sur les travailleurs détachés, ils ont voté contre la régulation des pesticides, ils ont voté pour le secret des affaires. (12) Il est à l'initiative en 2020, avec sa collègue LREM Alice Thourot, de la proposition de loi relative à la sécurité globale comprenant le renforcement des pouvoirs de la police municipale et des agents de sécurité privée, l'utilisation des drones et caméras portées directement par les agents dans une grande variété de situations, une forte limitation de la diffusion des images de policiers, ou encore le droit pour ces derniers de conserver sur eux leur arme de service hors des heures de travail y compris dans les lieux publics. (13) BFM, le 30/06/2023 : « "En guerre" contre des "nuisibles": ce communiqué de deux syndicats de police indigne ». (14) La

Depeche.fr, le 26/12/2023 : « Mort de Nahel : trajectoire du véhicule, témoignages, blessures de "défense"... de nouveaux éléments mettent à mal la version policière ». (15) LVSL.fr, le 01/01/2024 : « La lune de miel oubliée entre Mussolini et les libéraux ». (16) Georgi Dimitrov, 1882- 1949, Dirigeant communiste bulgare, il mène l'insurrection infructueuse de 1923, ce qui le conduit à s'exiler en URSS, d'où il dirige l'Internationale communiste entre 1934 et 1943. Arrêté en Allemagne et jugé pour complicité dans l'incendie du Reichstag en 1933, il prouve son innocence lors du procès de Leipzig et acquiert une renommée internationale. (43) Histoire et Société, le 14/01/2024 : « La marchandisation de l'antifascisme ». (44) Le Grand Soir, le 14/01/2024 : « Un climat de guerre s'installe en France ». (45) revue-ballast.fr, le 08/02/2021 : « Aurore Koechlin : Aucune révolution féministe sans renversement des classes ». (46) France 24, le 11/01/2022 : « Torture, détention illégale... Depuis 20 ans, la "situation d'impunité" demeure à Guantanamo ». (47) Amnesty International : « Julian Assange : Mobilisez-vous pour sa libération et l'abandon des accusations », s'il est extradé aux USA, il risque plus de 170 ans de prison. (48) Afrique Asie.fr : « Syrie : La résistance armée contre l'occupant américain ne fait que commencer ». Mondafrique.com, le 14/09/2022 : « Les USA continuent de piller le pétrole syrien ». (49) Les Crises.fr : « La république populaire de Donesk : une histoire indicible pour les médias occidentaux, par Stephen Ebert ». (50) « Le Wokisme : c'est quoi ? » La signification du wokisme est difficile à comprendre pour nous Français, c'est pourquoi nous vous recommandons la lecture du livre de Anne Toulouse, publié en 2022 aux éditions du Rocher. L'auteure remonte aux origines de cette idéologie, elle analyse les bonnes intentions de départ puis ses dérives délirantes. Enfin, elle fait une très fine analyse de la société étatsunienne et établit une comparaison avec la nôtre. (51) le Monde, le 29/07/2012 : « Aux JO de Londres, la géopolitique est en lice ».

Immigration et terrorisme : faisons la part des choses !

Souvent nos médias et nos politiques nous parlent de communautarisme, qu'en penses-tu ? Lorsque des personnes, riches, très riches, vivent en vase clos, dans les mêmes quartiers, fréquentent les mêmes endroits, ont les mêmes références, les mêmes codes, se marient entre elles, est-ce du communautarisme ?

Parler de la baya, pas des salaires :

Dans notre société, migrants, sans-papiers, islam et immigration sont des points de crispation. Le débat politique est pollué par ces sujets. Le fantasme du grand remplacement [(1)], ou la remise en cause de notre mode de vie sont devenus des sujets de préoccupation grâce à l'extrême-droite et des polémistes comme Eric Zemmour. Pourtant rares sont ceux qui se plaignent du « grand remplacement » dans le sport lorsque nos équipes nationales remportent des titres internationaux. Quant à la remise en cause de notre mode de vie, et tout ce qui faisait le charme et la convivialité d'une certaine façon de vivre, ce n'est pas l'immigration qui y a mis fin, mais tout simplement l'économie capitaliste marchande. Le capitalisme n'a pas de frontière, n'a pas de patrie ni de préférence nationale, il veut seulement produire au moindre coût. Nos dirigeants préfèrent que vous vous occupiez de sujets polémiques qui ne remettront pas en cause le système plutôt que vous interveniez réellement dans le débat public.

Ce que l'on reproche aujourd'hui aux immigrés d'origine arabe venus principalement du Maghreb est ce que l'on a reproché aux italiens jusqu'aux années 70. Pourtant les italiens sont

blancs et catholiques. Mais depuis la fin du 19eme siècle, des « vêpres marseillaises » aux chasses à l'homme du côté d'Aigues-Mortes [2], l'immigration italienne n'a pas été un long fleuve tranquille. Mon père était italien, et je n'ai pas oublié les remarques imbéciles et les réflexions assassines. Après, le terme « bougnoul » a suppléé celui de « rital ». Le bougnoul a été la nouvelle tête de turc, le rital a pu respirer un peu … mais vraiment un petit peu, et le chambrage un peu lourdingue, pour ne pas dire plus, des lendemains de match où participait une équipe italienne n'a d'égal que les réflexions imbéciles et généralisées à l'ensemble de la communauté italienne. Le racisme est une question difficile à régler, mais le plus difficile à résoudre est le racisme fantasmé, dans un sens ou dans l'autre, par ceux qui n'y ont jamais été exposés. Il est important je pense de rappeler que les premiers qui sont exposés au problème de l'immigration ce sont les classes populaires, et suivant les périodes de plein emploi ou de crises, les tensions sont plus ou moins tendues. Par contre, il est irresponsable pour certains politiques de le nier et pour d'autres de s'en servir à des fins démagogiques et électoralistes [3].

Les gens qui viennent d'autres pays se regroupent automatiquement avec ceux qui vivent comme eux, ceux qui ont les mêmes traditions. Ils cherchent des repères, ceux qu'ils connaissent. La politique de la Ville n'a pas su également créer des conditions de logement propices à la mixité. L'intégration se fait principalement au travail, et là, peut-être que les syndicats n'ont pas joué leurs rôles émancipateurs de la classe ouvrière, les « locaux » étaient suffisamment nombreux pour se défendre face au patronat, et n'avaient pas besoin des autres. Heureusement cela a changé et dans de nombreux conflits on voit des porte-parole syndicaux qui sont issus de l'immigration, et c'est, je pense, de bon augure pour l'avenir.

Ce ne sont en aucun cas les immigrés qui obligent le patronat à exploiter les salariés, ou à délocaliser les entreprises dans les

pays où elles peuvent se permettre de mal payer la main d'œuvre. Par contre c'est le chômage et la précarité qui font que les gens se retrouvent dans des quartiers défavorisés, et ce regroupement favorise le communautarisme. Ensuite, il est facile de fantasmer sur l'illusion que le pays d'où sont venus les parents est un paradis perdu. Enfin, certains se réfugient dans des valeurs traditionnelles dont la religion fait partie. Ils veulent assumer leurs différences. Le chômage et la précarité c'est aussi la délinquance. Et la crise que l'on subit fait que les antagonismes ressurgissent et prennent le pas sur tout le reste.

Evidemment qu'il y a des problèmes, et je ne veux pas le nier, il n'est pas question de faire de l'angélisme, mais la « gauche » plutôt que de s'emparer de ces problèmes et d'essayer de les résoudre en apportant des solutions humainement et socialement plus juste, a traité ce sujet avec une candeur et une naïveté incompréhensible, laissant le champ libre à la droite et l'extrême droite qui en ont fait un terreau fertile et puant qui empoisonne le débat politique depuis plus de 40 ans. Bien sûr, il faut prendre garde de ne pas se faire déborder par des groupes extrémistes qui voudraient mettre en place des projets à caractère communautarisme, prosélytique ou religieux, mais cela n'est pas une exclusivité de la religion musulmane, toutes les religions ont leurs extrémistes. Toutefois, par crainte d'être traités de racistes et d'islamophobes, les partis politiques de « gauche », syndicats ou associations n'ont pas su apporter une réponse « lisible », et les islamistes se sont servis de ces divisions pour attaquer la laïcité et la liberté d'opinion. La question de l'immigration doit être traitée dans de véritables débats avec l'ensemble des Français. Abordons ces sujets, sans mettre de côté les questions de sécurité. Les incivilités quotidiennes (qui ne sont pas spécialement le fait des immigrés) donnent un sentiment de ras le bol, de malaise et d'impuissance. Ces préoccupations existent et sont une réalité. Mais ne confondons pas le sujet de l'immigration et celui de l'insécurité ! Encore une fois, attention aux amalgames !

L'identité nationale :

Existe-t-il une identité nationale unique ? Laquelle : Niçoise, Corse, Basque, Picarde, Bretonne, Parisienne, Réunionnaise ou Guadeloupéenne ? Quelles religions : Chrétiens, Juifs, Musulmans ? Ou Athées ? Et pour qui ? Un smicard a- t-il les mêmes valeurs, les mêmes intérêts que le patron de Carrefour ou de Total ? Un étranger qui travaille et paye des impôts en France a-t-il moins sa place dans la nation qu'un grand patron ou un actionnaire français qui fraude le fisc, délocalise, exploite ses concitoyens et planque son argent à l'étranger ? L'identité nationale : c'est l'histoire de la France, la révolution française, la commune, ainsi que des valeurs de solidarité et de fraternité. Ce sont plusieurs identités différentes qui constituent la mémoire de notre pays. Mais nous avons laissé cette question-là à des gens mal intentionnés qui l'ont récupérée à des fins politiciennes.

Si la nation est menacée, ce n'est pas par l'immigration, mais plutôt par la casse de nos valeurs de solidarité et de partage et la destruction de nos repères sociaux. Les différents gouvernements ont tous cherché à détourner notre attention pour continuer à démanteler et brader les biens publics à des entreprises privées et à renforcer des politiques sécuritaires pour nous maintenir dans la peur. L'identité nationale est l'un des outils choisis dans la palette de nos gouvernants pour faire passer la pilule de l'appauvrissement de la France au seul profit de quelques rentiers. Pour faire oublier la baisse du pouvoir d'achat, la suppression des services publics ou les nouveaux cadeaux faits aux plus riches, on désigne des boucs-émissaires à la vindicte populaire pour la détourner des vrais problèmes, qui sont ceux imposés par des choix politiques ! L'identité nationale n'est qu'un paravent derrière lequel on détricote la nation et précarise l'avenir de nos enfants.

On peut sans doute être fier d'être français, comme l'on peut être fier d'être italien, marocain ou américain. Mais il faut faire attention que ce sentiment ne se transforme pas en la haine des autres. L'histoire est pleine d'exemples où les puissants ont profité de ces valeurs pour dresser les pauvres entre eux. Pendant que les peuples se battent, les affaires continuent, l'argent n'a pas de frontière ! L'identité nationale se forge au travail, à l'école, dans les associations, et même dans les stades, mais sûrement pas dans un charter de retour, ou dans des camps de réfugiés insalubres. N'oublions pas que nos gouvernants n'hésitent pas à brader les valeurs de notre pays à l'Europe des banquiers à travers les traités européens. Et rappelons-nous, qu'en 2005, ils se sont assis sur la volonté des français qui ne voulaient pas le traité constitutionnel : il s'agissait en fait d'un véritable coup d'Etat … et les millions de personnes qui auraient dû descendre dans la rue pour protester, sont restées chez elles pour regarder la télé !

En l'espace de quelques années, les différents gouvernements ont réussi un véritable tour de force : transformer les opprimés et les déshérités en ennemis des classes populaires. La femme de ménage épuisée peste contre le RMIste du palier, l'ouvrier au chômage se met à haïr le travailleur étranger et le Rom pourchassé, les militants syndicaux sont présentés comme des privilégiés, et le fonctionnaire est montré du doigt. Pendant ce temps, on oublie les revenus faramineux des grands patrons et les dividendes indécents des actionnaires du CAC 40.

L'identité nationale est une référence bourgeoise, par rapport à l'identité sociale qui est une référence prolétaire. Derrière ce débat tronqué au départ, la bourgeoisie veut faire vibrer la fibre patriotique afin de détourner les français des vrais problèmes : faire croire que l'on est tous égaux derrière la même bannière pour faire accepter les différences sociales en accentuant les différences ethniques. Diviser pour mieux nous manipuler !

Quand on veut, on peut :

Les sujets traitants d'immigration et d'islam occupent l'espace médiatique et occultent tout débat sur l'économie et les problèmes sociaux qui lui sont liés. Loyers, salaires, santé, éducation, emploi, retraite deviennent secondaires, alors que c'est ce qui devrait être au cœur d'une campagne électorale. Pour recentrer le débat, il faut bien trouver une stratégie, sinon nous serons condamnés à vivre en capitalisme jusqu'au la fin des temps, avec des régimes de plus en plus totalitaires et injustes tant que les campagnes électorales restent engluées par la seule question de l'immigration. Pour défendre des programmes socialement, fiscalement et économiquement plus justes, et ne pas renier les valeurs humaines et solidaires, il faut qu'un parti politique progressiste et anticapitaliste prenne une position qui évite les interminables débats stériles sur les questions migratoires : « *Sur toutes ces questions, nous avons nos convictions, mais si nous parvenons au pouvoir nous organiserons un référendum pour que chacun puisse se positionner sur tous ces sujets* ». OK, et maintenant passons à des débats sérieux sur des projets économiques et sociaux différents de ce que l'on nous propose depuis bientôt 50 ans. D'autre part quel que soit le résultat du référendum, il n'est pas question de criminaliser les associations qui viennent en aide aux migrants. Et, si le programme économique et social mis en œuvre améliore la vie des citoyens, rien n'empêche dans quelques années de faire un nouveau référendum. Si les gens vivent mieux, ils seront surement moins « vent debout » contre les étrangers.

Sans le vouloir, les péripéties de ces hommes qui quittent leur pays à la recherche d'une vie meilleure mettent à mal l'un des principes du capitalisme dont on nous rabat régulièrement les oreilles : la méritocratie. Il faut faire preuve d'une incroyable volonté pour entreprendre un voyage dont l'issue peut être la mort. Il faut une étonnante détermination pour traverser les

mers, les montagnes, les déserts, et au final peu nombreux sont ceux qui obtiendront « des papiers ». Pourtant, « *quand on veut, on peut* », comme disent les biens pensants confortablement installés dans leur fauteuil, et d'après Emmanuel Macron : « *pour trouver du travail, il suffit de traverser la rue* » … mais apparemment, pas les océans !

Mais pourquoi viennent-ils chez nous ?

Si nous ne voulons pas de migrants, nous devrions arrêter de les fabriquer, sinon nous n'avons pas d'autre choix que de les assumer… C'est nous qui pillons [(4)] les matières premières de leurs pays respectifs et qui supprimons toutes leurs tentatives de mise en place d'une démocratie privilégiant les intérêts de leurs peuples. Nous déstabilisons leur économie, détruisons le tissu social et familial, armons des groupes et des factions terroristes, et ensuite nous intervenons au nom de la démocratie et des droits de l'homme. Tout cela est parfaitement planifié et assumé [(4-6-7)]. Le problème des migrants nous montre de façon flagrante les contradictions de notre société capitalo-libérale ; c'est facile de dire « on veut bien les flux de marchandises et les richesses minières et énergétiques, mais eux qu'ils restent chez eux à crever de faim ». C'est contradictoire de vouloir contrôler les flux de population et en même temps de laisser la libre circulation des marchandises et des capitaux. C'est sympathique de présenter des cultures différentes et exotiques lors de festivals ou autres manifestations, pour un petit public averti, et en même temps inonder le marché mondial de films au tempo du modèle occidental. C'est facile de continuer à vouloir consommer « bon marché » sans se soucier des conséquences.

En clair, nous sommes en grande partie responsables de cette situation. Ce n'est pas notre politique migratoire qu'il faut changer, mais notre politique extérieure et notre système

capitaliste marchand. Une grande partie des migrations est dûe à des causes économiques, et les conséquences de trois siècles de colonisation et de pillage des pays du sud en sont une des raisons. La déstabilisation de certaines régions par des guerres ou des interventions faites ou soutenues par l'occident en sont une autre. Les gens partent rarement de chez eux par choix, mais presque toujours à cause de facteurs qu'ils ne maitrisent pas. Il est donc nécessaire de travailler sur les causes de l'exil. Pour rappel, en 1940 plus d'un million de réfugiés de guerre belges sont arrivés en France, et les Français (qui se sont massivement enfuis devant l'avancée des troupes nazies) ont été accueillis par une population solidaire en zone sud. Que tous ceux qui, bien à l'abri derrière leurs ordinateurs, conseillent aux réfugiés Syriens ou à d'autres de se battre chez eux plutôt que fuir « lâchement », apprennent déjà leur histoire et regardent ce qu'ont fait leurs parents ou grands-parents pendant les périodes troubles, avant de stigmatiser de pauvres gens.

Les bénéfices de ce trafic d'êtres humains sont considérables, plus lucratif que la drogue et pratiquement sans danger pour les trafiquants. Des rabatteurs appâtent et regroupent les candidats à l'émigration. Des trafiquants les rackettent puis les entassent dans des barcasses pourries prêtes à couler en leur disant, pour les rassurer, que les bateaux européens les recueilleront s'ils ont des problèmes de navigation. Et ils partent, mus par l'espoir illusoire d'une vie meilleure dans cette Europe qu'on leur fait miroiter comme le paradis. En réalité, beaucoup iront grossir le camp des exploités et seront confrontés au racisme ! Les médias font leur « une » sur ces hommes et ces femmes, et l'on diffuse des reportages sur les passeurs, mais personne n'a envie de nous dire pourquoi nous en sommes arrivés là !

Une question pertinente, et dérangeante, serait de se demander « *Comment se fait-il que tant de personnes fuient*

leur pays ? ». L'on a détruit la Libye, mais Kadhafi n'avait-il pas un rôle éminemment important en Afrique [5] ? Qui vend les armes et finance les coups d'états ? L'occident n'a-t-il pas sa part de responsabilité dans la déstabilisation de l'Irak, dans le chaos qui règne aujourd'hui en Syrie ou en Afghanistan, provoquant la fuite de milliers d'habitants ? De nombreux migrants viennent de pays dont le sous-sol regorge de richesses qui sont pillées [8] par les multinationales occidentales Et nous même profitons de cette situation et avons accès à divers produits bon marché parce que « eux » vivent dans la misère. Quel homme aimerait quitter sa terre natale, sa famille et ses attaches sans raisons impérieuses ? Au final, tous les pays où les occidentaux étaient censés répandre la démocratie et la liberté, comme en Irak ou en Lybie, ne sont que chaos. Et comme le capitalisme n'a pas de patrie, lorsqu'il aura fini de saigner les pays du Sud, il s'occupera de nous de la même façon … l'on en devine déjà les signes précurseurs !

Bien sûr, les migrants ne sont pas tous des nécessiteux, et fantasment parfois sur l'eldorado que serait l'Europe. Certains ne sont pas différents de nos capitalistes et rêvent de faire fortune, quitte à exploiter leurs compagnons d'infortune. Toutes ces images qui tournent en boucle autour de la planète et qui sont la représentation d'un monde occidental, riche, plein de belles filles et de fortunes faciles à la portée de tous les hommes de bonne volonté ! La réalité pour ces migrants risque d'être toute autre. Pour beaucoup, le « voyage » sera une route faite de souffrance, de violence et de viols. Ensuite, souvent, ils n'auront pas d'emploi ou seront exploités sans vergogne par des patrons voyous. Parlant mal ou pas du tout le français, et venant de cultures différentes, ils seront confrontés au racisme, d'autant que l'intégration/assimilation est rendue très difficile en raison de facteurs économiques et politiques de nos pays. Notons également que vu les sommes demandées par les passeurs, seul ceux qui en ont les moyens peuvent tenter l'aventure, ou alors ce sont des familles entières qui s'endettent

… ce déséquilibre s'ajoute aux déséquilibres existants dans ces pays.

Ce sont les guerres de l'Occident [6] qui provoquent ces vagues de migrants. La solution serait de cesser ces agressions pour le contrôle des matières premières, menées au bénéfice de riches multinationales. Tout cela finira par « nous péter à la figure » ici aussi, si on ne fait rien. Commençons déjà par mettre en cause notre propre impérialisme. Cessons par exemple de fournir armes et munitions à des organisations ou des groupuscules que nous manipulons ensuite au grès de nos intérêts. Cessons de soutenir des régimes corrompus. Stoppons l'accaparement des terres [7] par les multinationales et le déplacement des paysans qui les occupent.

Il est urgent de trouver une solution pérenne et de mettre fin à ces mortelles migrations, fruit de la mondialisation qui se fout de l'humain, agit à très court terme et jette sur le marché des gens qui ne demandaient qu'à vivre sereinement dans leur propre pays. Mais n'ayant que la misère et la mort comme seules perspectives, tous cherchent un avenir meilleur ! Et si l'on était dans leur situation, nous ferions de même. Quant à ceux qui pensent qu'ils devraient se battre sur place plutôt qu'immigrer, ce sont les mêmes qui sont incapables de tout simplement défendre, ici, les acquis que nos anciens nous ont laissés, alors qu'en France, les manifestations ne sont pas réprimées par des tirs à balles réelles comme là-bas ! Pour le moment !

La seule solution c'est de leur donner des raisons pour rester chez eux. Surtout, arrêter de piller l'Afrique [8] et l'aider financièrement, mais aussi promouvoir le développement d'une agriculture vivrière et d'industries utiles sur place. Un développement autre que celui des multinationales prédatrices qui pillent, exploitent et exproprient des êtres humains, les forçant à abandonner leurs racines, leurs familles pour tenter

de vivre ailleurs, notamment chez nous. Il faut arrêter de se servir de ce continent de poubelle pour nos déchets encombrants. Il faut cesser d'envahir les marchés de nos denrées subventionnées [9] qui coulent les petits exploitants et détruisent le tissu social. Il faut aussi faciliter l'éducation, l'instruction, ouvrir des écoles et des hôpitaux, il ne faut plus soutenir des régimes dictatoriaux et corrompus, il faut commercer seulement avec les pays qui respectent les droits humains et sociaux, il faut … je sais, là, je rêve ! Et mes propos ne tiennent pas compte des migrations climatiques qu'il va falloir prendre en compte dans les années à venir, et qui va contraindre des centaines de millions de personnes à migrer.

Terrorisme, parlons vrai :

Ces dernières années, le terrorisme islamique a frappé à plusieurs reprises notre pays. Cela a bouleversé, sincèrement, de nombreuses personnes qui se sont réunies spontanément pour témoigner leur sympathie, leur indignation et leur incompréhension face à de tels actes. Bien sûr certains en ont profité pour cracher leur haine sur l'ensemble de la communauté musulmane, sans savoir que ceux qui payent le plus lourd tribut au terrorisme islamiste ce sont les musulmans. Primo, les terroristes du type djihadiste n'en ont pas contre les chrétiens en particulier, ces nouveaux fous de Dieu en ont contre tous ceux qui ne conçoivent pas la religion comme eux, les musulmans sont leurs premières victimes. Secondo, c'est notre hypocrisie en matière de politique étrangère qui est responsable de ce genre de représailles, comme l'ont été les Etats-Unis le 11 septembre 2001 [10]. Après la véritable indignation est venu le temps de la récupération politique. Et là, l'erreur de la population c'est d'avoir défilé derrière des politiques responsales de cette situation. L'union nationale n'est pas sacrée, elle est récupérée par des politiciens peu scrupuleux et manipulateurs.

Bien sûr, prendre part à ce genre de manifestation ne demande aucun engagement, peu de conviction, c'est purement émotionnel pour la grande majorité des participants. Ce qui est dommage c'est qu'il n'y ait pas eu de débat pour expliquer pourquoi et comment on en est arrivé là. Quelles sont les racines du terrorisme ? Quelle est la part de responsabilité des pays occidentaux ? Ce phénomène est apparu à la fin des années 70 en Afghanistan [10-11-16], du jour au lendemain, comme subitement créé par quelques phénomènes naturels. Peut-être pas si naturels que cela, ce sont les USA, aidés par la Grande Bretagne, qui ont décidé d'aider, d'armer, d'entrainer des groupes islamistes pour mener la guerre contre les troupes soviétiques [11]. Le financement et le recrutement de nouveaux djihadistes fut confié à L'Arabie Saoudite et au Qatar. Quand les soviétiques se sont retirés d'Afghanistan, les talibans ont pris leur place et de nombreux combattants que l'Occident qualifiait de « combattants de la liberté » sont retournés chez eux prôner le djihad dans leurs pays respectifs. C'est comme cela que tout a commencé. Mais le plus important pour les « démocraties » occidentales c'était de vaincre le communisme, les conséquences importaient peu.

De l'Afghanistan à la Bosnie, de la Tchétchénie à la Libye jusqu'à la Syrie, en passant par l'Irak, les puissances occidentales ont systématiquement utilisé ces fanatiques à des fins de déstabilisation de régimes qui leur résistaient. Nos gouvernements, nos services secrets, et même nos entreprises comme Lafarge [12] en Syrie entretiennent des relations ambiguës avec tous ces groupuscules. Déstabiliser le Caucase qui est aux portes de la Russie ou importer et soutenir des groupes islamiques dans l'Ouest de la Chine, sont des objectifs bien réels, ce ne sont pas des scénarios de politique fiction [13]. Plus généralement on ignore l'histoire et on ne fait pas le lien entre notre ingérence depuis les années 1920 au Moyen et Proche Orient et les attentats du 11 septembre [14].

Côté français il faut mettre fin à la bienveillance de nos dirigeants envers certains pays qui financent des mosquées et forment des imans aux prêches parfois radicaux. Notons aussi le laxisme des autorités concernant les fichiers « S », fichiers [15] qui comportent sûrement plus de syndicalistes, de militants d'extrême gauche ou d'écologistes radicaux que de présumés terroristes. Enfin, c'est aussi le contexte économique et social, le racisme et également la dégradation de l'Education Nationale qui n'a plus les moyens de ses missions, qui sont à l'origine du passage à l'acte de jeunes issus de la deuxième ou troisième génération d'immigrés. Lorsque des gens se sentent intégrés, vivent correctement et peuvent se projeter dans l'avenir, je suis sûr qu'ils sont beaucoup moins enclins à aller se faire exploser en criant « *Allah akbar* ».

Alors, aller manifester unis avec le chef de l'Etat et ses prestigieux invités internationaux comme ce fut le cas pour « Charlie », c'est un peu comme si des parents, qui ont perdu un proche sauvagement assassiné, organisaient une marche blanche, en marchant silencieusement derrière les assassins responsables de ce crime. C'est oublier l'histoire, c'est oublier qu'il n'y a encore pas très longtemps, les djihadistes étaient nos amis [16]. Il est temps de se demander ce que font les forces françaises à l'extérieur de nos frontières, près de 20 000 militaires [17] sont présents notamment en Afrique, et l'on a l'impression que plus l'on prétend combattre le terrorisme à l'extérieur, et plus le nombre de terroristes à l'intérieur de nos frontières augmente. Donc l'on peut légitimement se poser la question : est-ce que c'est pour combattre le terrorisme que les militaires français sont déployés sur tous les continents et les océans du globe ? N'est-ce pas plutôt pour protéger les intérêts de nos multinationales ? Fermer les bases militaires françaises à l'étranger, respecter le droit des peuples à l'autodétermination serait un grand pas en avant. Mais les évènements se précipitent, le continent africain est entré dans une nouvelle ère, et le cycle Afrique/France a du plomb dans l'aile. Les coups

d'État au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, au Niger, ce qui se passe au Gabon, les manifestations au Sénégal ou au Tchad indiquent que l'image de la France est de plus en plus écornée.

Les djihadistes et les occidentaux :

Sur le site « Les crise.fr », d'Olivier Berruyer, j'ai tapé « groupes djihadistes en Syrie » et je suis tombé sur une quantité d'articles intéressants. Pour info, le site « Les crises.fr » a gagné un procès [18a-b] contre les décodeurs du Monde qui l'accusaient de « désinformation ». De nombreux articles sont des traductions de journaux étrangers (New-York Times, La Stampa, The Independent…). Essayer de comprendre la géopolitique est important pour tenter d'analyser les infos que nous servent les médias mainstreams. Il n'y a pas les bons d'un côté et les méchants de l'autre. Beaucoup d'infos que l'on nous répète sur les évènements en cours ressemblent bien souvent, dès que l'on s'y intéresse, plus à des théories du complot que des informations objectives. Voici quatre extraits d'articles que j'ai sélectionnés, que tu pourras lire en totalité sur le site, où tu en trouveras quantité d'autres, dont certains vraiment étonnants.

L'OTAN héberge l'État Islamique. Le 19/11/2015 : « *Des liens poreux entre les rebelles de l'Armée Syrienne Libre (FSA) et des groupements militants islamistes comme Al-Nosra, Al-Cham et l'ÉI ont permis de prolifiques transferts d'armes des rebelles « modérés » aux militants islamistes. Les transferts constants de fournitures d'armes de la CIA, des pays du Golfe et de la Turquie vers l'ÉI ont été établis par l'analyse des numéros de série des armes par le Conflict Armament Research (CAR) (Étude de l'Armement des Conflits), organisme basé au Royaume-Uni dont la base de données concernant les ventes d'armes illicites est financée par l'UE et le Département Fédéral des Affaires Étrangères suisse… »*

Une histoire partielle du Djihad. Le 21-02-2019 : *« Durant les années 80, une révolte islamiste contre un gouvernement afghan gauchisant et prosoviétique a reçu le soutien des États-Unis. Déjà en 1979, Jimmy Carter et son conseiller national pour les questions de sécurité, Zbigniew Brzezinski, ont armé les moudjahidines afghans – non pas pour chasser les Soviétiques mais pour les attirer –. Brzezinski voulait infliger à Moscou ce que les États-Unis ont subi au Vietnam, comme il l'a affirmé dans un entretien en 1998. Depuis cette année-là, les États-Unis ont utilisé le djihad de façon directe ou indirecte en collaboration avec les monarchies du Golfe ou les services secrets pakistanais, ouvertement pro-islamistes. Ce soutien des États-Unis aux moudjahidins afghans a contribué à élever Oussama Ben Laden au rang de héros aux yeux de certains jeunes saoudiens et autres sunnites. Les camps d'entraînement qu'il a établis dans les campagnes afghanes ont attiré les djihadistes de toutes les régions… »*

Traduction de l'interview du patriarche orthodoxe syrien Aphrem II, paru dans la « Stampa » le 29/06/2015 *: « Nous ne demandons pas à l'Occident une intervention militaire pour défendre les chrétiens et tous les autres. Nous leur demandons de cesser d'armer et de soutenir les groupes terroristes qui détruisent notre pays et massacrent notre peuple. S'ils veulent nous aider, ils n'ont qu'à soutenir les gouvernements locaux qui ont besoin de forces armées en nombre suffisant pour maintenir la sécurité et pour défendre leur population respective contre les attaques. Les institutions d'État ont besoin d'être renforcées et stabilisées. Au lieu de cela, ce que nous voyons est leur démantèlement par la force encouragé de l'extérieur… Le Président Assad nous a enjoint de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter que les chrétiens ne quittent la Syrie. « Je sais que vous souffrez », a-t-il-dit « mais je vous en prie, ne quittez pas cette terre, qui a été votre patrie pendant des milliers d'années, même avant que l'Islam naisse ». Il nous a dit que le*

pays aura besoin des chrétiens lorsque le temps de la reconstruction de ce pays dévasté viendra. »

Ouïghour : Le Parti Islamiste du Turkestan, en route vers la mondialisation de son combat. Le 03-12-2018 : *« Au terme de huit ans de présence en Syrie, particulièrement dans le nord du pays, dans le secteur d'Alep-Idlib, le mouvement djihadiste du Turkestan s'apprête à donner une impulsion transrégionale à son combat, au-delà de la Syrie, avec un ciblage prioritaire : la Chine. Le Parti Islamiste du Turkestan (PIT) s'apprête à lancer le Djihad contre les bouddhistes. En juin 2017, la Turquie et les Etats Unis, les parrains occultes du PIT, ont encouragé cette orientation au prétexte de préserver les combattants du PIT, et surtout les Ouïghours, afin de les affecter à d'autres théâtres d'opération, contre les adversaires des Etats Unis … »*

Il faudrait vraiment se poser des questions sur les liens officieux entre certains groupes terroristes et les services occidentaux. Tous ces groupes djihadistes ne sont pas sortis du néant. Les islamistes seraient-ils une telle menace si l'Amérique ne les avait pas choyés pendant si longtemps (21) ? Durant les années 80, Washington s'est servi d'eux face à l'URSS (22). Comment se fait-il qu'il n'y avait pas de groupes terroristes en Lybie, en, Irak, en Syrie et qu'ils sont apparus pendant et après les interventions occidentales ? Comment se fait-il qu'ils apparaissent opportunément dans des pays qui sont en tension avec les USA comme en Iran (23) par exemple ? Quels sont les liens entre l'Etat Islamique et l'armée Américaine en Irak ? L'ironie est que l'EI semble reprendre de l'ampleur chaque fois que Bagdad soulève la question du retrait militaire américain d'Irak. (24) ? Et bien sûr, il y a pour l'occident les bons et les mauvais terroristes, Cuba a remis à Interpol une liste de terroristes (25) recherchés par les autorités cubaines pour être traduits en justice… ils vont attendre longtemps !

Oser affronter les difficultés :

Il ne faut pas confondre le départ de ces migrants qui partent au péril de leur vie chercher une vie meilleure et l'immigration massive voulue par le grand patronat. Jean Jaurès avait raison : « *Ce que nous ne voulons pas, c'est que le capital international aille chercher la main-d'œuvre sur les marchés où elle est le plus avilie, humiliée, dépréciée, pour la jeter sans contrôle et sans réglementation sur le marché français, et pour amener partout dans le monde les salaires au niveau des pays où ils sont le plus bas. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, que nous voulons protéger la main-d'œuvre française contre la main-d'œuvre étrangère, non pas je le répète, par un exclusivisme chauvin mais pour substituer l'internationale du bien-être à l'internationale de la misère* », discours « Pour un socialisme douanier », le 17 février 1894.

Avant les années 1980, le thème de l'immigration n'était pas un tabou à gauche. Tout au long du XXème siècle la gauche a critiqué les politiques d'immigration en pointant le grand patronat. Cette critique allait de pair avec la solidarité entre travailleurs nationaux et immigrés, l'égalité des droits et l'union dans la lutte des classes. Alors que le patronat, lui, s'attache à mettre en concurrence les travailleurs étrangers et français, à la fois pour affaiblir le front social et pour disposer d'une masse corvéable et peu revendicatrice rejoignant la fameuse « armée industrielle de réserve » de Marx. En 1963, la CGT soutient le principe d'une immigration contrôlée, le PCF plaide aussi pour un contrôle de l'immigration [(26)]. Georges Marchais, en 1981 déclarait : *«il est inadmissible de laisser de nouveaux travailleurs immigrés en France, alors que notre pays compte près de deux millions de chômeurs français et immigrés ».* A partir des années 1980, le Front National, bien aidé par les manœuvres de François Mitterrand, va émerger, et devient l'épée des intérêts capitalistes qui cherchent, comme toujours, à diviser les travailleurs français et immigrés. En désignant les

immigrés comme responsables du chômage avec le slogan *« 3 millions de chômeurs c'est 3 millions d'immigrés de trop* », le FN ne dit rien de la responsabilité des grandes entreprises qui ont facilité l'entrée de ces étrangers, et évidemment, se tait, sur les processus d'exploitation qui exacerbent les inégalités entre immigrés et nationaux. De son côté, le Parti socialiste, après avoir enterré la lutte des classes, et s'être converti à l'économie de marché, est devenu un fervent défenseur du néolibéralisme, tout en se prétendant de gauche. Peu à peu, ce « PS de droite », et ces afficionados de « la gauche caviar » ont joué les donneurs de leçons, et tout commentaires sur l'immigration a été qualifié « d'extrême droite ».

L'intégration est en panne, parce que l'Etat, l'extrême droite et le patronat n'y ont aucun intérêt, ils veulent diviser et non rassembler. L'immigré n'est pas responsable, il est victime du système qui l'amène sur notre territoire, mais dans la situation actuelle, l'arrivée d'un nouveau flux migratoire ne fera que précariser un peu plus les immigrants précédents et les travailleurs nationaux par leur mise en concurrence, orchestrée par le patronat. Pendant ce temps, les uns fantasment sur le danger que représentent les étrangers, tandis les autres ont un discours moralisateur et donneur de leçon. Mais bien souvent, ni les uns, ni les autres ne vivent dans les quartiers populaires et ils côtoient des immigrés que de manière occasionnelle ; Comme d'habitude, beaucoup de gens parlent de choses qu'ils ne connaissent pas. Il faut sortir de ce piège, car tant que la droite et l'extrême droite agiteront le spectre de l'immigration, toutes les autres propositions de gauche seront inaudibles [19]. Pour contrer le vote en faveur de l'extrême droite, il nous faut revenir à un discours clair sur l'immigration, il faut s'attaquer aux causes qui motivent ce vote, sans stigmatisation des immigrés, mais sans tabou. Si nous n'arrivons pas à porter le débat dans l'opinion publique nous nous condamnons à une voie sans issue pour les travailleurs nationaux comme pour ceux issus de l'immigration, et nous ferons le jeu de l'extrême droite et du

patronat qui aboutira fatalement à un nivellement par le bas pour l'ensemble des salariés. En ces temps de crise, avoir le courage de poser des questions, n'est pas le chemin de la facilité, mais il n'y en a pas d'autre. Ne nous y trompons pas, le débat sur l'immigration fin 2023 à l'assemblée nationale [20] n'est qu'un coup de pub de la part du gouvernement pour faire croire qu'il prend les préoccupations des français au sérieux et pour essayer de couper l'herbe sous les pieds de l'extrême droite en vue des prochaines élections. C'est une lutte des places car idéologiquement il n'y a guère de différences. Finalement une grande partie des articles de cette loi a été retoquée par le Conseil Institutionnel [27] … Attendons la suite.

« Les programmes de surveillance n'ont jamais été destinés à la lutte contre le terrorisme : c'est une affaire d'espionnage économique, de contrôle de la société, de manipulation diplomatique. C'est une affaire de pouvoir »
... Edward SNOWDEN

(1) Le Monde, le 23/01/2014 : « Le fantasme du « grand remplacement » démographique ». (2) France culture, le 30/05/2020 : « Épisode 1 : 17 août 1893, le massacre des Italiens ». (3) Le monde diplomatique, Mai 2017 : « Duplicité économique du Front national ». (4) France Info. « Jacques Chirac : "Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi" ». Le 26/09/2019. (5) Nouvel Obs. « Kadhafi plaide pour des Etats-Unis d'Afrique ». Le 28 juillet 2010. (6) Les crises.fr, « L'hypocrisie de l'Europe sur les réfugiés de la « guerre contre le terrorisme », publié le 22 novembre 2021. (7) Grain. Le 20/08/2012 : « Accaparement des terres et souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre ». (8) Le Média, le 18/10/2021 : « pillage de l'Afrique, armée française : ce que Cnews ne vous dira pas ». (9) Rfi.fr, le 13/03/2003 : « Les subventions européennes minent l'agriculture africaine ». (10) Les crises.fr, le 20/10/2021 : « Chris Hedges : Le 11/09, les États-Unis ont été attaqués pour leur hypocrisie géopolitique. ». (11) L'Express. Le 25/11/1993 : « Quand la CIA aidait les fous de Dieu ». (12) Europe 1, le 07/11/2019 « Lafarge en Syrie, malgré l'abandon d'une partie des poursuites, la France a perdu un fleuron industriel ». (13) Libannews.com, le 03/12/2018 : « Ouïghour : Le Parti islamiste du Turkestan, en route vers la mondialisation de son combat, avec un ciblage prioritaire, la Chine et les bouddhistes ». (14) Les crises.fr, le 11/10/2021 : « 11/09 : Les motifs de l'attaque sont trop souvent passés sous silence ». (15) La

Montagne, le 12/12/2018 : « Fichés S : pas seulement des islamistes ». (16) Le Monde Diplomatique, fevrier 2019, pages 14 et 15 : « Quand les djihadistes étaient nos amis ». (17) Le Grand Soir, le 02/06/2021 : « Combattre pour la Paix… dans une France en Guerre ». (18a) Valeurs Actuelles, le 18/12/2019 : « Le Monde et son journaliste Samuel Laurent condamnés pour diffamation ». (18b) les crises.fr, le 14/03/2024 : « Victoire ! Le Décodex et le journal le Monde (enfin) condamnés par la Justice ». (19) Marianne, le 09/01/2024 : « Immigration : en Allemagne, l'ex-égérie de gauche Sahra Wagenknecht érige la France en contre-modèle ». (20) Histoire et Société, le 03/01/2024 : « La loi immigration et le crétinisme parlementaire… ». (21) L'Express, le 25/11/1993 : « Quand la CIA aidait les fous de Dieu ». (22) L'Humanité, le 24/08/2021 : « Afghanistan. Les talibans, nos meilleurs ennemis », extrait : « Il aura fallu près de vingt ans pour que le secret de polichinelle soit officiellement éventé. Oui, les États-Unis ont bien commencé à aider militairement les moudjahidines afghans dès le début du mois de juillet 1979, soit près de six mois avant l'entrée des chars soviétiques à Kaboul. L'ancien directeur de la CIA (1990-1993) Robert Gates le reconnaîtra dans son premier livre paru en 1997, et Zbigniew Brzezinski, conseiller du président démocrate Jimmy Carter au moment de la crise afghane, le confirmera un an plus tard dans un entretien accordé au Nouvel Observateur : « *C'est en effet le 3 juillet 1979 (que Carter) a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime pro-soviétique de Kaboul. Et ce jour-là, j'ai écrit une note au président, dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis, cette aide allait entrainer une intervention militaire des soviétiques* » … pour attirer les russes dans le piège afghan, ils ont joué avec le feu et l'on en paye encore le prix aujourd'hui ! (23) France Info, le 04/01/2024 : « Iran : quatre questions sur l'attentat qui a fait 84 morts mercredi dans le sud du pays, revendiqué par le groupe Etat islamique ». (24) Bruno Berthez.com, le 20/01/2024 : « Relancer ISIS : une arme américaine contre l'Axe de la Résistance. -The Cradle ». (25) Le Grand Soir, le 10/01/2024 : « Cuba remet une liste de terroristes à Interpol ». (26) Le Monde Moderne, le 01/07/2021 : « Immigration et patronat, une histoire de la politique française ». (27) Vue du Droit, le 26/01/2024 : « Quand le Conseil constitutionnel « cancelle » le Parlement »

Contre le chômage, on a tout essayé, sauf ce qui contrarie le Medef

Je te propose de réfléchir à ceci : pour combattre le fléau du chômage, qui permet au capital de faire pression sur les salaires, il faut que le travail disponible soit réparti entre tous les travailleurs existants, et cette répartition doit déterminer la longueur de la semaine de travail. Est-ce que ça te parait absurde ? D'autant plus qu'avec les innovations techniques et les gains de compétitivité qui en découlent, le travail va devenir une denrée rare.

Parler de plein emploi c'est juste un slogan électoral :

Aujourd'hui, le chômage est vécu comme un chantage permanent pour les salariés, qui doivent accepter toutes sortes de régressions. Malgré un emploi, il devient difficile de se loger, de nourrir ses enfants ou de se soigner. « *Compétitivité et rentabilité sont indispensables et les chômeurs sont des fainéants !* », il est facile avec un tel postulat de faire admettre qu'il est immoral d'accepter une situation dans laquelle les sans-emplois recevraient une aide. Mais ces aides assurent une relative paix sociale et leur suppression pourrait être la goutte d'eau qui ferait déborder le vase. Alors, on grignote, on grignote, on culpabilise, mais l'on ne supprime pas. On encourage les associations caritatives à s'engager dans le combat contre la pauvreté, ce qui permet à l'Etat de s'en désengager, transformant une solidarité nationale en charité privée. L'Etat ne peut pas « aider » et les pauvres et les riches … et nos gouvernants ont fait leurs choix ! Ils font des cadeaux

de riches aux riches, et des cadeaux de pauvres aux pauvres, mais les cadeaux faits aux pauvres ont toujours une date de péremption !

Tant que les politiciens continueront à faire semblant de croire à un possible retour au plein emploi, il n'y aura aucune solution à cet état de fait. Pour raisons de technologie et de démographie, du boulot, y'en aura de moins en moins, et c'est tant mieux, si des robots sont capables de travailler à notre place, pourquoi s'esquinter la santé ? Par contre, si l'on est capable de produire plus de richesses avec moins de personne, il faut revoir entièrement la redistribution de cette richesse. Car vouloir soi-disant réduire le chômage, sans rien changer à notre système économique, est à mon avis, du même acabit que de vouloir manger un bol de soupe avec une fourchette !

Petite anecdote qui démontre cela : En 2019, 3 minutes suffisent [(1)] pour produire le même nombre de voitures qu'en une journée complète il y a 50 ans, tout cela fabriqué par plus de 2000 robots. Aujourd'hui, Il faut compter environ 1 heure de fabrication pour produire un lave-linge fini [(2)], emballage compris. La fabrication d'un portable demande 27 secondes [(3)] : « *Alors qu'en 2015, chaque ligne de production nécessitait 97 employés, la production du Huawei Mate 40 ne nécessite que 14 employés* », a récemment confié Zheng Yelai, vice-président de Huawei. Alors le plein emploi, c'est une fake new !

Plutôt que de chercher à culpabiliser les chômeurs, il serait plus judicieux de redistribuer intelligemment la richesse produite, l'histoire va dans ce sens, le progrès finira par libérer totalement l'homme de l'aliénation du travail ! En attendant, les milliards que l'on distribue allégrement au Medef sans contrepartie [(4)], devraient être attribués selon des critères sociaux : niveau des salaires, conditions de travail, perspectives d'embauche, et donc s'il le faut diminution des horaires, donc partager les bénéfices, mais aussi le travail !

Une autre petite anecdote, en 1981, les dividendes versés aux actionnaires représentaient 10 jours de travail par salarié. En 2012, ils représentaient 45 jours [5] soit 4,5 fois plus, soit l'équivalent de 9 semaines de congé. A combien en sommes-nous aujourd'hui … qui a la réponse ? Vous voyez bien que toutes les fables que l'on nous sert sur « Il faut travailler plus », ou « Le travail coûte cher », disparaissent d'un coup de baguette magique devant le seul énoncé de ces chiffres ! Dans dix ou quinze ans, au rythme où vont les choses, les dividendes versés aux actionnaires représenteront combien de mois de travail par salariés ? Cinq, six, sept, plus ?

Prétendre combattre le chômage en respectant les règles fixées par le système capitalisme, dont le seul but est la maximalisation des profits, est de la fiction. La réduction des effectifs et les réductions de salaires sont des variables d'ajustement prévues et largement utilisées par « le code du capital ». Tant qu'il n'y aura pas de barrière à l'enrichissement sans limite d'une minorité au détriment de la majorité, on ne peut ni combattre le chômage, ni la précarité. Tout le reste n'est que foutaise et mensonge.

Un impôt indexé sur le nombre de chômeurs :

Les moyens sont là, ce n'est pas un problème de financement, c'est un problème de choix politique. Continuer à distribuer sans contrepartie de l'argent à des entreprises privées [30] qui sont incapables de créer de l'emploi, ou maintenir des cadeaux fiscaux aux plus aisés alors que certains secteurs de la fonction publique manquent cruellement de personnel et de moyens, est soit de l'incompétence, soit de la malversation. Déjà en 2010, le Conseil des Prélèvements Obligatoires nous apprenait [6] qu'en France les entreprises gagnaient bon an mal an entre 175 Md€ et 200 Md€ grâce à une multitude de niches fiscales et

sociales. Et tout ça pour quoi ? Quel en est l'impact positif pour la population ? L'on nous répète : *« il n'y a plus d'argent dans les caisses ?* » Pendant ce temps, on oublie les revenus faramineux des grands patrons et les dividendes indécents des actionnaires du CAC 40. Et les experts nous expliquent à longueur de temps que pour créer des emplois il faut en supprimer… et pour gagner du temps il faut sans doute arrêter sa montre !

Est-il tolérable que des millions de travailleurs soient en état de précarité alors que d'autres exhibent sans aucune pudeur une richesse indécente ? Est-il tolérable que certains possèdent jet privé et yacht démesuré pendant que d'autres vivent à quatre dans trente-cinq mètres carrés, coincés entre sortie d'autoroute et voie ferrée ? Est-il tolérable que les actionnaires des grandes entreprises se partagent des milliards et licencient dans le même temps des milliers de salariés ? Pour combattre le fléau du chômage, qui permet au capital de faire pression sur les salaires, il ne faut pas alléger les charges des entreprises, qui ne sont d'ailleurs que des cotisations sociales, mais au contraire instaurer un impôt sur les sociétés indexé sur le nombre de chômeurs. Plus le nombre de chômeurs augmente, plus l'impôt augmente, si le nombre de chômeurs diminue, l'impôt diminue et si le chômage disparaît, l'impôt disparaît ! Il faut que le MEDEF, les dirigeants des grands groupes privés et leurs actionnaires n'aient aucun intérêt à ce qu'il y ait du chômage.

Qui crée de la richesse ? Ce sont les travailleurs et non les rentiers ou les banquiers. Au départ de toute fortune il faut l'exploitation du travail salarié, c'est cela qui permet la création de richesses, et pas de faire travailler de l'argent ! « *Contre le chômage, on a tout essayé* » avait déclaré François Mitterrand. Ce que l'on a surtout fait, c'est céder aux revendications des patrons du privé, et de créer des emplois au rabais dans le secteur associatif ou la fonction publique ! Tant que nous

continuerons à soutenir un système économique dont l'objectif est de faire fructifier le capital des investisseurs, des propriétaires des moyens de production et de ceux qui les financent, nous continuerons à creuser les inégalités. Nous aurons au final des riches toujours plus riches. Et si vous pensez les forcer à redistribuer un peu de plus-value au moyen de lois, ils auront tôt fait de les contourner sous prétexte de compétitivité, de concurrence, de coût du travail, ou de chantage à l'emploi. Donc, que vous soyez écologistes ou socialistes, et que vous ne voulez pas rompre avec le capitalisme, vous êtes des imposteurs ! Nous ne sortirons de ce bourbier que par une volonté politique et idéologique forte, soutenue par la majorité de la population, jusque dans la rue s'il le faut. Rester sagement assis devant sa télévision en attendant que des lois plus justes soient votées par l'assemblée nationale est une vue de l'esprit.

Illusion libérale :

Pour combattre le chômage, la stratégie des libéraux lorsqu'ils sont au pouvoir consiste à rendre inconfortable et précaire la vie de ceux qui reçoivent une allocation chômage. La philosophie qu'ils défendent conçoit le contrat social par une formule toute simple : « *Les riches seraient plus entreprenants s'ils payaient moins d'impôts et les pauvres seraient plus travailleurs s'ils recevaient moins d'aides* ». Ils oublient de préciser qu'eux-mêmes reçoivent des subventions de l'Etat, et que lorsqu'ils éprouvent des difficultés dans leurs affaires, ils trouvent normal que l'Etat socialise les pertes et privatise les bénéfice [(7)].

Évidemment, dans tous les cas, les plus riches passent sous silence la façon dont ils sont devenus riches, et comment s'est construite leur fortune. Balzac disait « *derrière chaque fortune il y a un crime* », mais plus pragmatiquement, à la base de toute

fortune, il y a la non rémunération d'un salaire juste et équitable [8] pour les salariés, car pour accumuler des profits il faut rénumérer celui qui produit les richesses avec un salaire le plus bas possible. Mais de cela on ne parle jamais, on préfère laisser croire aux citoyens que si les riches sont riches c'est grâce à leur seul mérite. On enracine la légende comme quoi ils se sont faits tout seul, alors que le capital financier, le capital culturel, les divers biens ou le carnet d'adresses se transmettent de générations en générations ! Une récente étude a démontré [9], qu'à Florence, depuis 1427 jusqu'à nos jours, ce sont les mêmes familles qui sont au sommet de l'échelle socio-économique.

Le choix du chômage a été un choix délibéré [10] de tous les gouvernements depuis 50 ans. L'Etat est devenu un instrument au service du marché et du libre-échange mondialisé. Les libéraux plaident pour que l'Etat cesse de « secourir » les plus pauvres sous prétexte que « l'assistanat » rend les gens paresseux, et qu'au final ils n'ont plus la volonté de s'en sortir. Mais quand des gens perdent leur emploi, lorsqu'ils se blessent ou tombent malades, ce n'est pas du fait de leur paresse. Lorsque des mauvaises décisions sont prises par des responsables politiques, ce n'est pas dû à leur paresse. Et lorsque, pour faire plus de profits, des entreprises délocalisent, c'est simplement parce que le système capitaliste détruit tout ce qui l'empêche de faire plus d'argent. Les individus ne sont que des variables d'ajustement !

On ne peut pas continuer à dire que si les gens sont pauvres c'est qu'ils sont paresseux. Non la pauvreté n'est pas une fatalité, c'est le résultat d'une politique ! On ne peut pas dire que si les politiques gouvernementales ne fonctionnent pas c'est la faute de la population qui ne travaille pas assez : non, là encore ce sont de mauvais choix politiques qui privilégient le capital au travail. Pour aider les pauvres il faudrait donc les abandonner à

leur sort, pour qu'enfin ils réagissent et retrouvent une vie normale !

Qu'est-ce qu'une vie normale pour un travailleur d'après les critères d'un riche libéral ? Eh bien, c'est quelqu'un qui se satisfait du salaire que lui donne son patron, qui n'hésite pas à travailler plus pour toucher… pareil, qui dénigre et jalouse celui qui ose se battre pour défendre ses droits, et qui trouve que comparativement à son salaire le rmiste est trop payé ! Et qui le soir doit être suffisamment fatigué pour ne plus penser à rien et ingurgiter les programmes télé que l'on a concoctés pour lui. Est-ce que le but ultime de l'humanité est de travailler pour enrichir d'autres personnes ? C'est toute une conception de la société qu'il faut changer. Pour vivre en société, il faut que les taches soient partagées et que les bénéfices issus de ces taches soient également partagés suivant les besoins de chacun.

Les libéraux dénoncent sans cesse le laxisme de l'Etat providence, accusé de faire du social, mais ils ne disent jamais ce que les banques privées, sauvées en 2009 grâce à de l'argent public, ont réellement coutées à la nation [29]. Ils ne parlent jamais de toutes les réformes fiscales visant les seuls bénéfices des plus riches. Ils passent sous silence que le grand patronat français s'est gavé de commandes et de marchés publics. Ils oublient de comparer les 9 milliards du RSA aux 200 milliards [11] de subventions et cadeaux fiscaux dont bénéficient chaque années les grosses entreprises. Il ne leur est jamais venu à l'idée de comparer le trou de la Sécurité Sociale [12] avec les fortunes personnelles de messieurs Pinault, Bouygues, Dassault ou Arnault. Avec les 80 milliards de fraudes fiscales [13] qui disparaissent chaque année dans les paradis fiscaux au lieu d'être réinvestis dans l'économie française, et bien nous pourrions par exemple embaucher gratuitement deux millions de fonctionnaires, c'est à dire deux millions de chômeurs en moins !

Les français, n'auraient pas le sens des responsabilités :

Jamais, dans son histoire, la France n'avait connu un nombre de chômeurs aussi élevé. C'est au début des années 1980 que commence le chômage de masse : prétexte tout trouvé pour demander un effort aux salariés pour le bien de l'économie nationale. Parce qu'il est bien évidement que les français ne prendraient pas leurs responsabilités. De mauvaises langues diront que le chômage a été créé de toute pièce afin de constituer une armée de chômeurs, permettant de faire un chantage permanent aux salariés encore en poste. Mais ce ne sont que des mauvaises langues, et cette info n'a été reprise, ni sur TF1 ou BFM.

Ah, le fameux sens des responsabilités, qui consiste à faire porter à l'ensemble de la population le poids de ses déboires, en dédouanant les politiques, les banques et le Medef. Chacun est responsable de sa situation, sauf que le salarié n'a aucun moyen pour d'influer sur les décisions d'un conseil d'administration. Ce n'est pas lui non plus qui décide des orientations économiques du gouvernement. Et ce n'est toujours pas lui qui prend la décision d'investir dans tel ou tel secteur ou de délocaliser la production. Non, ce sont ceux qui dirigent l'économie, la finance et la vie politique qui sont responsables. Le salarié est seulement responsable de ne pas avoir renversé le système et de n'avoir pas mis ces escrocs en prison. Il est responsable d'avoir laissé faire.

Mais que faire quand tous les leviers de commande sont aux mains de ceux qui décident depuis si longtemps. Alors non, ce ne sont pas les français qui sont responsables des choix désastreux qui ont été pris ces dernières décennies. Non, les français ne se la coulent pas douce en profitant des congés payés (14) et en ne travaillant que 35 heures (15). Non, le peuple n'est pas responsable des politiques qui ont favorisé les revenus du capital sur ceux du travail. Non ce n'est pas le

peuple qui est responsable de la dette. Les 50% des français les plus modestes se partagent 10% du patrimoine, alors que les 10% des citoyens les plus fortunés [16] possèdent 46% du patrimoine global. Alors culpabiliser les français en les rendant responsables de leur propre situation, et à fortiori de la situation du pays, est pour le moins risible.

Le coté pervers du chômage, c'est qu'il détruit les solidarités. Celui qui a la chance d'avoir un emploi fera tout pour le garder, et parfois il n'aidera pas celui qui est de « trop » dans l'entreprise. Il acceptera de faire des heures sup non payées, de faire mieux que le « copain », d'être moins regardant sur la sécurité, sur les horaires, et surtout de fuir les syndicats. A la sortie, c'est l'affaiblissement des syndicats et la dégradation des conditions de vie des salariés et des chômeurs. C'est également une nouvelle occasion de stigmatiser les fonctionnaires qui eux ont « l'emploi à vie ». Banco sur toute la ligne pour le patronat et les actionnaires qui pourront continuer à promouvoir leurs solutions miracles : privatisation des services publics et travailler plus pour gagner… pareil. Auparavant pour gagner plus on se battait pour obtenir des augmentations de salaire, pas pour travailler plus !

Les chômeurs ne sont pas identiques : 55 ans à Nancy dans la chaudronnerie, 35 ans à Sophia Antipolis en informatique, 25 ans sans formation dans une banlieue parisienne, sont des situations complètement différentes. Les courbes du chômage et des offres d'emplois ne sont que des statistiques qui ne prennent pas en compte la vie réelle. S'il y a des postes de manutentionnaires vacants à Lille et des manutentionnaires au chômage à Lyon, ce n'est en soi qu'une information. Le manutentionnaire de Lyon, dont la compagne travaille, qui a toute sa famille et sa vie sur place, ne va pas aller travailler à Lille pour un salaire proche du smic avec lequel il lui faudra se loger se nourrir et payer de temps en temps des trajets pour retourner voir ses enfants. Il aura retrouvé du travail, mais en

aucun cas amélioré sa situation, familiale, financière, morale, qui au final se dégradera… ceux qui nous dirigent ne vivent pas dans notre monde ! On compte 367 500 emplois vacants au 2e trimestre 2023 et il y a « officiellement » près de 5 millions et demi de chômeurs, donc même si ces 367 000 étaient pourvus, cela ne changerait pas grand-chose au point de vue de l'emploi. De plus, une enquête réalisée sur 1 200 annonces au tamis d'une grille d'analyse comprenant plus d'une dizaine de critères : existence d'un lien Internet valable renvoyant à l'offre d'emploi, mentions discriminatoires, annonces conformes à la réalité, mentions susceptibles d'induire le demandeur en erreur, etc. montre que 61,1 % des offres mises en ligne par Pôle emploi seraient illégales ou bidon [26].

Depuis le début des années 1980, la part des salaires et des cotisations dans le PIB a constamment baissé. Suivant les différents rapports, et modalité de calcul, cette baisse se situe dans une fourchette de 5 à 10 points de PIB. Pour faire simple cela représente sur un PIB annuel de 2000 milliards, une somme comprise entre 100 et 200 milliards d'euros de perte sur les salaires. Comment comprendre que le peuple travailleur, employés, salariés et ouvriers, se soit fait spolier de telles parts de salaire sans explosion sociale ? Il faut peut-être chercher un début d'explication dans le tournant opéré sous le gouvernement Mitterrand par Jacques Delors en 1982, avec la suppression de l'échelle mobile des salaires, dispositif basé sur la négociation, qui permettait d'indexer les salaires sur l'indice des prix, et de maintenir le pouvoir d'achat des salariés. À cela se sont ajoutés la précarité, l'intérim, les petits boulots, le temps partiel. Devenu jetable, malléable, l'emploi est la seule variable d'ajustement des entreprises. Peu à peu le rapport de force entre capital et travail c'est inversé. Mais ce n'est jamais assez pour la bourse. En effet tout recul devant les exigences des « marchés » entraine immédiatement d'autres exigences encore plus insoutenables.

Mais, qui contrôle les responsables du chômage ?

Dès décembre 2017, Emmanuel Macron estimait qu'il n'y avait rien de choquant à contrôler les chômeurs. Fin 2017, le nombre de conseillers spéciaux chargés du contrôle était de 200, et il a atteint 600 fin 2018, avec un objectif de 1 000 [17]. Par opposition 3 100 emplois ont été supprimés dans les services de contrôle fiscal depuis 2010 [18]. Depuis 2013, le contrôle des chômeurs n'a cessé de se durcir. Si notre système produit de plus en plus de millionnaires et de milliardaires, et de plus en plus de chômeurs et de précaires, c'est sans doute qu'il y a comme un problème ! Si le gouvernement augmente les effectifs afin de contrôler les chômeurs, il oublie de dire que depuis 10 ans environ 200 postes d'inspecteurs du travail ont disparu [19] chaque année. Alors que c'est au niveau des entreprises que la fraude est la plus importante. Des entreprises fraudent la Sécurité Sociale en ne déclarant pas, ou que partiellement, des salariés. Et cette non déclaration pèse aussi sur les cotisations chômage. En 2012, sur les 20 milliards de fraude sociale estimée, la fraude aux prestations sociales ne représentait que 2 à 3 milliards, le reste était du travail non déclaré [20].

L'on entend dans les médias qu'il y a des chômeurs qui partent en vacances. Pourquoi un chômeur n'aurait-il pas le droit de partir en vacances ? Un dirigeant d'entreprise, qui a profité d'argent public, qui licencie, et qui distribue des dividendes à ses actionnaires, part-il en vacances ? oui, sans aucun doute. Pourtant cela ne gêne ni les médias, ni nos politiques. Dans notre société, l'on a pris l'habitude de culpabiliser les pauvres, les riches n'ont aucun compte à rendre ! Pourtant, ce ne doit pas être aux chômeurs de se justifier, mais plutôt aux grandes entreprises privées, principalement celles du CAC40 qui, malgré les sommes et les cadeaux donnés par les gouvernements successifs, sont incapables de maintenir et de créer des emplois en nombres suffisants. Sous le prétexte de crise économique, les grands patrons de l'industrie, alors que

les bénéfices explosent, ont jeté au chômage et dans la précarité des millions de travailleurs. Ces grands groupes font également pression sur les PME/PMI qu'ils font travailler en sous-traitance et qui ont des marges de manœuvre réduites par les conditions qui leur sont imposées.

Ensuite, comme la moralité ne les étouffe pas, les responsables du chômage de masse ont accusé les syndicats d'être responsables de cette situation, à cause de leur intransigeance sur les revendications salariales, qui mettraient les entreprises en difficulté. Il fallait oser, ils ont osé ! Par le biais du chantage à l'emploi, le grand patronat a réussi, années après années, à affaiblir les organisations syndicales. Les patrons, aidés par les gouvernements successifs, ont culpabilisé les travailleurs qui se battaient pour défendre leurs droits et leurs salaires.

Les médias, qui appartiennent aux grand actionnaires des grands groupes du CAC40, ont repris leur petite musique : « *les régimes spéciaux qui pèsent sur le système de retraite* », « *les bénéficiaires des privilèges de la fonction publique* », « *ceux qui se complaisent dans l'assistanat* »… mais ces journalistes oublient de mentionner « *les privilèges intolérables des actionnaires* », « *les bénéficiaires d'abattement fiscaux* », « *la suppression de l'ISF et le refus de taxer les revenus du capital* » … Et, bien évidemment, ce n'est pas sur les plateaux TV de ces médias que l'on fera le lien entre la misère des uns et l'opulence tapageuse de ceux qui nous demandent de faire des efforts et de se serrer la ceinture. Contrôlons, oui, mais les véritables responsables de ce véritable fléau qu'est le chômage.

Il est peut-être temps de dire stop :

La destruction de l'assurance-chômage était l'un des objectifs du Medef et de la Grande Bourgeoisie qui a mis Macron au

pouvoir. L'Assurance-Chômage telle que nous la connaissons a été créée en 1958, et malgré « les réformes » successives, c'est grâce à elle que les travailleurs ont encore une petite marge de négociation pour ne pas accepter n'importe quel boulot et à n'importe quel prix, et c'est insupportable pour la classe possédante et le patronat. Jusqu'en 2017, l'assurance chômage était financée par les cotisations salariales et patronales. Elle était gérée par un organisme paritaire où siégeaient les syndicats de salariés et du patronat. Que les représentants du Medef siègent dans cet organisme était une aberration, vu que le chômage n'est pas du fait des salariés mais exclusivement du patronat.

Lors de la loi de financement de Sécurité Sociale pour l'année 2018, les cotisations salariales pour l'assurance-chômage ont été supprimées [21]. Le financement par la cotisation a été remplacé par le financement par l'impôt. C'est-à-dire que le CICE, le fameux Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi a été transformé en « baisse durable de charges », terme libéral pour dire cotisations. Beau cadeau au patronat qui ne paye, ainsi, quasiment plus de cotisations patronales pour la majorité de ses salariés. Les réductions patronales [22] des cotisations d'assurance chômage concerne les salaires jusqu'à 1,6 Smic. Parallèlement, il y a eu la baisse des cotisations maladie de 6% du salaire brut jusqu'à 2,5 Smic, ce qui a entrainé automatiquement une sévère baisse de revenu pour la Sécurité Sociale. Quant au salarié au smic, il a eu droit à une augmentation d'environ 15 euros par mois… super cadeaux !

L'effet pervers d'une telle réforme est que si l'état prend en charge une partie de l'assurance-chômage, ce ne sera plus une assurance, mais une sorte de service d'assistanat géré par l'Etat. Ensuite, à chaque budget, par mesure d'économie, la part attribuée à l'assurance chômage peut diminuer sur un simple vote de l'assemblée nationale. Pour justifier ces coupes, on ressortira tous les clichés véhiculés depuis trente ans par les

médias et les experts au service du système : « *Les chômeurs ne veulent pas travailler et donc il faut les surveiller* ». Depuis le 1er janvier 2019 un chômeur est privé de son indemnité s'il refuse deux offres raisonnables d'emploi. Mais qu'est-ce qu'une offre raisonnable ? Comment sera-t-elle déterminée ? Il faut également « remplir un journal de bord » de votre recherche d'emploi. Et plus les indemnités diminueront, plus le flicage augmentera.

Car pour les néolibéraux, des indemnités trop importantes encouragent le chômage et l'oisiveté. Le gouvernement a donc décidé de changer le mode de calcul de l'allocation chômage. Au lieu de partir d'une moyenne des salaires touchés les jours travaillés par un salarié pendant un an comme c'est le cas depuis quarante ans, le nouveau calcul prendra aussi en compte des périodes d'inactivité, pendant les deux années précédentes. Forcément, en comptabilisant les périodes non travaillées, la moyenne sera nettement plus basse. L'allocation chômage ne sera plus un droit pour lequel nous cotisons par notre travail, mais sera décidée dans l'ambiance de cabinet ministériel. Actuellement, l'indemnité mensuelle moyenne est de 1050€ et 50% des chômeurs indemnisés touchent moins de 970€ [(23)] par mois. Plus de 40% des chômeurs ne sont pas indemnisés [(24)]. D'après des simulations réalisées par l'Unédic, certains chômeurs ont perdu jusqu'à 250 euros [(25)] par mois avec cette réforme. Pour certains la perte sera supérieure à 300 euros. En janvier 2024, lors de son intervention devant le forum économique mondial de Davos en Suisse, Macron en a remis une couche [(27)] en promettant aux « décideurs » de ce monde *« un deuxième temps sur la réforme de notre marché du travail, en durcissant les règles de l'assurance chômage* ». Il ne passe quasiment plus une année sans que les règles de l'assurance chômage changent, en général au détriment des travailleurs, sans pour cela améliorer les statistiques du chômage. C'est l'exemple parfais que si l'on reste dans le cadre du système capitaliste on ne réglera aucun problème.

Le rêve du MEDEF est en passe de se réaliser, la « flexibilité » dont on nous rebat les oreilles depuis 20 ans, elle est là. Et pour celles et ceux qui refusent ou ne peuvent jouer le jeu ? Ils sortent des statistiques, tout simplement. Fin des indemnités, fin de l'inscription, ce projet est un cauchemar sur le plan humain. Mais pour encore beaucoup d'entre nous, la petite musique répétée inlassablement par les médias et le personnel politique est entrée dans les têtes. Le chômeur est un glandeur, s'il n'est pas capable de se reprendre en main, il ne peut tout simplement plus faire partie de la société que le modèle libéral lui propose si gentiment. Il n'y a pas longtemps j'ai revu un vieux film de 1938, « Les Raisins de la colère » de John Steinbeck, et j'ai noté une réplique : « *On est bien dans un pays libre, tout de même. Eh bien tâchez d'en trouver, de la liberté. Comme dit l'autre, ta liberté dépend du fric que t'as pour la payer.* ».

Le chômage c'est la faute aux chômeurs :

Une fois que l'on a admis que compétitivité et rentabilité sont indispensables et que les chômeurs sont des fainéants, il est ensuite facile de faire admettre qu'il est immoral que les sans-emplois reçoivent une aide. Alors que les gouvernants sont tentés par la suppression de ces aides, un problème se pose, car ces aides assurent une relative paix sociale et leur suppression ne ferait qu'ajouter au mécontentement en cours. Il faut noter que les associations caritatives qui, en dehors de l'Etat, fournissent une aide, permettent à ce même Etat de se désengager en laissant les moins pauvres faire la charité au plus pauvres. Est-il tolérable que pendant que certains exhibent sans aucune pudeur leur fortune et mangent tous les jours au Fouquet's [31], il ne reste, à d'autres, plus que des pâtes à partir du 10 de chaque mois ? Pour combattre le fléau du chômage, qui permet au capital de faire pression sur les salaires, il faut que le travail disponible soit réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition doit déterminer la longueur de la

semaine de travail, il faut que les salaires soient prioritaires sur les dividendes reversés aux actionnaires.

Imaginez deux naufragés sur une ile déserte, le premier a sauvé un coffre plein d'outils, le second un coffre plein d'argent. Pour se construire un abri le premier se met au travail, le second dépose son argent au sol et attend. Qui sera à l'abri lorsque le temps se gâtera ? C'est le travail qui permet de construire, de se nourrir, de se vêtir et de se chauffer, ce n'est pas de faire travailler son argent ! C'est facile de faire travailler les autres et d'encaisser les bénéfices. Les banquiers et autres grands patrons nous ont bel et bien enfumés avec leur chantage sur le sauvetage de l'économie. C'est le peuple seul qui s'est serré la ceinture. Trouvez-vous normal que ce soit la finance, c'est à dire ceux qui ne produisent rien et encaissent les bénéfices, qui dicte leur loi ? Est-il juste que des rentiers et des actionnaires autorisent des plans de licenciement en jetant des milliers d'employés à la rue, simplement pour grossir leur compte en banque ? Combien de temps encore, allons-nous supporter ces personnes qui vivent sur notre dos ?

En l'espace de quelques années, la droite, (PS compris), a réussi un véritable tour de force : transformer les opprimés et les déshérités en ennemis des classes populaires. Pendant ce temps, on oublie la suppression de l'ISF, l'augmentation faramineuse des revenus des patrons et les dividendes indécents des actionnaires du CAC 40. Plutôt que de songer à vous rebeller, le gouvernement préfère que vous dénonciez votre voisin, et que vous montriez du doigt le pauvre, le faible, l'étranger ! À cela s'est ajouté la précarité, l'intérim, les petits boulots, le temps partiel. Devenu jetable, malléable, l'emploi est la seule variable d'ajustement des entreprises. Mais ce n'est jamais assez pour la bourse, il faut désormais cotiser plus et plus longtemps pour des retraites plus faibles, et à terme être obligé de les confier aux banques et aux assurances privées. Pour inciter les plus âgés à travailler jusqu'à 64 ans, le

gouvernement veut réduire [28] leur durée d'indemnisation au chômage. Il faut accepter de gagner moins et de payer plus pour pouvoir se soigner ou pour l'éducation de nos enfants. Nous devons dire : Stop, car chaque recul entraine immédiatement d'autres exigences encore plus insoutenables.

De l'argent, il y en a, il suffit de confisquer les milliards d'euros qui ont été soustraits par les rapaces de la finance. De demander le remboursement des centaines de milliards que l'on a donnés au grand patronat sans contrepartie et qui n'ont eu aucune retombée pour la société. Ce n'est pas aux peuples de payer la crise des trusts et des banquiers. Mais ceux-là même qui ont organisé le vol de nos salaires, de nos retraites commencent à s'en inquiéter. Il redoute que les gens se soulèvent contre le capitalisme et les marchés dont les profits deviennent indécents et qui à chaque crise nous font payer l'addition. Les attaques contre les chômeurs n'ont jamais pour véritable objectif de parvenir au « plein emploi ». Il s'agit d'un prétexte pour faire des économies budgétaires, d'une part, et d'autre part obliger un certain nombre de chômeurs à accepter des emplois extrêmement précaires, pénibles et mal payés.

L'homme qui n'a jamais travaillé nous parle du chômage !

Gabriel Attal, 34 ans, nommé premier ministre le 11 janvier 2024, est un exemple presque caricatural de cet apparatchik du XXIème siècle, passé du socialisme au macronisme, et dont l'histoire tient dans deux arrondissements parisiens, comme l'écrit si joliment « Le Temps » : *« Né dans un foyer aisé, éduqué dans la meilleure école privée parisienne que l'argent puisse acheter, passé par cette institution bâtie sur le bavardage qu'est Sciences Po Paris, formé dans la politique étudiante et rentré dans le monde des cabinets ministériels sans jamais être passer par la case « boulot »…* , cet homme vient nous parler de choses qu'il ne connait pas : le chômage !

Depuis 2018, quatre réformes du chômage ont été menées, rabotant méthodiquement les droits des demandeurs d'emploi. Pour les justifier, on laisse planer volontairement la suspicion sur des chômeurs qui profiteraient du « système ». Vendredi 1er mars 2024, le premier ministre nous dit qu'il faut encore réformer, et il assure se faire le porte-parole de l'opinion : *« que nous disent aujourd'hui les Français, d'abord : ils veulent que le travail paye mieux que l'inactivité ».* Puis il poursuit en invoquant encore ses compatriotes qui ne comprendraient pas qu'avec un taux de chômage à 7 %, des entreprises n'arrivent pas à recruter [32].

Alors, non, le travail ne paye pas moins que le chômage, ce genre d'affirmation sert à justifier les attaques de plus en plus fortes contre les demandeurs d'emploi et leurs indemnités. Avant la réforme de 2021, leurs montants n'étaient en moyenne que de 1130 euros nets pour les hommes et 890 euros net pour les femmes, selon les données de l'Insee. Depuis, les allocations de remplacement du salaire ont baissé pour passer en dessous de la barre des 1000 euros en moyenne : 982 euros net au premier trimestre 2023, selon les indicateurs de l'Unedic. Des chiffres qui contredisent le message gouvernemental à propos d'une inactivité soi-disant plus rémunératrice que le travail. D'autant que, selon les mêmes indicateurs de l'Unedic de début 2023, seulement 40 % des demandeurs d'emploi sont indemnisés.

Pour Denis Gravouil, négociateur CGT du dossier de l'assurance chômage, c'est un mensonge perpétré et répété des dizaines de fois : *« il est inscrit dans la loi que l'indemnisation ne peut pas dépasser 75 % de l'ancien salaire. Il n'existe donc pas, par construction légale, de chômeurs qui peuvent gagner plus au chômage qu'en étant au travail ».* D'ailleurs, de ce fait, *« certains demandeurs d'emploi ne peuvent pas bénéficier de la revalorisation des allocations chômage qui ont lieu chaque fin juin »,* car elle leur ferait

dépasser les 75 % de leur ancien salaire, explique le syndicaliste. L'obsession du gouvernement pour inciter à la reprise d'emploi, qu'il souhaite obtenir en baissant les droits des chômeurs, produit des effets inverses à ceux imaginés. *« Il y a des gens pour qui travailler fait baisser leur allocation chômage depuis la réforme du salaire journalier de référence* [33] *(SJR). Quelqu'un qui a le malheur de faire une journée de baby-sitting, espacée d'une grosse mission d'intérim de six mois, est perdant par rapport à quelqu'un qui n'a fait que la longue mission »,* continue le syndicaliste. En effet, depuis octobre 2021, les périodes non travaillées sont prises en compte dans le calcul des allocations. Conséquence : une baisse des indemnités pour les personnes alternant les périodes de travail et les périodes de chômage.

L'idée d'un chômage qui payerait mieux que le travail n'est qu'une fable pour Michael Zemmour. *« Pour les bénéficiaires des minima sociaux, la synthèse d'une étude de France Stratégie dit qu'il y a toujours un gain à la reprise d'emploi, même à temps très partiel, du fait de la prime d'activité. Par contre reprendre un emploi ne permet pas toujours de sortir de la pauvreté »,* rappelle l'économiste. Et qu'en est-il pour les chômeurs ? *« Comme c'est un taux de remplacement sur le salaire, on perd toujours en sortant de l'emploi »,* tranche Michael Zemmour. A moins que *« le gouvernement joue sur les mots en disant qu'un cadre au chômage gagne plus au chômage que s'il prenait un emploi au SMIC à mi-temps. Si c'est ça que le Premier ministre a en tête, il faudrait l'expliciter ».* Des questions que nous avons posées au cabinet du Premier ministre. En vain. Malgré nos nombreuses relances, les services de Matignon n'ont pas souhaité nous expliquer sur quelle réalité repose la formule favorite de Gabriel Attal.

Profitant d'un écart abyssal entre la réalité du chômage et sa perception par l'opinion, les différents gouvernements d'Emmanuel Macron se sont permis de dire à peu près

n'importe quoi sur l'assurance chômage depuis 2018. Et Gabriel Attal ne fait pas exception. Après l'assertion selon laquelle l'inactivité pourrait payer plus que le travail, le Premier ministre a recyclé l'argument utilisé abondamment fin 2022, pour réduire la durée d'indemnisation. A savoir qu'il est anormal que les entreprises peinent à recruter, alors que le taux de chômage reste de 7 %. En clair, faire passer le message que les chômeurs ne veulent pas travailler.

« Les difficultés de recrutement des entreprises, c'est un volant autour de 300 000 emplois non pourvus à un moment donné », rappelle Denis Gravouil, chiffres de France Travail à l'appui. Une goutte d'eau sur les plus de 30 millions d'emplois salariés et non-salariés en France. Et un volume qui est loin de représenter une solution pour les 6 millions d'inscrits à France Travail et les quelques 2 millions de bénéficiaires du RSA. Pourtant, le gouvernement n'a de cesse de souligner le phénomène, en taisant ses causes. Outre que certains recrutements prennent plusieurs mois et sont donc comptabilisés non pourvus à un instant « T », nombre d'emplois ne trouvent pas preneur par manque de personnes qualifiées pour les occuper. Les questions cruciales de formation, les difficultés de mobilité et de logement sont donc en tête des freins à l'embauche. A cela s'ajoutent les emplois de piètre qualité : contrats courts, à temps partiel, avec des horaires fractionnés et mal rémunérés dans certains secteurs. *« Être payé au SMIC dans les stations balnéaires, alors que cela coûte un SMIC de se loger, évidemment des gens n'y vont pas ! »,* met en évidence Denis Gravouil.

Les dernières mesures annoncées comme la suppression de l'ASS [34] et la réduction de la couverture chômage ont pour résultat concret d'appauvrir les gens qui sont au chômage et de rendre leur situation insupportable. Comme ni le gouvernement, ni le Medef n'ont l'intention de mieux rénumérer le travail, il faut augmenter la pénalité à ne pas travailler, pour qu'à la longue

les gens privés d'emploi soient obligés de travailler à n'importe quelles conditions et n'importe quel salaire. Les différentes attaques contre les indemnités chômage sont faites pour permettre une baisse de salaire généralisée de l'ensemble des travailleurs. Finalement, au milieu de tous les mensonges des différents gouvernements, le seul moment d'honnêteté nous aura été involontairement livré par Muriel Pénicaud, le jour de la présentation de son projet de réforme en 2019, avec un superbe lapsus. *« C'est une réforme résolument tournée vers le travail, vers l'emploi, contre le chômage et pour la précarité »,* avant de se reprendre en rectifiant *« contre la précarité ».*

***« Face au chômage, la solution de la sagesse, c'est que les travailleurs travaillent moins.* » … Pierre MAUROY - 1928-2013 – ancien premier ministre, discours de Cambrai le 11 Juin 1981**

(1) La Tribune Auto.com, le 28/04/2019 : « L'industrie automobile a connu une évolution fulgurante en 50 ans ». (2) Les Numériques.com, le 07/06/2015 : « Reportage – Comment fabrique-t-on un lave-linge ? ». (3) Labo FNAC.com, le 02/12/2020 : « Huawei n'a besoin que de 27 secondes pour fabriquer un smartphone ». (4) Club Médiapart, le12/10/2010 « Premier assisté de France...le MEDEF », (5) Regard.fr, le 04/12/2013 : « Le temps des rentiers », le 4 décembre 2013. (6) Médiapart, le 12/10/2010 : « Premier assisté de France : le MEDEF ». (7) Le Figaro, le 11/09/2018 : « Dix ans après le début de la crise financière, pourquoi rien n'a changé ». (8) Le blog de Thomas Piketty dans le Monde, le 13/12/2016 : « Revenu de base ou salaire juste ? ». (9) Le Monde, le 20/05/2016 : « A Florence, les riches familles du XVe siècle le sont toujours ». (10) « Le Choix du chômage. De Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique », de B. Collombat et D. Cuvillier, aux éditions Futuropolis, mars 2021. (11) L'Humanité, le10/12/2018 : « Les aides publiques aux entreprises privées, c'est 200 milliards d'euros ! ». (12) Basta, 15/10/2015 : « Cotisations sociales : pourquoi les patrons fraudeurs sont si rarement poursuivis ». (13) France Info, le 23/10/2019 : « Fraude fiscale : entre 80 et 100 milliards d'euros cachés ». (14) Toute l'Europe, le 29/06/2020« Nombre de jours de congés et de jours fériés en Europe ». (15) Hello Work Place, le 11/06/2019 : « Les Français travaillent-ils moins que leurs voisins européens ? ». (16) Capital, le 09/06/2020 : « Patrimoine, revenus... faites-vous partie des

riches ? ». (17) Journal du net.fr, le 05/02/2021 : « Contrôle des chômeurs : l'étendue des pouvoirs de Pôle Emploi ». (18) Solidaires Finances Publiques, le 13/09/2018 : « Rapport sur la chute de la présence du contrôle fiscal et du taux de couverture du tissu économique et fiscal ». (19) Force Ouvrière, le 29/03/2018 : « Inspection du travail : comment faire plus de contrôles avec moins d'effectifs ». (20) (A) L'Express, le 02/08/2012 : « Travail au noir : l'ampleur de la fraude en 10 chiffres ». (21) Economie.gouv.fr, le 10/05/2019 : « Suppression des cotisations chômage et maladie pour les salariés du secteur privé : simulez ce que vous allez gagner ». (22) URSSAF : « La réduction générale », d'après : Article L241-13 code de la Sécurité sociale, et Décret n° 2018-1356 28/12/2018. (23) Unédic, le 09/11/2018 : Dossier de référence de la négociation ouverte en novembre 2018. (24) La Tribune, le 12/10/2020 : « Chômage : seulement 40% des inscrits à Pôle emploi sont indemnisés ». (25) L'Obs., le 12/03/2121 : « Les chômeurs pourraient perdre jusqu'à 250 euros par mois avec la réforme, selon l'Unédic ». (26) l'Humanité, le 18/01/2024 : « Le scandale des offres bidons : 61 % des offres d'emploi de France Travail sont illégales ». (27) Libération, le 18/01/2024 : « Nouvelles menaces contre les chômeurs : Emmanuel Macron en remet une couche ». (28) Le Nouvel Obs, le 22/01/2024 : « Les seniors, malmenés de l'emploi : « Il faut être comment pour être recruté après 55 ans ? ». (29) CADTM, le 08/10/2018 : « Crise de 2008 : la vraie facture laissée par les banques à la France », et aussi, Capital, le 05/11/2018 : « La crise de 2008 a 10 ans, voici ce qu'elle a couté à la France ». (30) Frustration magazine, le16/11/2022 : « La grande subvention, le capitalisme sous perfusion », et aussi, France Culture, 03/03/2021 : « Aides Publiques aux entreprises, illisibles et peu contrôlées ». (31) C'est dans ce très chic restaurant parisien que le 6 mai 2007 Nicolas Sarkozy a fêté son élection à la présidence de la République, et en 2019, il entre au conseil d'administration de Barrière, numéro un des casinos français, et propriétaire… du Fouquet's ! (32) le 08/03/2024 : « Chômage : « le travail doit toujours mieux payer que l'inactivité », décryptage du mensonge qui justifie une nouvelle réforme ». (33) le 01/01/2024 : « Allocations chômage : comment est calculé le salaire journalier de référence ? ». (34) Basta Média, le 15/02/2024 : « Avec la suppression de l'ASS, les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans dans le viseur ».

Humour et dérision

Voilà, pour finir et décompresser un peu, rien de telle qu'une dose d'humour, et de dérision. Pourtant, tu vas voir que tous les sujets abordés sont sérieux et parlent de la société dans laquelle nous vivons.

Avec ce qui se passe en ce moment :

Hier, j'ai rencontré mon voisin, il me semblait soucieux, la veille il avait vu une émission à la télé sur l'insécurité et il m'a dit qu'il n'osait même plus prendre le bus. Alors, naïvement je lui ai demandé : « *vous le prenez souvent le bus ? »* Il m'a répondu : « *Jamais, heureusement, parce qu'avec ce qui se passe en ce moment …* »

Puis, en sortant de l'allée, je croise ma voisine du dessus, elle est très embêtée, car elle doit aller retirer de l'argent à un distributeur, mais elle a peur que quelqu'un la voit et lui vole son argent. Je lui fais remarquer que le distributeur est à côté de la gendarmerie et qu'à cette heure … oui me dit-elle mais maintenant « ils » piègent les distributeurs, vous savez avec ce qui se passe en ce moment …

Arrivé sur le parking de l'immeuble, j'ai donné un coup de main à un retraité qui essayait de mettre un système antivol entre le dispositif du frein à main et le levier de vitesse de sa voiture, la barre antivol qu'il avait fixée sur le volant ne facilitait pas les choses. Je lui fais remarquer, que c'était peut-être exagéré, vu que notre immeuble se trouve au fond d'une impasse et qu'il y a un portail à l'entrée. Il me répond que l'on n'est jamais assez prudent, surtout avec ce qui se passe en ce moment …

Installé dans ma voiture, comme tous les matins, j'allume l'autoradio. La veille notre président donnait une conférence de presse et le chroniqueur en reprenait les principaux extraits « Nous avons supprimé 100.000 postes de fonctionnaires en 3 ans, je sais qu'il y a de la souffrance, mais avec ce qui se passe en ce moment … »

Arrivé au travail, je dis bonjour à la secrétaire du service, elle me dit que ce matin ça a été la galère, car à cause des travaux dans son quartier elle a mis plus d'une demi-heure pour emmener son fils à l'école en voiture. Je lui dis que son fils a presque 13 ans et qu'à pied il est à moins de dix minutes de son collège. Tu n'y penses pas me répond-t-elle, personne ne laisse ses enfants aller à l'école à pied, avec tous les risques qu'il y a, surtout avec ce qui se passe en ce moment …

Plus tard, Jean-Jacques, le comptable passe devant mon bureau, je le salue et l'interpelle, il a l'air complètement crevé : « Ne m'en parle pas, cette nuit, ma mère m'a appelé plusieurs fois, hier elle a regardé une émission sur les délinquants sexuels, ensuite elle entendait des bruits dans son appartement, et comme ce matin elle doit sortir faire des courses, elle a peur de se faire violer ! ». Je lui dis qu'il ne faut pas psychoter, et que sa mère a presque 80 ans ! Il me répond que ce n'est pas une raison et qu'il ne faut pas rigoler avec ça, surtout avec ce qui se passe en ce moment …

En fin d'après-midi, alors que j'avais presque fini ma journée, Joël, un collègue du service financier passe me voir, il est effondré : « je vais être licencié, pour raison économique ». Mais je lui dis que ça n'a aucun sens, que nous faisons de gros bénéfices et que nous allons prochainement ouvrir une succursale en Chine. « Justement, le directeur m'a dit que l'ouverture à l'international avait un coût, et avec tout ce qui se passe en ce moment … »

En rentrant chez moi, je repensais à la dangerosité du monde où nous vivons, peut-être que je suis trop naïf ; moi aussi aux

informations, je les vois ces voitures brulées, ces enfants rackettés, ces passants agressés. Il faut que j'arrête de vivre dans mon monde de bisounours : tout le monde n'est pas beau, tout le monde n'est pas gentil, nous vivons dans une jungle ! Tout en réfléchissant je me suis arrêté devant un container pour y jeter des bouteilles en verre. Et j'ai réalisé, que si le container était piégé, lorsque je jetterai les bouteilles, il exploserait et je serais déchiqueté. Alors j'ai balancé mes bouteilles dans le fossé en contrebas, on n'est jamais assez prudent, surtout avec ce qui se passe en ce moment …

Attention, Jésus revient et il n'est pas content !

Si l'on se penche sur les textes évoquant le Christ, ceux-ci abondent de phrases, de mots et d'idées comme tolérance, compassion, ouverture d'esprit, générosité, partage … Dans les évangiles on constate que Jésus vivait parmi les humbles, les pauvres, seulement voilà, en regardant son église aujourd'hui, on s'aperçoit que si les prêtres et les curés côtoient toujours les classes dites populaires, le clergé dans sa grande majorité côtoie plutôt « les têtes couronnées ». La façon de vivre de « l'aristocratie religieuse » est en phase avec les riches et les puissants qu'elle fréquente. Jésus doit en être tout retourné … tout ça pour ça !

Jésus était un dangereux idéaliste joignant le geste à la parole et l'Eglise a adopté le Christ mais pas ses propos. Jésus était peut-être le premier communiste sincère. Jésus était même anticapitaliste, il luttait contre toutes sortes de lobbys, notamment ceux des marchands du temple. En fait Jésus était pour la diminution du temps de travail : « Venez à moi, vous tous qui vous fatiguez et qui êtes chargés, et moi, je vous donnerai du repos ». Il était également anti productiviste : « ce n'est pas seulement de pain que l'homme doit vivre … ». Il était contre la peine de mort : « *Moi non plus, je ne te condamne pas ; va, dorénavant ne pèche plus* ». Il était pacifique et non violent

: « *je ne jetterai pas la première pierre …* ». Et il était profondément humaniste et antifasciste : *« n'ayez point peur des autres* ».

Jésus, la compassion, c'était un peu son domaine, mais il ne voyait pas les choses sur le plan de la seule charité, il était plus pour se révolter que pour se soumettre, et il n'hésitait pas à faire le coup de poing et à donner de sa personne. Il voulait changer les choses en profondeur et non accompagner la pauvreté. Sûr que s'il débarquait aujourd'hui aux Restos du Cœur, certains en prendraient pour leur grade, et même l'abbé Pierre se ferait tirer les oreilles. On ne collabore pas avec les responsables de la misère, on les combat !

De toute façon, on peut parfaitement suspecter ce type, qui marchait pieds nus et qui a mal fini d'être un dangereux terroriste altermondialiste … ou pire. Ce n'est pas un bon exemple pour notre belle jeunesse, les médias se chargent de créer des héros plus présentables. Mais ce qui est sûr c'est que si Jésus revient, certains auront intérêt à faire profil bas ! Si Jésus revient ce ne sera pas en brandissant une croix mais plutôt une kalachnikov ! Et si en plus il lui prenait l'idée de s'intéresser aux richesses de l'Eglise [1] !

(1) Le Parisien, « Révélations sur les richesses cachées de l'Eglise ». Le 16 avril 2009

Lettre à un footballeur :

Voici la réponse d'un lecteur de « Tuttosport », journal sportif italien à Mario Balotelli [1], lorsqu'il était un jeune joueur du Milan AC, et qui avait déclaré dans la presse qu'il voudrait qu'on le laisse tranquille car tout ce qu'il désire c'est vivre normalement comme un jeune italien de son âge. Notons au passage le fair-play de ce journal sportif qui a publié ce texte, je ne sais pas si en France « l'Equipe » ferait de même. C'est vrai que « Tuttosport » est un quotidien turinois, au contraire de « La

Gazzetta dello Sport » qui est plutôt milaniste. En Italie, les derbys ne s'arrêtent pas aux pelouses …

« *Cher Balotelli tu as écrit et tu as expliqué dans ta lettre à Canal 5 que tu voulais vivre comme une personne normale. C'est ton désir et c'est également ton droit. Tu as défini un « rêve » tout à fait légitime. Mais attention, nous t'invitons, cependant, à réfléchir sur quelques aspects qui, peut-être que lorsque tu as exprimé tes pensées, ne te sont pas venus à l'esprit.*

Si tu étais une personne normale, tu serais toujours un garçon de 23 ans, et un garçon de 23 ans, dans l'Italie d'aujourd'hui, à 41.2% de chance de se retrouver au chômage. Les données sont de la semaine dernière et tu peux les trouver aisément sur Internet, il s'agit du plus haut taux de chômage des jeunes de 15-24 ans de l'histoire du Pays. Et les garçons entre 19 et 29 ans sans travail sont encore plus nombreux.

Si tu étais une personne normale, cependant, tu pourrais être parmi les 58,8% de chanceux ayant un emploi. Mais dans ce cas tu devrais faire tes comptes avec un autre type de… salaire. Parce qu'en moyenne, le premier emploi est souvent un contrat à la con où tu seras payé 800 euros par mois avec comme perspective, toujours si tu as de la chance, de décrocher un contrat à durée indéterminée, afin d'arriver à 1700 euros dans quelques années. Si tu prends les chiffres qui sont en bas de ta fiche de paye actuelle, cela signifie que tu devras faire une coupe dans ton salaire mensuel actuel d'environ 299.000 euros, et ce dans la meilleure des hypothèses. Oui, parce pour le moment tu gagnes plus en t'entrainant deux heures sur les terrains d'entrainement du Milanello qu'un jeune qui travaille un mois à l'usine. Et tu n'auras pas « d'agent » qui fera le tour des usines pour en trouver une disposée à t'offrir plus. Tu ne pourras pas « mal » travailler à la moindre saute d'humeur, et tu devras quand même assurer « ton poste », même si tu es fatigué et que tu as déjà travaillé hier !

C'est vrai que si tu étais une personne normale, tu ne serais pas importuné par des photographes et des paparazzis, il y aurait moins de gens qui t'écriraient pour te faire la morale et te donner des conseils. Aucun journaliste ne t'attendrait devant ta villa ou ton luxueux appartement, parce que tu vivrais sans doute dans un deux pièces en banlieue. Tu ne dinerais plus dans des restaurants de luxe accompagné par des top-modèles aux formes plantureuses qui font rêver tous tes fans. Sache que ces plus belles filles du monde ne sauraient même pas que tu existes, et pour rentrer chez toi, si tu restes fidèle au groupe Fiat, tu ne conduirais plus de Ferrari mais peut-être un simple panda, si tu as pu économiser pour t'acheter une voiture.

Alors, cher Mario est-ce encore ton rêve ? Tu veux être une personne normale, mais as-tu bien réfléchi à toutes les conséquences et aux petits avantages auxquels il faudrait que tu renonces ? Fais bien attention, et réfléchis tranquillement avant de prendre ta décision. »

Cette lettre pourrait je pense s'adresser à de nombreux joueurs évoluant aussi en France, mais également en Angleterre, en Espagne ou en Allemagne. Mais au-delà, elle pourrait aussi être envoyée à pas mal d'autres sportifs, chanteurs, acteurs ou personnalités publiques qui semblent complètement déconnectés de la vie réelle et vivent dans un monde parallèle. C'est vrai que lorsque tous les mois, ton salaire affiche un montant de 5, 6 ou 7 chiffres, tu ne vis pas comme une personne normale. Par contre, ces personnes devraient réfléchir avant de juger ou de donner des conseils à des gens dont la fiche de paye arrive péniblement à dépasser les 3 chiffres…on ne vit pas dans le même monde !

(1) Le Temps, le 30/08/2016 : « Mario Balotelli, la mauvaise réputation »

Petite histoire que l'on m'a racontée, et qui m'a interpellé :

Dans l'unique hôtel-bar-restaurant de ce gros village arrive une jeune femme qui demande au patron des lieux s'il a une chambre pour une nuit. Après confirmation de la chambre, la jeune femme donne au patron un billet de 50 euros pour la réserver. Ensuite, elle sort pour rendre visite à quelqu'un. A peine est-elle sortie, qu'un client qui lit le journal interpelle le patron : *« Jeannot, tu sais que tu me dois 50 euros pour les diverses bricoles que j'ai faites dans ta cuisine* ».

Exact, et Jeannot donne le billet à Kevin. Kevin n'a pas le temps de mettre le billet dans sa poche, qu'à son tour il est interpellé par un homme qui boit une bière au bar : *« Kevin, tu n'as pas oublié que tu me dois 50 euros pour les gâteaux d'anniversaire que j'ai faits pour ta fille ».*

Et Kevin remet les 50 euros au pâtissier qui était passé boire un coup. Le pâtissier sort et retourne à son travail, mais avant, il passe chez le boucher régler la note qu'il lui devait. Aussitôt, la femme du boucher prend les 50 euros pour payer divers ustensiles qu'elle avait achetés chez la mercière de la boutique à côté : « *Merci, Louise, comme cela je vais tout de suite aller payer Farid, qui a changé l'huile et le filtre sur ma voiture* ».

Et voilà Farid qui va rendre visite à Jeannot et lui dit : *« Tiens, voilà pour les deux repas et les bières que j'ai pris la semaine passée ».* Jeannot n'a pas le temps de mettre le billet de 50 euros dans sa caisse, que la jeune femme du début rentre à son tour dans l'établissement : *« La personne que je venais voir n'est pas là, alors j'annule ma chambre, s'il vous plait, rendez-moi mon argent* ». De mauvaise grâce, Jeannot rend le billet de 50 euros. Devant sa mine un peu déçue, la jeune femme lui dit : *« Vous n'avez rien à regretter, le billet était faux ».* Et elle déchire le billet de 50 euros en petits morceaux, le jette à la poubelle et s'en va. Donc, avec un faux billet, c'est-à-dire avec du vent, la jeune femme a permis l'annulation de plusieurs

dettes du village. Qu'elle est la valeur réelle de l'argent que nous avons dans notre portefeuille ?

La sécu, j'en ai rien à faire, j'ai un plan de carrière :

Je suis un winner. Après de brillantes études j'ai décroché un job dans une entreprise « hight tech », une « start-up ». Pour parer à toute éventualité, mon boss m'a inscrit dans un stage de « survie face à des séquestrations arbitraires ». Car si je dois, pour le bien de l'entreprise, procéder à un « dégraissage », il n'est pas sûr que certains qui ne voient que par le « petit bout de la lorgnette » comprennent réellement les enjeux de la situation. Il faut faire confiance à ceux qui savent !

On m'a averti, qu'une des tactiques des syndicats est de séquestrer le patron ou ses représentants. Pourtant il y a lois, mais ces gens-là n'en ont rien à faire, ils ne savent peut-être pas qu'ils risquent une peine de 20 ans de prison. Cette peine est réduite à cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende si la victime est libérée avant le septième jour sans atteinte physique. C'est le moniteur du stage qui nous l'a dit, mais il a ajouté que tant que le pouvoir politique ne prendra pas des mesures appropriées rien ne changerait. Il pense qu'il est urgent de faire des exemples. Permettre à quelques gauchistes de perturber la productivité et porter atteinte à la propriété privée est un scandale.

Dans mon paquetage, je dois avoir une brosse à dent, une cravate propre et un téléphone portable de secours. Je dois garder mon rang, et rester au-dessus de mes ravisseurs, ensuite définir un plan de communication et des éléments de langage simples pour pouvoir communiquer. Mais nous ne devons pas rentrer en conflit avec les meneurs, et ne pas être responsables du dialogue, celui-ci doit être à la charge d'un négociateur extérieur. Nous avons eu droit à une approche psychologique de la façon de penser d'un syndicaliste, c'est

assez simple je dois dire, ces gens-là fonctionnent en mode binaire.

J’ai également parfaitement assimilé que ma génération n'aura pas de retraites et qu'il faudra se la faire tout seul, alors là encore, il y a ceux qui en prennent conscience et qui mettent tout en œuvre pour s'assurer de vieux jours heureux, bien que je ne me voie pas arrêter de travailler, vu que le travail c'est ma raison d'être, et je ne comprends pas ceux qui se lamentent sur leur sort. Je suis d'accord avec le fait que si l'on arrêtait toutes les prestations sociales, les gens seraient obligés de « se bouger » et il n'y aurait plus de chômage. Il est également temps de mettre un terme à la Sécurité Sociale pour responsabiliser les gens. C'est tellement évident que je ne sais pas pourquoi les gens ne le comprennent pas. Question d'intelligence, surement, moi très tôt j'ai été détecté surdoué !

Avec le krav maga, j’ai appris des gestes d’autodéfense. Avec un téléphone portable je suis capable de stopper net un syndicaliste par une frappe à la tempe, avec ma brosse à dent un coup au plexus le plie en deux, et avec ma cravate je lui fais un étranglement et je l’immobilise. Et si jamais on me supprime « mes outils », à mains nues j’ai appris à être un véritable rempart pour défendre les intérêts de mon entreprise. Faut dire que comme professeur nous avons d’anciens membres des services spéciaux, et des experts en négociation lors de prises d’otages : que du lourd !

J’ai également fait un weekend de survie à proximité d’une banlieue. Ce lieu de tous les dangers, où il nous arrive parfois de recruter ponctuellement de la main d’œuvre. A la jumelle, j’ai vu comment ils vivaient : c’est impressionnant, ils n’ont aucune notion des réalités ! Et un jour, comme exercice pratique, j’ai dû aller faire des courses à l’intérieur même du quartier, quelle expérience ! Je suis d’ailleurs le seul du groupe à avoir franchi cette étape.

Et pour finir je vais effectuer un saut à l'élastique. C'est un excellent exercice pour gérer son mental et développer sa capacité d'analyse et de réaction face à une situation inhabituelle. Rapidement, j'ai pris les choses en main. J'ai mis en pratique tout ce que l'on m'a appris : initiative, responsabilité, réactivité, concentration, analyse et prise de décision. … enfin bref tout simplement comment gérer la situation, sans laisser personne s'interposer. J'ai même donné des conseils au moniteur du saut, devant mon autorité naturelle, il n'a pas insisté. Allez, hop, c'est parti, le grand saut, la sensation d'être le meilleur, d'être… Merde, je ne me rappelle pas avoir accroché l'élastique sur le mousqueton prévu à cet effet.

Au volant, c'est Mon Double qui conduit :

A priori je suis un type normal. J'ai une femme, deux enfants et un chien. J'habite un pavillon dans la banlieue d'une petite ville de province, j'ai 1174 m2 de terrain et quand il fait beau le weekend j'invite des amis pour faire un barbecue. J'ai fait faire un devis pour une piscine et j'ai fait poser une alarme. Je trie consciencieusement mes ordures. Je travaille dans un bureau d'études à 56 minutes de voiture de mon domicile. Il parait qu'en transport en commun je mettrais grosso-modo le même temps, mais je préfère la voiture, je me sens plus libre et en sécurité. Et l'avantage, c'est qu'en voiture, même si parfois j'ai l'air stressé, en fait ce n'est pas moi qui conduis, c'est Mon Double … et aucun radar ne l'a jamais sanctionné !

Le matin, chaque jour de la semaine, à 7H 23 je rentre dans le garage, j'ouvre la portière de mon véhicule, et je m'assieds au volant. C'est à ce moment que le transfert s'opère. Sans que je ne puisse intervenir, Mon Double prend possession de ma voiture. Cet espace lui appartient pendant 56 minutes. Impuissant, je sais que je vais être obligé de supporter son caractère si diffèrent du mien. La cohabitation est difficile, je n'ai pas droit à la parole, je suis obligé de le supporter. Pour ne pas

rentrer en conflit, je me mets dans un état second et j'essaie de penser à autre chose … allez, c'est parti !

La traversée du lotissement se passe bien, ensuite nous rejoignons la route nationale. Pour s'engager sur la nationale Mon Double s'impose. Un véhicule ralentit brusquement, un klaxon retentit. « *T'avais qu'à me laisser passer, abruti !* ». J'entends, mais je ne dis rien, car déjà Mon Double s'adresse à la voiture qui nous précède : *« Allez, avance, tu dors, tu veux que je te pousse, allez, bouge ».* Mon Double n'a pas vu qu'il y avait une bande blanche continue, et il se rabat juste à temps pour éviter le véhicule qui arrive en sens inverse, et qui lui fait des appels de phares. « *Ça passe, pas de stress* » … lui peut-être, mais moi je transpire.

Ensuite la route se resserre à cause de travaux, et le véhicule à notre droite est très proche de nous. Mon Double s'adresse à lui « *Ah, tu veux jouer à ça ?* ». Mais la conductrice à notre droite, l'air indifférente est la plus rapide. « *Connasse !* », Mon Double est visiblement déçu, sa virilité en a pris un coup, et il a perdu une place dans la file de voiture qui avance au pas. Nous reprenons de la vitesse, mais déjà nous atteignons l'endroit où il nous faut tourner à gauche. Non ! Il ne va pas faire ça ! Mais si, il l'a fait. Le motard qui arrivait en face a dû avoir la peur de sa vie. Heureusement qu'il ne roulait pas plus vite.

Maintenant, la petite route que nous empruntons est en « sens interdit sauf pour les riverains ». Elle dessert un petit lotissement. Je me cramponne au siège, Mon Double accélère. Si un gamin surgit de derrière les voitures qui sont garées, on le prend en plein ! Ouf, finalement la traversée se passe bien. Avant de rejoindre la route principale, Mon Double a quand même le temps d'insulter « les riverains » : *« Ces connards se garent comme des putes, on a aucune visibilité pour reprendre la route ».* Je m'abstiens de lui faire remarquer que normalement nous n'avons pas le droit de passer par là, et que la vitesse est limitée à 30 Km à l'heure.

Le reste du trajet se passe normalement. Quelques coups de frein brusques avant ou après des coups d'accélérateurs tout aussi brusques et deux ou trois doigts d'honneur en direction de véhicules plus ou moins menaçants. Je monte le volume de l'autoradio pour ne pas entendre les réflexions débiles de Mon Double, et j'essaie de me détendre. Je ferme même les yeux pendant un bref instant. A ses coups de klaxons, je devine ses appels de phares. Faut que je décompresse. Ça y est, nous entrons sur le parking du bureau. On se gare tranquillement, et je profite d'un instant d'inattention pour m'éclipser discrètement.

Mon Double a l'air content de lui, rendez-vous à 17h15 pour le retour. Un jour, c'est juré, ce sera moi qui conduirai et quoi qu'il m'en coûte, j'empêcherai Mon Double de prendre ma place au volant. Il est temps que j'impose ma personnalité à l'intérieur de cette boite à quatre roues. En attendant, je reprends le contrôle de ma vie … enfin, façon de parler, parce que pendant les heures qui vont suivre, je serais directement subordonné au désir de mon patron. C'est à son tour de contrôler ma vie. A la retraite, je serais enfin libre … si j'y arrive en bonne santé et si mes moyens financiers me le permettent.

Mes chers petits :

Je ferais tout pour mes enfants, pour eux je veux le meilleur. A Noël rien n'est trop beau, la fête, les cadeaux. Pour les anniversaires c'est encore plus féerique, c'est à chaque fois plus fantastique, l'année dernière j'ai privatisé une aire de jeux, je suis sûr qu'aucun invité ne l'a oublié. Je les ai déjà emmenés plusieurs fois à Disneyland Paris : c'est Fantastique ! Pour leurs 10 ans je les emmène à Disneyworld, aux USA, … aux States !

Dans les repas de famille, lorsque mes enfants veulent raconter une histoire, chanter ou jouer de la musique, alors je demande le silence, les adultes se taisent et écoutent mes enfants : c'est

merveilleux. A ce moment ils sont le centre de mon monde, tout le monde peut voir qu'ils sont doués et intelligents.

Par contre à l'école la maîtresse c'est une conne, excusez ma grossièreté, mais elle est la seule à ne pas s'être rendue compte que mes enfants sont surdoués ; j'ai écrit une lettre à l'Inspection Académique avec copie au Recteur ainsi qu'au Ministre. Faire perdre du temps à des futurs ingénieurs, chercheurs ou dirigeants qui pourront rendre des services à la nation, à nos entreprises, au monde, est une honte !

Evidemment, je les ai inscrits au ski, à la musique, au tennis, à l'escrime, et à l'équitation. Ils prennent également des cours particuliers d'anglais et l'été ils vont en camp de découvertes scientifiques et ne fréquentent jamais les racailles des banlieues. L'année prochaine ils essayeront le golf et l'escrime, ce n'est pas en faisant du foot qu'ils rencontreront des gens influents pour leurs carrières. De toute façon, ils sont forcément doués pour un sport de haut niveau.

Pour leurs études, j'ai mis patiemment de l'argent de côté et s'il le faut j'emprunterais à la banque et je ferais des heures supplémentaires pour pouvoir rembourser. Il faut qu'ils aient une bonne situation, à l'extérieur c'est la jungle, il faut que je leur donne le meilleur pour qu'ils se fassent une place dans le monde. Je leur apprendrai à admirer les forts et mépriser les faibles, ceux qui ne veulent pas s'en sortir. Mes enfants feront partie des winners !

A 18 ans, ils passeront le permis et auront leur voiture, c'est essentiel pour se déplacer et éviter les transports en commun où l'on risque de se faire agresser. Jamais je ne mettrai leur vie en péril et permettrai qu'ils se mélangent avec des gens sans ambition. Chacun doit rester à sa place, les riches seront toujours riches, mais rien n'empêche, si l'on a du respect et à force de travail, d'espérer gravir les échelons et améliorer sa situation. Et si pour « arriver » il faut écraser quelques « loosers », ce n'est pas grave, dans la vie il ne faut rechercher que son

intérêt personnel ! Ensuite, ils auront tout le loisir de participer à des opérations caritatives, c'est très bien vu dans certains milieux.

Plus tard ils auront une maison individuelle avec une piscine individuelle. Je leur dis déjà de se méfier des syndicalistes et des espèces de gauchistes. Il ne faut pas se mêler de politique, faire son travail et toujours avoir à l'esprit que rendre service à des gens bien placés, c'est un investissement pour l'avenir. Les gens qui nous dirigent ne veulent que notre bien, et s'ils favorisent les plus riches c'est forcément pour l'intérêt commun.

L'autre jour, mon beau-frère, un fainéant de fonctionnaire, m'a demandé si pour mes enfants j'irais jusqu'à défendre notre système social de retraite, d'éducation et de santé pour le léguer à mes enfants, et à mes petits-enfants. Bien sûr, lui il n'aura peut-être pas grand-chose à laisser à ses enfants, mais moi … J'ai un appartement, deux livrets A, de la vaisselle, des livres, une télé avec écran plasma, des bijoux de famille, et plein, plein d'autres choses. Alors perdre du temps à essayer de défendre des choses qui n'existeront plus lorsque mes enfants seront adultes …. Et quand il m'a parlé de l'avenir de la planète, alors là j'ai rigolé : je ferai tout pour mes enfants, alors, je n'hésiterai pas à leur acheter un masque homologué, pour qu'ils respirent plus confortablement !

Méritez-vous notre confiance ?

Bonjour messieurs dames, conformément à votre contrat de prêt je suis venu faire le bilan de l'année écoulée pour voir si le taux de l'emprunt que vous avez effectué chez nous pour l'achat de votre appartement pourra être maintenu. Vous avez toujours été de bons clients, mais les temps sont durs et nous allons être obligés d'être, comment dire… d'être plus attentifs. Les risques encourus sont de plus en plus importants, et vous comprendrez que si l'on fait n'importe quoi, nous allons à la

catastrophe. Et si nous allons à la catastrophe, qui demain vous prêtera de l'argent à vous ou à vos enfants ? Vous comprenez qu'avec la conjoncture nous devons prendre des précautions, dans l'intérêt général, évidemment.

Donc voilà, je vois que vos salaires n'ont pas augmenté, mais ils n'ont pas baissé non plus. Quoi qu'avec la hausse des prix, en fait, ils ont baissé de 2%. Nous sommes donc obligés d'en tenir compte.

Alors commençons par le chauffage, bien, au premier coup d'œil je vois que vous consommez trop. Comment ? L'hiver a été froid et les enfants sont petits. Ce ne sont pas des remarques très constructives, ça, chère madame. L'hiver c'est l'hiver !

Passons au budget alimentation, alors là, il y a des extras qui sont difficilement justifiables : des crèmes caramel, et des bonbons au bubble-gum ! Pardon ? Pour les enfants, bien, mais il y a des choix à faire, chère madame.

Par contre, ce qui saute aux yeux, ce sont les dépenses liées aux anniversaires et à Noël. Là on est dans le rouge. Je ne sais pas comment je vais pouvoir expliquer cela à… Excusez-moi, monsieur, vous me dites que vous faites attention, que vous n'êtes jamais à découvert et que vous remboursez vos mensualités. Mais heureusement, Monsieur, sinon, oui c'est ce que j'ai cru comprendre, c'est pour les anniversaires et le Noël des enfants. Mais on ne fait pas ce que l'on veut avec son argent, monsieur !

Bien, j'ai constaté en arrivant que vous aviez un potager. Vous savez que la législation devient de plus en plus sévère sur le traitement des légumes et la conservation des graines. Vous prenez des risques à cultiver vous-même vos légumes, et franchement pour le bénéfice que vous en retirez ! De toute façon notre banque, votre banque devrais-je dire, a des accords avec de nombreux groupes agroalimentaires. Vous ne voudriez

quand même pas jouer contre votre camp. Allez un bon conseil, une belle pelouse à la place du potager, et on n'en parle plus.

Par contre je présume que la vieille voiture garée devant chez vous, vous appartient ? Comment ça, elle n'est pas vieille et elle n'a que deux ans. Très bien, mais je vous conseille de réfléchir à en acheter une neuve. Actuellement nous pourrions vous accorder un prêt à 3%, et ce geste d'investissement serait un signe encourageant pour la suite de notre collaboration. Et pensez aux enfants, une voiture neuve c'est plus de sécurité, et une voiture plus grande, c'est plus de confort.

Bien, on va faire une première analyse. Malheureusement, au vu des premiers résultats, je suis obligé de vous dégrader : de « client confiance +++ » je suis obligé de vous passer à « client confiance ++ », ce n'est pas encore trop grave. Ce petit changement va faire que l'on est obligé d'augmenter le taux de votre emprunt de 4,5%. Évidemment si dans les 30 jours vous prenez des mesures concrètes pour améliorer votre situation, l'augmentation peut être réduite à 4,1 ou même 3,9 %. Dans mon rapport vous verrez que le plus préoccupant ce sont les dépenses liées aux enfants. Dans l'idéal ce serait de vous en débarrasser complètement, je sais que ce n'est pas facile, mais déjà vous vous sépareriez de la moitié, ce serait une preuve que vous prenez en compte nos recommandations et cela aiderait à restaurer la confiance entre nous !

Allez, au revoir, bonne journée et surtout, prenez rapidement des mesures appropriées. Je sais, vous avez l'impression que tout va bien, vous avez toujours travaillé, vous savez gérer votre budget, c'est bien, et c'est pour cela que je ne voudrais pas avoir à saisir votre appartement …Vous m'êtes sympathique ! Alors, faites un effort, moi je dis ça, c'est dans votre intérêt…

C’est mon choix :

J’ai une chance incroyable, j’habite dans un pays démocratique. Si je veux acheter un cabriolet sport ou un gros 4x4, je peux le faire. Si je veux acquérir une résidence secondaire sur la Côte d’Azur et passer mon Noel aux Seychelles, personne ne me l’interdit. Si j’ai envie d’aller faire du ski à Megève je … ne peux pas car je ne sais pas skier, mes parents n’avaient pas les moyens de me payer des vacances aux sports d’hiver. Et oui, mon père n’avait pas choisi un métier qui paye beaucoup, mais c’était son choix. Quant à ma mère, elle faisait parfois de petits boulots pour se passer le temps. Mes parents avaient opté pour le regroupement familial, un petit appartement en sous-sol avec une chambre pour eux et une pour leurs quatre enfants. Le dimanche à midi, on allait tous ensembles faire notre marché parmi les restes plus ou moins abimés que les producteurs laissaient sur place. Parfois la concurrence était rude et donnait lieu à des scènes belliqueuses.

Certains ont fait le choix d’être à la tête de multinationales, et des milliers de personnes ont choisi de travailler pour ces multinationales. Gérer de grandes entreprises comme celles-ci et devoir payer tous ces gens ne doit pas être facile. Être obligé de regarder tous les matins le cours de la bourse, ne pas avoir le plaisir de conduire soi-même sa voiture, de manger au resto tous les midis parce que l’on n’a pas le temps de rentrer à la maison, et pour faire des économies être obligé de dormir dans le même lit que sa secrétaire lorsque l’on est en voyage d’affaires, la vie n’est pas facile pour tout le monde … mais c’est leur choix ! En plus, ils habitent souvent dans de grandes maisons, et quand je vois la corvée de faire le ménage dans mes soixante-cinq mètres carrés, je me demande comment ils font. Entre le travail, où ils font leurs soixante-dix heures par semaine et l’entretien de leur maison, je ne les envie pas, ils ne doivent pas avoir beaucoup de temps pour eux. Moi, je suis libre.

Perso, je n'ai peut-être pas un gros salaire, mais je n'ai pas non plus de gros soucis. A part savoir comment faire pour payer mon loyer à la fin du mois, de payer l'eau, le téléphone, l'électricité et l'assurance voiture, tout roule ! Le week-end je regarde la télé et je pique une sieste sur le canapé, pendant que d'autres sont obligés de se taper les longues réunions, ennuyeuses, de leur conseil d'administration. Moi le lundi je suis frais et dispo pour recommencer ma semaine de boulot. Oui, parce que même si ce n'est pas vraiment mon choix, pour payer mes factures je suis bien obligé d'aller bosser, mais tout le monde est logé à la même enseigne. A part, évidemment, ceux dont les parents ont beaucoup, beaucoup, mais vraiment beaucoup travaillé et dont les enfants peuvent se permettent de ne rien faire, ou de faire travailler les autres.

Je me souviens que lorsque j'étais au lycée, nous avions organisé une grève pour protester contre une décision d'un professeur que nous trouvions injuste. Au final, nous avons récolté quatre heures de colle et une dissertation à faire sur « La démocratie vous donne-t-elle toujours le droit de contester l'autorité ? ». Arrivé à la maison, j'ai demandé *« C'est ça la démocratie ? ».* Mon père qui lisait sur le canapé du salon a répondu « *Une démocratie ne peut être basée que sur une égalité de classe, mais actuellement nous sommes englués dans nos différentes classes sociales ».* Sur le coup, je n'ai pas trop saisi. Par la suite, j'ai beaucoup réfléchi au concept de démocratie et de classes sociales.

Parfois, je ne sais pas de qui la chose dépend, mais même si l'on veut travailler, d'autres ne le permettent pas et ferment nos usines. Il parait que c'est la loi du marché. Je ne sais pas qui a voté cette loi, mais je la trouve complètement stupide. Ils ont dû voter cette loi à deux heures du matin, quand il n'y avait personne sur les bancs de l'assemblée nationale. Quoi qu'il en soit, suite à cette décision, nous avons décidé d'occuper notre usine. C'était sympa, on faisait des merguez, on discutait beaucoup et on parlait de changer le monde. Puis les CRS sont

venus et là, ça a tout de suite été moins drôle. Enfin voilà, ça fait maintenant deux ans que je ne travaille plus, et ce n'est pas mon choix. Pierrot, Aline, Florence, Nathalie et Kevin ont divorcés, David a vendu sa maison et Polo s'est suicidé. Il parait qu'il était dépressif. C'est marrant, j'ai travaillé quinze ans avec lui et je n'ai jamais rien remarqué. Au boulot il était toujours de bonne humeur et connaissait plein d'histoires drôles. Ah, il cachait bien son jeu !

« Le rire doit être construit, basé sur la réalité de la vie, sur des faits communs » … Michel SERRAULT

A bientôt …

Si tu as aimé la façon dont je t'ai présenté les différents sujets que j'ai traités dans ce livre, je te donne rendez-vous dans un deuxième livre où je te parlerai de démocratie, des premiers de cordée et des premiers de corvée, des médias, des fonctionnaires, de ceux qui se sont « fait tout seul », du capitalisme, de la privatisation des biens publics… avec toujours une dose d'humour pour finir.

Bien sûr, si tu te sens plus à l'aise avec toutes les notions dont je t'ai parlé, tu peux approfondir cette démarche avec des livres et des analyses plus « pointues ». L'idéal c'est de rencontrer des personnes plus au fait de tous ces mécanismes et d'organiser des lectures en prenant le temps de s'arrêter sur tout ce que l'on ne comprend pas ou qui mérite d'être débattu.

Enfin, excuse-moi si parfois tu as eu l'impression que je me répétais, note seulement que nos médias et nos hommes politiques se répètent à longueur de temps et que ça n'a pas l'air de gêner grand 'monde.

En attendant, porte toi bien …

Merci à Agnès, ma petite femme, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible

Livres à télécharger gratuitement sur :

http://2ccr.unblog.fr/livres/

ou

https://2ccr.wordpress.com/lectures/

Vous pouvez, si vous le désirez, faire imprimer chaque livre de la série des « Miscellanées Politiques » à moins de 10 euros + les frais de port chez « Colibri édition livres » à Toulouse. Les PDF que je vous propose sont au format A5 correspondant aux exigences d'impression.

Sinon, vous pouvez toujours les télécharger tel quel, et les lire sur votre tablette ou votre ordinateur.

Vous pouvez aussi y penser pour un cadeau à Noel ou pour un anniversaire…